

Le Monde

MERCREDI 24 JUILLET 1996

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

CINQUANTE-DEUXIÈME ANNÉE - N° 15015 - 7 F

6 pages
d'offres
d'emploi

Protestations contre l'injustice des procédures d'inscription à l'Université

POUR « SÉLECTIONNER » les bacheliers candidats à une inscription dans la filière des activités physiques et sportives et dans certaines formations artistiques aux capacités d'accueil limitées, certaines universités ont eu recours à la télématique. Une partie des 7 000 places disputées par plus de 35 000 postulants ont été attribuées par ordre chronologique de connexion sur les serveurs pris d'assaut.

Tout en dénonçant une procédure « aveugle » et « déshumanisée », les présidents d'université invoquent le principe « d'égalité » des candidats, réaffirmé par les tribunaux administratifs saisis de nombreux recours. A Lyon et à Rennes, des comités de parents se sont constitués pour protester contre cette méthode. Le ministre de l'Éducation nationale, François Bayrou, envisage une modification de la loi Savary de 1984 sur la sélection à l'entrée de l'université.

Lire page 6

Drame dans les prisons turques

Vingt-quatre prisonniers d'extrême gauche, grièvement blessés, risquent de mourir dans les prisons turques. p. 4

La gêne du PR

Le Parti républicain soupçonne le RPR de tenter de le déstabiliser en exploitant des affaires politico-financières. p. 5

ZAC Rive gauche

Jacques Toubon et Jean Tiberi ont trouvé un terrain d'entente pour défendre l'aménagement de la ZAC Paris Rive gauche. p. 5

Vente aux AGF

Les AGF se désengagent de l'immobilier. Elles vendent près d'une centaine d'immeubles à Paris pour 5 milliards de francs. p. 15

Grain de sel

Le sel de Guérande est une poudre de perlimpinpin. La chronique gastronomique de Jean-Pierre Quélén. p. 20

La fin des abats de mouton

La Commission de Bruxelles propose aux ministres de l'agriculture de l'Union d'interdire la consommation d'abats de mouton. p. 4

A cheval

Les Haras nationaux coûtent cher, mais le cheval fait partie du patrimoine, au même titre que Versailles. p. 8

Allemagne, 3 DM; Autriche, 13 S; Belgique, 25 BF; Canada, 25 \$; Danemark, 20 D; Espagne, 200 Ptas; France, 100 F; Grèce, 200 Dr; Irlande, 100 Ir£; Italie, 200 L; Luxembourg, 200 F; Pays-Bas, 100 Gld; Portugal, 200 Esc; Royaume-Uni, 100 £; Suède, 100 Kr; Suisse, 100 Frs; Espagne, 100 Ptas; USA, 100 \$; USA (Hawaï), 200 \$.

M 0147-0724-7.00 F

Les massacres au Burundi risquent de conduire à un nouveau génocide

La communauté internationale ne se décide pas à intervenir

LES QUELQUES 312 VICTIMES tuées du massacre perpétré, samedi 20 juillet, par des rebelles hutus, dans le camp de déplacés de Bugendana, au Burundi, devaient être inhumées, mardi, en présence du chef de l'État, Sylvestre Ntibunganya, alors qu'un deuil national d'une semaine a été décrété dans le pays. Le Conseil de sécurité des Nations unies devait se réunir, mardi, pour discuter de l'affaire burundaise et rechercher les moyens d'éviter une répétition au Burundi de la tragédie rwandaise.

Pour les diplomates en charge de ce dossier, si la situation est devenue insoutenable, le génocide au « compte-goutte » burundais est « une réunion de cercle vicieux » que les pays occidentaux ne semblent pas vouloir rompre, du moins pour le moment. Ils insistent, en effet, sur la nécessité de trouver une solution africaine à un problème africain. A la fin du mois de juin, au sommet d'Arusha, en Tanzanie, l'idée d'une force régionale composée de contingents tanzaniens, ougandais et éthiopiens, avait été acceptée par les autorités burundaises.

Mais la mise sur pied d'une telle



force d'intervention tarde à se concrétiser, d'autant qu'elle soulève inquiétudes et suspicions dans les rangs hutus et tutsis. La rébellion hutue affirme qu'elle servira à renforcer l'armée contrôlée par les Tutsis, alors que cette dernière la perçoit comme un moyen inavoué de la neutraliser.

Après le massacre de Bugendana, les diplomates en poste à Bujumbura se déclarent pessimistes sur les chances de succès du « plan d'assistance » envisagé. Ainsi, une mission technique, chargée des détails logistiques du « plan d'Arusha », a été interdite d'entrée, lundi, sur le territoire burundais, a-t-on appris de sources proches de la mission.

Le secrétaire général des Nations unies, Boutros Boutros-Ghali, vient de rappeler, lundi, dans une lettre au président du Conseil de sécurité, « le besoin urgent d'efforts régionaux et internationaux pour rétablir la paix et la stabilité au Burundi (...), arrêter le cycle de la violence et prévenir une nouvelle catastrophe dans la région des Grands Lacs ».

Sur le terrain, l'armée burundaise s'est lancée dans une vaste opération de recherches des auteurs de la tuerie. Au terme d'un conseil des ministres consacré, lundi, à la sécurité dans le pays, le président Sylvestre Ntibunganya a demandé à la population de garder son calme et de ne pas chercher à venger les morts.

Lire page 2

Les Jeux d'Atlanta

Les reportages
de nos envoyés spéciaux
pages 11 à 14

■ Les escrimeurs français remportent deux médailles dans l'épreuve du fleuret

■ Les gymnastes russes gagnent le concours par équipes masculin

■ La « Dream Team » américaine ne fait plus rêver le basket-ball

■ L'Irlandaise Michelle Smith obtient sa deuxième médaille d'or en natation

Alexandre le grand



ALEXANDRE POPOV

L'AFFAIRE a pris moins de 49 secondes, comme prévu. Et le nageur russe Alexandre Popov reste le roi du 100 m. Son deuxième triomphe consécutif en deux olympiades en fait un nageur à part. Un talent reconnu, mais revêche à la popularité.

Alain Faujas

Le credo libéral et ses limites

« LÉNINE ET WILSON sont les antipodes idéologiques de notre temps », disait Trotsky au lendemain de la révolution d'Octobre. Chacun d'eux ne prétendait-il pas détenir la recette du bonheur et en faire bénéficier la terre entière ? Malgré quelques velléités de Boris Eltsine de l'en faire sortir, la momie fortement raflée du fondateur du bolchevisme est toujours exposée dans son mausolée, et son nom est connu sur toute la Terre. Celui du président qui a fait entrer les États-Unis en guerre, en 1917, dans le but de rendre le monde « sûr pour la démocratie » est loin d'éveiller le même écho, quand ce ne serait que parce que ses compatriotes l'ont rapidement désavoué en refusant d'entrer dans la Société des Nations.

Il n'empêche que la mondialisation en cours est infiniment plus proche de ses conceptions que du mythe collectiviste ; qu'en réalisant un chef d'État en si pitoyable santé les Russes ont manifestement voulu d'abord signifier leur refus de laisser les « Rouges » reprendre les commodes ; qu'en Chine, et dans les quelques autres pays où ils sont encore au pouvoir, les communistes font au capitalisme la part si belle

qu'elle leur vaudrait à coup sûr, s'il était encore en vie, les foudres de Lénine.

Reste tout de même à savoir si l'idéologie qui prévaut actuellement, au point de faire figure de « pensée unique », ne souffre pas au départ d'un vice de constitution de même nature que celui dont est mort le marxisme-léninisme : on veut parler de ce simplisme qu'engendre si facilement l'abstraction. Il n'y a qu'à, et tout s'arrange.

Selon la vulgate communiste, en supprimant « l'exploitation de l'homme par l'homme » automatiquement engendrée par la propriété privée, on fait disparaître non seulement les conflits entre les hommes, mais entre les nations. En réalité, la nomenclature s'est révélée tout aussi exploitatrice que les « patrons de combat » et Andropov, l'éphémère successeur de Brejnev, a dû reconnaître en 1982 que les « cultures nationales seront plus longues à s'éteindre que les différences de classes ».

André Fontaine

Lire la suite page 10

Marionnettes fondantes à Avignon

ÉMILIE VALANTIN, dont les marionnettes avaient déjà enchanté le Festival en 1995, revient avec deux spectacles, dont une variation sur *Le Cid*, de Corneille, jouée par des marionnettes de glace qui fondent petit à petit, au long de la pièce. Une manière très émouvante de faire atteindre au théâtre son point limite d'art de l'éphémère... Quant au spectacle musical de Georges Aperghis et Philippe Minyana, *Commentaires*, joué à la salle Benoît-XII, dans la délicieuse rue des Teinturiers, il est irrésistible de gaieté et de surprises. Enfin, dans la plus grande discrétion, Jeanne Moreau est venue célébrer le 50^e anniversaire du Festival.

Lire page 28

International	2	Aujourd'hui	19
France	5	Agenda	21
Société	6	Alimentation	21
Horizons	8	Météorologie	21
Les Jeux d'Atlanta	11	Mots croisés	21
Entreprises	15	Annuaire classes	22
Finances/Immobilier	16	Culture	26
Cartel	18	Radio-Télévision	31

INTERNATIONAL UNIVERSITY OF AMERICA
The Link Between Continents Since 1980
114 Sansome Street ■ San Francisco, CA 94104 U.S.A.

Université à San Francisco
Doctorate of Business Administration in International Management

DBA
■ Programme résidentiel de 12 mois à San Francisco
■ Thèse.
■ Admission : MBA ou équivalent avec expérience professionnelle.

MBA - Master of Business Administration in International Management
■ Programme américain intensif de 12 mois à San Francisco, campus urbain, recrutement multinational.
■ Admission : Diplôme d'enseignement supérieur avec expérience professionnelle ou stages validés.

BBA Bachelor of Business Administration in International Management
■ Programme undergradué de 18 mois à San Francisco. Assistance Financière, sélection : BAC+2.

European Information Center :
148, rue de Grenelle 75007 Paris
Tél. : (1) 45-51-52-53 - Fax : (1) 45-51-09-06
San Francisco Admissions Office :
Tél. : U.S.A. (415) 397-2000 - Fax : (415) 397-2052
E-Mail : IUA @ IUA.EDU

AFRIQUE Les quelque 312 victimes tutsies du massacre du camp de déplacés de Bugendana devaient être enterrées, mardi 23 juillet, dans une fosse commune, sur le lieu même du drame,

en présence du chef de l'Etat burundais. Les rebelles hutus et l'armée, à dominante tutsie, se renvoient la responsabilité de cette tuerie. ● LE PREMIER MINISTRE burundais, qui a invité

la population à se rendre au travail malgré cette « catastrophe nationale », a été débordé par les extrémistes tutsis, qui ont réussi à imposer, lundi, à Bujumbura, la capitale, une

journée ville morte, qui a été très suivie. ● LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL de l'ONU a souligné, dans une lettre adressée, lundi, au président du Conseil de sécurité, qui doit se réunir,

mardi, pour en discuter, « l'urgence pour la communauté internationale de prendre une décision concrète et immédiate pour arrêter le cycle de la violence ».

M. Boutros-Ghali presse les pays occidentaux d'intervenir au Burundi

Un deuil national d'une semaine a été décrété au lendemain du massacre du camp de déplacés tutsis de Bugendana, qui a coûté la vie à au moins 312 personnes. Une opération ville morte a été très suivie, lundi, à Bujumbura

ALORS QU'UN DEUIL national d'une semaine a été décrété en hommage aux quelque 312 tutsis massacrés par des rebelles hutus, samedi 20 juillet, dans le camp de déplacés de Bugendana, dans la province centrale de Gitega, l'armée s'est lancée dans une vaste opération de recherches des auteurs de la tuerie.

Les victimes du massacre de Bugendana devaient être inhumées, mardi, dans une fosse commune, au sein même du camp de déplacés, en présence du président Ntubunganya. Selon le correspondant de l'AFP, le camp - un village

d'une trentaine d'habitations - a été le théâtre de scènes d'horreur. Les corps, en majorité ceux d'enfants et de femmes, portaient des traces de coups de machette, de marteau, de hache et autres armes blanches. Les maisons ont été partiellement détruites et incendiées. Les 1 500 rescapés, hébétés, hagar, se sont rassemblés au centre du village avec leurs maigres effets personnels : couvertures, ustensiles de cuisine, nattes...

« Il n'y aura pas de représailles mais, depuis deux jours, nous essayons de suivre les rebelles et c'est une affaire bien différente », a as-

suré le porte-parole de l'armée, à dominante tutsie. Le colonel Longin Minani n'a pas voulu en dire davantage sur une opération qui inquiète les diplomates. La chasse aux responsables du massacre porte en elle, en effet, les risques d'une campagne de représailles contre la communauté hutue.

APPELS AU CALME

Pour les militaires burundais, il ne fait aucun doute que les rebelles hutus des Forces pour la défense de la démocratie (FDD) sont bien les auteurs du massacre de Bugendana. Le Conseil national pour la défense de la démocratie

(CNDD), émanation politique des FDD, a opposé plusieurs démentis et déclaré, à l'agence Reuters, que la tuerie était le fait de civils hutus rendus furieux par des massacres commis par l'armée. Cette dernière a violemment réagi à ses dénégations qualifiées d'« aberrations » venant de « terroristes génocidaires ». A Bujumbura, à l'issue d'un conseil des ministres consacré, lundi, à la sécurité dans le pays, le chef de l'Etat, Sylvestre Ntubunganya, a demandé à la population de garder son calme et de ne pas chercher à venger les morts. Dans le même temps, le Front pour la démocratie au Bu-

rundi (Frodebu), le parti du président, a lancé un appel à la communauté internationale pour qu'elle comprenne que « le pays est en danger et a besoin d'aide ». Le projet d'envoyer dans le pays une force régionale de maintien de la paix, formulé fin juin à Arusha, en Tanzanie, n'est toujours pas mis en œuvre, tandis que les appels répétés des Nations unies à mettre sur pied un programme d'aide internationale afin d'éviter la répétition au Burundi du génocide rwandais ont reçu, jusqu'à maintenant, peu d'échos. Une mission technique, chargée de régler les détails logistiques du

« plan d'Arusha », a été interdite d'entrée, sur le territoire, 4-4-on appris de source proche de cette mission. Les diplomates en poste dans la capitale burundaise manifestent peu d'optimisme quant aux chances de succès du « plan d'assistance » depuis la tuerie de Bugendana. Le secrétaire général de l'ONU, Boutros Boutros-Ghali, qui a vivement condamné le massacre, a estimé qu'il « n'est que le plus récent d'une longue suite d'incidents qui soulignent le besoin urgent d'efforts régionaux et internationaux pour rétablir la paix et la stabilité au Burundi ».

De révoltes en représailles, une longue descente aux enfers

NAIROBI de notre correspondant en Afrique de l'Est

Le massacre de plus de 300 civils à Bugendana n'est plus hélas presque banal dans cette spirale de la violence qui entraîne le Burundi après bientôt trois ans de crise. Une fois de plus, les deux principaux protagonistes de cette guerre se rejettent la responsabilité de la tuerie. Les forces régulières, dominées par la minorité tutsie, ont sur le champ accusé les rebelles hutus des Forces pour la défense de la démocratie (FDD) d'avoir exterminé des déplacés tutsis, qui vivaient dans ce camp, protégés par les soldats, depuis les événements d'octobre 1993.

Le 21 octobre 1993, l'assassinat, par des militaires, de Melchior Ndadaye - premier président hutu de l'histoire du pays, élu six mois plus tôt -, avait déclenché la révolte des paysans hutus qui, à travers le pays, avaient massacré des milliers de tutsis. Cette première vague de tueries avait été suivie d'une campagne de pacification meurtrière de l'armée. On estime qu'en deux semaines près de 50 000 Burundais ont perdu la vie. De leur côté, les responsables des FDD, qui ne nient pas avoir attaqué un poste militaire à Bugendana - à l'intérieur duquel, prédisent-ils, se trouvaient aussi des militaires tutsis -, affirment que ce sont les soldats qui se sont livrés aussitôt à des représailles dans un camp de déplacés hutus, non loin de là, pour ensuite « massacrer » leurs propres forçats en atrocités perpétrées par les rebelles.

Les carnages qui ont jalonné l'histoire du Burundi et du Rwanda indépendants - que l'on explique parfois par ce face-à-face

entre deux ethnies (85 % de Hutus et 14 % de Tutsis) engagées dans une impitoyable lutte pour le pouvoir - ont révélé tant d'actes de cruauté pour que l'une ou l'autre version des faits soit aujourd'hui plausible, en attendant qu'une source d'information indépendante puisse éclairer le drame de Bugendana.

Ces 300 morts, comme les 100 victimes d'un précédent massacre à Teza, le 4 juillet, sont devenus l'enjeu d'une indécise lutte médiatique entre l'armée et les rebelles, chacun cherchant à discréditer son adversaire sur la scène nationale et internationale, d'autant plus facilement que les médias sont rarement neutres au Burundi. « Si je voyais de temps en temps, sur mon écran, les images de tueries perpétrées par l'armée, je pourrais croire à l'impartialité de notre télévision nationale », remarque un dirigeant du Frodebu, parti majoritairement hutu.

NOUVELLES REQUIES

Il n'empêche que si ce sont bien les rebelles hutus des FDD qui ont commis ce massacre, ne serait-ce que pour venger de précédentes tueries commises par les soldats, elles-mêmes en représailles à des opérations de la guérilla -, cela pourrait marquer une nouvelle étape dans cette descente aux enfers qu'est la guerre civile burundaise. Jusqu'à maintenant, les massacres des FDD se limitaient à des actions de guérilla rapides - embuscades, coups de main, etc. -, qui trahissaient leur manque d'armement ou d'organisation. Aujourd'hui, ils démontrent qu'ils prennent de l'assurance et que l'armée n'est plus capable de protéger les camps de déplacés tutsis.

La rébellion hutue, lancée, en septembre 1994, par l'ancien ministre de l'Intérieur du président Ndadaye, Léonard Nyangoma, ne cesse de prendre de l'ampleur. Si elle se cantonne encore à des ac-

tions de guérilla, les observateurs affirment que, depuis mars, elle opère dans toutes les provinces du pays. Au point que les déplacés tutsis, qui étaient retournés sur leurs collines dans certaines régions pacifiées, se regroupent de nouveau dans les camps.

En vue de contenir la rébellion, l'armée a incorporé 5 000 nouvelles recrues en mars dernier et les effectifs des forces de l'ordre pourraient atteindre aujourd'hui 30 000 hommes. Plusieurs sources rapportent aussi que les milices des jeunes tutsis, qui participent parfois aux opérations de l'armée, ont reçu des armes.

Un des éléments qui pourrait trahir la nervosité croissante de l'armée face à cette nouvelle série d'attaques de rebelles a été sa décision d'expulser manu militari, vers le Rwanda, plusieurs milliers de réfugiés hutus rwandais que l'armée a dominée tutsie a toujours soupçonné d'être de connivence avec la rébellion hutue burundaise.

Choqué par cette « catastrophe nationale », le premier ministre, Antoine Nduwayo, issu de l'opposition, a demandé à la population de se rendre au travail, mais il a été débordé par les plus extrémistes des opposants. Ainsi l'ancien président Jean-Baptiste Bagaza, chef du Parti pour le redressement national (Parena), a cherché à récupérer l'événement en imposant, lundi, à Bujumbura, une journée « ville morte », très suivie. Succès qui montre à la fois sa popularité grandissante dans la communauté tutsie, jusqu'au sein de l'armée, et son pouvoir d'intimidation vis-à-vis de la population hutue.

Les partisans de M. Bagaza s'étaient postés sur les grands axes de la capitale pour interdire tout trafic, sous l'œil de la police censée faire respecter, mais « sans grande conviction », selon des habitants, la libre circulation des hommes. « Nos gens sont restés che-

ux de peur de se faire tuer par les troupes de Bagaza », a déclaré un responsable du Frodebu, en rappelant les menaces et pressions constantes que subissent les membres de sa formation. Le Frodebu a récemment publié une liste d'environ 150 intellectuels et cadres hutus assassinés, depuis 1993, par l'armée ou les milices tutsies.

NÉGOCIER UN CESSZ-LE-FEU

Tandis que se multiplient les massacres, le projet d'une intervention militaire étrangère ne réussit pas à se concrétiser malgré l'urgence de la situation, et le fossé s'élargit entre les deux adversaires que la communauté internationale veut amener à négocier. Mais il semble clair que ni l'armée ni les rebelles hutus ne souhaitent l'envoi d'un contingent étranger. Après en avoir accepté le principe en juin, le premier ministre s'y est depuis lors opposé. Et le comité burundais chargé d'étudier les modalités techniques de cette intervention semble se hâter lentement pour remettre son rapport. L'opposition avance aussi des arguments tels que la « souveraineté nationale » ou encore les « échecs patents » des interventions en Somalie en 1993 et au Rwanda en 1994.

Quant au Conseil national pour la défense de la démocratie (CNDD) dont les FDD sont la branche armée, son porte-parole, Jérôme Ndiho, demande à ce que les troupes étrangères soient envoyées sous le chapitre 6 de la Charte des Nations unies concernant le maintien de la paix, et non sous le chapitre 7 imposant la paix comme cela serait envisagé. « Pour ce faire, nous devons au préalable négocier un cessez-le-feu avec l'armée », explique le responsable du CNDD, en quête d'une reconnaissance de son mouvement par les militaires burundais. Alors que ces derniers, appuyés par l'opposition tutsie, s'y refusent. « Il ne peut y



avoir de dialogue avec des extrémistes génocidaires », martèle M. Ndiho, président de l'Uprona, principal parti d'opposition, à majorité tutsie. Mais il est possible aussi que les rebelles hutus, s'attendant à cette fin de non-recevoir, aient déjà choisi la solution militaire, à l'instar de l'état-major burundais. Les extrémistes des deux camps veulent en découdre, persuadés, chacun, de l'emporter. Tandis que « la dérive du pays s'accroît », selon le rapporteur spécial de l'ONU sur le Burundi, Paulo Sérgio Pinheiro, et que « la situation peut dégénérer brutalement et provoquer un désastre humanitaire sans précédent dans la région des Grands Lacs ».

Jean Héline

■ Un Rwandais soupçonné d'avoir pris part à l'organisation du génocide dans son pays, Protais Karamira, qui avait été arrêté au début de juin à Addis-Abeba, a été extradé, samedi 20 juillet, par l'Éthiopie, vers le Rwanda. Homme d'affaires, il était, avant le génocide, le principal chef de la tendance dite « Power » du Mouvement démocratique républicain (MDR), opposée à tout accord avec les Tutsis. - (AFP)

Un pays, deux ethnies

Le Burundi est l'un des plus petits et plus denses États africains avec une superficie de 27 834 km² et une densité de 221 habitants au km².

● Population : 5 356 000 habitants : 85 % de Hutus, 14 % de Tutsis et 1 % de Twaas (Pygmées). Le pays abrite 300 000 réfugiés rwandais, essentiellement Hutus, arrivés, en 1994, au lendemain du génocide. Bujumbura, la capitale, compte 300 000 habitants. 92,5 % de la population vit en zone rurale.

● Religions : 70 % de chrétiens (catholiques) et 15 % d'animistes.

● Langues officielles : français et kirundi.

● Armée : composée à 80 % de Tutsis, elle compte 7 200 hommes dont 5 000 professionnels.

● Partis politiques : la Constitution prévoit le multipartisme. Le Frodebu pour la démocratie du Burundi (Frodebu), à majorité hutue, a remporté les élections générales en 1993. L'Unité pour le progrès national (Uprona), à majorité tutsie, est le parti-clé de l'opposition.

● Institutions : le président de la République, Sylvestre Ntubunganya (hutu), appartient au Frodebu. Il a succédé à Cyprien Ntaramira assassiné le 6 avril 1994, qui lui-même avait remplacé Melchior Ndadaye assassiné le 21 octobre 1993. Le premier ministre, Antoine Nduwayo (hutu), appartient au parti Uprona.

● Économie : 80 % de la population travaillent dans l'agriculture. Les ressources principales sont le café (89 % des exportations), le thé, le coton et le cuir. Le PNB est de 210 dollars par habitant.

● Affrontements ethniques : en 1972, 200 000 Hutus ont été assassinés. En 1998, les massacres ont fait plusieurs dizaines de milliers de morts. En 1993, entre 25 000 et 50 000 personnes ont été tuées après une tentative de putsch.

Les hésitations de la communauté internationale

NEW YORK (Nations unies) de notre correspondante

Depuis un an, le génocide « au compte-gouttes » que le Burundi pour théâtre n'a pas ému la communauté internationale au point de la pousser à réagir. Le nouveau massacre de Bugendana ne semble pas en mesure de la réveiller : le « point de résistance » paraît se situer beaucoup plus haut.

Pour les diplomates en charge de ce dossier depuis plusieurs années, la situation est devenue insoutenable : « On dirait vraiment que l'on attend un véritable génocide pour se décider à mettre fin à cette tragédie constante », dit l'un d'eux. Ces mêmes sources admettent que « ce dossier est une réunion de cercles vicieux ». Le cycle des vengeances ne peut être arrêté que par une force militaire déterminée à mettre fin aux tueries. Une telle force ne peut être déployée sans la participation « massive » et la volonté politique d'un pays occidental.

Or les pays occidentaux insistent

sur une solution africaine pour régler un problème africain. Cette politique, qui avait été ébauchée lors des récentes réunions d'Arusha en Tanzanie, consiste à créer une force régionale. Avant même d'être mise sur pied, cette force est, d'ores et déjà, perçue par les extrémistes hutus comme ayant pour mission de « muscler » l'armée tutsie qui, elle, à son tour, la perçoit comme destinée à la neutraliser. Elle implique donc un cessez-le-feu.

« Le dilemme est évident, explique un diplomate sous couvert d'anonymat. Ce cessez-le-feu, il faut désormais l'imposer et les pays de la région qui manquent d'impartialité et de moyens ne pourront pas le faire. » Ils sont, en effet, les seuls intéressés par la paix au Burundi car la destitution du pays équivaudrait pour eux à un afflux massif de réfugiés - trop lourd à porter pour des pays comme l'Ouganda, le Zaïre et la Tanzanie. Mais ces pays ainsi que l'Éthiopie, qui se sont portés volontaires pour fournir des troupes à cette éventuelle

force interafricaine, savent qu'elle ne pourra pas être mise sur pied sans une importante aide logistique extérieure. Aide que les États-Unis ont promise lorsque les massacres s'arrêteront. « Nous tournons en rond », ironise, exaspéré, un diplomate occidental.

PLANS DE CIRCONSTANCE

S'agissant des « plans de circonstance » en cours d'étude à l'ONU pour la création d'une force virtuelle, afin d'apporter, selon les termes d'une résolution du 5 mars du Conseil de sécurité, « une réponse humanitaire rapide », ils n'avancent pas. « Le problème est toujours le même. Aucun pays capable de diriger une opération "chapitre 7" des Nations unies ne s'est désigné », explique un diplomate.

Le département des opérations de maintien de la paix s'est engagé, depuis février, dans deux voies différentes : une force dite « chapitre 6 » qui, sous le drapeau de l'ONU, interviendrait après un cessez-le-feu, et une force « chapitre 7 », autorisée à utiliser la force,

sous l'égide d'un État membre, qui aurait un rôle dissuasif. Pour l'heure, seuls - le Bangladesh s'est porté volontaire pour la première force - la Zambie et le Malawi seraient prêts à participer à la seconde. « Ce n'est pas une force mais une force », dit-on dans les couloirs de l'ONU.

Pour sa part, depuis le début de l'année, le secrétaire général de l'ONU a multiplié rapports et lettres alarmistes. Dans une nouvelle missive adressée, lundi, à l'ambassadeur de France, Alain Delamante, président en exercice du Conseil de sécurité, Boutros Boutros-Ghali avoue ne pas avoir d'informations précises sur le massacre de Bugendana. Il ajoute que le retour d'un coup d'État se répand : « Ces rapports soulignent l'urgence pour la communauté internationale de prendre une décision concrète et immédiate pour arrêter le cycle de la violence et prévenir une nouvelle catastrophe dans la région des Grands Lacs ».

Afsané Bassir Pour

SICAV
UNIVERS-OBLIGATIONS

- Orientation : obligations internationales
- Durée de placement : 3/5 ans
- Valeur liquidative au 15.07.1996 : 2 147,17 F

Fusion

Les actionnaires de la Sicav Univers-Obligations sont convoqués, pour statuer sur la fusion/absorption du Fonds Commun de Placement Agri-ECU-Obligations, à l'Assemblée Générale Extraordinaire qui se tiendra le mardi 20 août 1996 à 10 h 30, 23 place de Catalogne - 75014 Paris.

En cas de défaut de quorum, une seconde Assemblée est prévue le vendredi 30 août 1996 à 10 h 30, 23 place de Catalogne - 75014 Paris.

Pour tout renseignement complémentaire, les actionnaires peuvent s'adresser à leur agence habituelle du Crédit Agricole.

Chaque jour le cours d'UNIVERS-OBLIGATIONS sur SICAVÉCOUTE Tél. : 36.68.36.33 Code : 67 (100000 par 1000)

CA SEGESPAR la société de gestion du Crédit Agricole

Bill Clinton deva
Bob Dole dans la c

Le candidat républicain

le 5 novembre. Est-ce

Washington

le candidat républicain

le 5 novembre. Est-ce

Washington

le candidat républicain

le 5 novembre. Est-ce

Washington

le candidat républicain

le 5 novembre. Est-ce

Washington

le candidat républicain

le 5 novembre. Est-ce

Washington

le candidat républicain

le 5 novembre. Est-ce

Washington

le candidat républicain

le 5 novembre. Est-ce

Washington

le candidat républicain

le 5 novembre. Est-ce

Washington

le candidat républicain

le 5 novembre. Est-ce

Washington

le candidat républicain

le 5 novembre. Est-ce

Washington

le candidat républicain

le 5 novembre. Est-ce

Washington

le candidat républicain

le 5 novembre. Est-ce

Washington

Bill Clinton devance toujours largement Bob Dole dans la course à la Maison Blanche

Le candidat républicain pâtit de son âge avancé et d'un manque de sens politique

Le candidat républicain à l'élection présidentielle du 5 novembre, Bob Dole, a fêté le 22 juillet son soixante-troisième anniversaire et multi-

plié les déclarations pour rassurer ses concitoyens sur son état de santé. M. Dole, qui doit recevoir l'investiture de son parti en août,

est distancé, selon les enquêtes d'opinion, d'une vingtaine de points dans les intentions de vote, par Bill Clinton, qui aura cinquante ans en août.

WASHINGTON
de notre correspondant
« Est-ce le bon choix ? Pour célébrer son soixante-troisième anniversaire, lundi 22 juillet, Robert Dole a choisi de rendre visite aux pensionnaires d'un centre pour personnes âgées. Certes, le candidat républicain à l'élection présidentielle a expliqué qu'il ne manque pas de rendez-vous amicaux depuis onze ans, mais, au moment où les responsables et les électeurs du Parti républicain sont de plus en plus nombreux à s'interroger sur le « facteur âge » et sur le sens politique de l'ancien sénateur du Kansas, il n'aurait pas été mauvais que Bob Dole essaie, pour une fois, de s'identifier à une couche un peu plus jeune de la population américaine.

Seulement voilà : parmi ses qualités et ses défauts, M. Dole cultive un net penchant pour écouter le conseil en marketing politique en qui il a le plus confiance, c'est-à-dire lui-même. Les vieux routiers des campagnes électorales républicaines ont cependant réussi à discipliner leur candidat, lequel a tendance à multiplier les « petites phrases » à l'emporte-pièce. Il est obtenu que M. Dole s'exprime en public à l'aide d'un téléprompteur, pour lire un texte soigneusement préparé, ce qui n'empêche pas l'intéressé d'écouter en priorité son « instinct ».

S'agissant de son âge, M. Dole a cependant habilement fait sien ce principe élémentaire de toute stratégie militaire et électorale : la meilleure défense, c'est l'attaque. Il répète à l'envi à quel point il se sent jeune : « J'ai l'impression d'avoir cinquante-cinq ans ! », n'hésite pas à publier son « certificat médical », ainsi que les commentaires de son médecin sur l'« excellente santé » de son patient. Et M. Dole d'en rajouter : « Mon taux de cholestérol est meilleur que celui de Bill Clinton, mon poids et ma tension artérielle sont bien meilleurs que les siens ». Affirmation difficilement contestable : le chef de la Maison Blanche lève en permanence pour limiter son poids, résultat d'une fatale attraction pour la « junk food ».

Mais Bill Clinton fêtera son cinquantième anniversaire le 19 août, et Bob Dole, s'il était élu, serait le président en début de mandat le plus âgé de l'histoire des États-Unis. L'exemple de Ronald Reagan

a montré qu'un septuagénaire est parfaitement capable d'assumer la charge présidentielle de la première puissance mondiale, mais ce dernier possédait un atout qui manque cruellement à M. Dole : le « grand communicateur » disposait d'un véritable charisme politique et oratoire. L'ancien chef de la majorité sénatoriale a beau, lui aussi, être un « battant », il laisse ses auditeurs, au mieux, indifférents.

GRISAILLE CONTRE BRIO
Il est juste de reconnaître que la grisaille de M. Dole est renforcée par le brio de son adversaire, qui s'affirme notamment en campagne électorale. Toujours est-il que M. Dole ne parvient pas à réduire ce retard de près de 20 points dans les sondages qui le sépare du président sortant. Lorsqu'on interroge

truisme est devenu le refrain des stratégies républicaines, une manière de dire qu'il ne sert à rien de vouloir projeter l'image d'un candidat qui n'existe pas.

Mieux vaut tenter de montrer que le Gary Cooper du Parti républicain est un homme d'expérience, ce que personne ne conteste. Sauf que, pour un élu « blanchi » pendant trente-cinq ans sous le harnais du Congrès, M. Dole est souvent hésitant et maladroit. Il était ainsi particulièrement mal venu d'affirmer que le tabac ne crée pas forcément de dépendance. A propos de la délicate question de l'avortement, la position de l'ancien sénateur a été plus que changeante. Cet adversaire « historique » de l'interruption volontaire de grossesse souhaite finalement que la plateforme républicaine, qui sera adoptée lors de la convention de San

Diego, en août, comporte une « déclaration de tolérance » à ce sujet. Mais, cette position mi-chèvre, mi-chou n'a satisfait ni les partisans du « choix » ni ceux de la « vie ».

De même, en revenant sur sa promesse d'annuler la loi introduite par M. Clinton interdisant l'usage de dix-neuf types d'armes d'assaut, Bob Dole s'est mis à dos la puissante National Rifle Association, le lobby des armes, qui menace de lui retirer son soutien. Enfin, il était particulièrement mal avisé de refuser d'assister à la convention de l'Association nationale pour le progrès des gens de couleur (NAACP), la plus vieille organisation noire de défense des droits civiques, au motif qu'elle est infondée au parti démocrate. L'ancien général Colin Powell, dont M. Dole recherche désespérément

le soutien, n'a pas apprécié ce faux pas.

Certains de ces agissements signalent peut-être des convictions et du caractère, mais sans doute plus encore une volonté de rééquibrer au centre l'image de marque du Parti républicain, afin de chasser sur les terres électorales de M. Clinton, ce dernier ayant, de son côté, repris à son compte nombre de thèmes des républicains pour s'adapter à l'évolution conservatrice de la société américaine.

Pour une part, les ennuis de M. Dole ne sont pas de son fait : les républicains sont aujourd'hui divisés sur son nombre de sujets, à commencer par l'avortement, les programmes d'affirmative action (la discrimination positive en faveur des minorités), la législation sur les armes, l'immigration, la fiscalité et l'austérité budgétaire, etc. Ce qui n'empêche pas les barons du Parti républicain de critiquer de plus en plus ouvertement leur champion. Non seulement M. Dole risque de « faire réfléchir » M. Clinton, mais il pourrait bien entraîner dans sa défaite bon nombre de parlementaires. Il suffit d'un renversement de vingt sièges à la Chambre des représentants et de trois ou quatre au Sénat pour mettre fin à la domination républicaine dans les deux chambres du Congrès.

Bob Dole a cependant commencé à corriger ce qu'il admet être des « erreurs ». Il dispose pour cela des conseils de son épouse, Elizabeth (Liddy), dont républicains et démocrates reconnaissent qu'elle avait la trempe et le caractère pour faire un bon candidat à la Maison Blanche. Alors, il y a quelques jours, alors qu'ils étaient les hôtes de l'émission de CNN, « Larry King Live », le couple était frappant entre les époux Dole : Liddy interrompait son mari pour donner les bonnes réponses, le corrigeant, finissant ses phrases. D'où ce commentaire de Maureen Dowd, dans le New York Times : « Une First Lady qui sait s'exprimer ne rattrape pas un président qui ne le sait pas ». M. Dole va faire campagne jusqu'au 5 novembre avec un slogan : « Restaurer le rêve américain ». Le problème est que, à soixante-troize ans, il semble avoir du mal à expliquer en quoi il est l'homme idéal pour faire rêver l'Amérique.

Laurent Zecchini

Un rival très en retard dans les sondages

Le président Clinton devance son probable rival républicain à la Maison Blanche de 17 points dans les intentions de vote, selon un nouveau sondage CNN-USA-Today publié lundi 22 juillet. M. Clinton obtient 56 % des voix, contre 39 % à Bob Dole, si l'élection avait lieu maintenant, selon l'enquête, réalisée du 18 au 21 juillet, soit à peine quelques semaines de l'ouverture à San Diego (Californie) de la convention du Parti républicain, qui doit officiellement désigner le candidat à l'élection présidentielle. Dans l'éventualité d'une nomination du milliardaire Ross Perot, fondateur du Parti de la réconciliation, Bill Clinton distancerait toujours son rival républicain avec 50 % des suffrages, contre 33 % à Bob Dole et 12 % à Ross Perot. Ce 50 % des suffrages, contre 19 % des voix lors de l'élection présidentielle de 1992, lorsqu'il avait fait campagne comme candidat indépendant.

Les Américains à propos de M. Dole, les trois caractéristiques qui reviennent le plus souvent sont : « âgé », « conservateur » et « trop âgé ». Un tiers des électeurs estime qu'il s'agit d'un obstacle pour espérer un mandat présidentiel et les plus de soixante-cinq ans se prononcent à une large majorité en faveur de M. Clinton.

L'« homme du Kansas » a beau surveiller attentivement sa forme et son apparence physique (teinture des cheveux et balle du visage quasi permanents), il ne peut trahir ses goûts : il aime John Wayne et la musique de Glenn Miller ; il confond allégrement Michael Jackson et Michael Jordan... Ses préférences sont parfaitement honorables, mais un peu datées pour les électeurs de vingt et un ans, qui sont nés à la fin de la guerre du Vietnam. « Dole, c'est Dole » : ce

Diego, en août, comporte une « déclaration de tolérance » à ce sujet. Mais, cette position mi-chèvre, mi-chou n'a satisfait ni les partisans du « choix » ni ceux de la « vie ».

De même, en revenant sur sa promesse d'annuler la loi introduite par M. Clinton interdisant l'usage de dix-neuf types d'armes d'assaut, Bob Dole s'est mis à dos la puissante National Rifle Association, le lobby des armes, qui menace de lui retirer son soutien. Enfin, il était particulièrement mal avisé de refuser d'assister à la convention de l'Association nationale pour le progrès des gens de couleur (NAACP), la plus vieille organisation noire de défense des droits civiques, au motif qu'elle est infondée au parti démocrate. L'ancien général Colin Powell, dont M. Dole recherche désespérément

Une partie importante de l'épave du Boeing de la TWA a été retrouvée

NEW YORK. Des traces de résidus chimiques provenant d'un engin explosif ont été détectées par les enquêteurs sur une partie d'une aile de l'épave du Boeing 747 de la TWA, détruit en plein vol le 17 juillet, a affirmé, lundi 22 juillet, la chaîne de télévision CNN, qui cite des sources proches de l'enquête. Interrogé sur ce sujet, le directeur adjoint du FBI, James Kallstrom, a déclaré : « Je n'ai pas l'intention de faire des commentaires sur les éléments de l'enquête. »

Six jours après son explosion, les enquêteurs ont retrouvé une partie importante de l'épave de l'avion, ce qui leur donne l'espoir de découvrir la cause de la catastrophe qui a fait deux cent trente morts. Lundi, six autres corps ont été repêchés, ce qui porte à cent sept le nombre de victimes retrouvées ; seules soixante-quatre d'entre elles ont été formellement identifiées, d'après les derniers chiffres. - (AFP AP)

Première visite d'une délégation bosniaque à Belgrade

SARAJEVO. Une délégation du gouvernement bosniaque doit se rendre à Belgrade, mardi 23 juillet, pour la première fois depuis le début de la guerre en Bosnie au printemps 1992. Le principe de cette visite a été arrêté la semaine dernière lors de la mission de l'ambassadeur américain Richard Holbrooke dans la région.

La délégation sera conduite par le musulman Ejup Ganic, vice-président de la Fédération croato-musulmane, accompagné des représentants des ministères des transports et des communications et d'une délégation d'hommes d'affaires. « Des questions pratiques », telles que les liaisons entre les deux pays, seront au centre des entretiens. A l'issue de près de quatre ans de conflit, les lignes ferroviaires entre les deux pays sont toujours coupées, et les communications téléphoniques demeurent difficiles. - (AFP)

EUROPE

■ **TCHÉCHÈNE :** l'armée russe a utilisé des armes chimiques contre les Tchétchènes a affirmé, lundi 22 juillet, le porte-parole indépendant, Movladi Oudougov. Il a dénoncé le « recours à des obus d'artillerie remplis de produits chimiques » qui ont tué trois combattants tchétchènes, « pris de convulsions » pendant « quinze à vingt minutes ». - (AFP)

ASIE

■ **BANGLADESH :** Shahabuddin Ahmed, ancien président par intérim qui dirigea un gouvernement de transition en 1991, a été proclamé, mardi 23 juillet, président élu du Bangladesh par la commission électorale. M. Ahmed, soixante-six ans, présenté par la Ligue Awami, était le seul candidat inscrit. Il succédera à Abdur Rahman Biswas, dont le mandat de cinq ans prendra fin le 8 octobre. - (AFP)

■ **PAKISTAN :** un attentat à la bombe, non-revendiqué, a fait neuf morts et soixante-huit blessés, lundi 22 juillet, à l'aéroport de Lahore (capitale du Pendjab). Une deuxième bombe a explosé dans un marché de Sargodha (à l'ouest de Lahore), blessant huit personnes. Les attentats, qui ont fait cent vingt-deux morts depuis novembre 1995, ont été imputés par les autorités pakistanaises aux services spéciaux indiens. L'Inde a démenti toute implication. - (AFP, Reuters)

AFRIQUE

■ **NIGER :** le chef de l'Etat, le général Ibrahim Baré Maïnassara, a annoncé, lundi 22 juillet, la levée de la mesure d'assignation à résidence surveillée des quatre candidats vaincus lors de l'élection présidentielle du 7 et 8 juillet. - (AFP)

■ **ALGERIE :** une nouvelle organisation islamiste armée, baptisée Mouvement islamique pour la prédication et le djihad, a annoncé sa création dans un communiqué transmis, lundi 22 juillet, à l'AFP. Le nouveau groupe serait dirigé par Mustapha Kertali, « émir » du GIA pour la région de Larbaa. - (AFP)

PROCHE-ORIENT

■ **ARABIE SAOUDITE :** une fausse alerte à la bombe a été déjouée, lundi 22 juillet, dans un centre militaire américain à Riyad, par un colis considéré comme suspect par les gardes. Après l'attentat qui a tué dix-neuf Américains, le 25 juin à Djeddah, le département d'Etat a décidé de prendre en charge le retour volontaire vers les États-Unis des familles des Américains travaillant en Arabie saoudite pour le gouvernement fédéral, par simple « mesure de prudence ». - (AFP)

■ **IRAQ :** les États-Unis ont insisté, lundi 22 juillet, pour que le Conseil de sécurité de l'ONU trouve une « réponse énergique » au refus irakien de permettre aux équipes d'experts en désarmement de faire leur travail. Une mission d'inspecteurs de l'ONU est rentrée, lundi à Bagdad, sa base arrière, après avoir été empêchée pendant cinq jours de visiter un site près de l'aéroport de Bagdad. L'inspection a finalement eu lieu mais le délai de cinq jours rend les inspecteurs de plus en plus circonspects. - (AFP)

Pékin dispute aux Etats de l'Asean la souveraineté des archipels situés en mer de Chine du Sud

DJAKARTA

de notre envoyé spécial

La Chine serait-elle un archipel ? La question n'est plus académique et constitue déjà l'objet d'une fiction supplémentaire entre Pékin et les Etats de l'Asean qui se disputent la souveraineté, partielle ou totale, des eaux et des archipels de la mer de Chine du Sud. Le sujet est désormais au centre des discussions entre Qian Qichen, vice-premier ministre et ministre chinois des affaires étrangères, et ses homologues de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est à l'occasion de la réunion, mardi 23 juillet à Djakarta, du troisième Forum régional de l'Asean (FRA) consacré aux questions de sécurité, et d'une rencontre bilatérale prévue mercredi.

La Chine, dont le statut d'Etat continental est universellement reconnu, revendique-t-elle également celui d'archipel ? A trois reprises, lundi soir, le porte-parole chinois a refusé de répondre directement à la question. Shen Guofang s'est contenté de répondre que son pays disposait d'« un relief côtier très complexe et c'est pour tenir compte de caractéristiques et de facteurs compliqués que nous avons publié nos limites territoriales ». Il a eu recours au terme anglais « sea baseline », lequel peut se traduire par « limite maritime minimale ». Voilà deux mois, tout en ratifiant la Convention internationale sur le droit de la mer de 1982, l'Assem-

blée nationale de Pékin a voté l'intégration, dans les eaux territoriales chinoises, de l'archipel des Paracels, situé dans la partie septentrionale de la mer de Chine du Sud et que revendique également le Vietnam.

« PUZZLE »

« Il est naturel », a expliqué Shen Guofang, de compléter la couverture de nos eaux nationales. Il ne s'agit pas d'un changement de position. « Toujours est-il qu'en incorporant l'archipel des Paracels dans son territoire, la Chine pourrait, d'une part, revendiquer une zone économique exclusive de deux cents milles marins - ce à quoi elle n'a pas encore explicitement procédé - et, d'autre part, créer un précédent qui, s'il était admis, pourrait la pousser à en faire autant avec les Spratleys, archipel méridional de la mer de Chine du Sud, dont la souveraineté est également revendiquée, au moins en partie, par Brunei, la Malaisie, les Philippines et, bien entendu, le Vietnam.

Hanoi et Manille ont protesté sur-le-champ contre ce que le premier qualifie de « violation de la loi internationale », et le second d'« obstacle préjudiciable » au fonctionnement du FRA. Assurant la présidence annuelle de l'Asean et s'agissant également du sort de son gisement gazier de Natuna, si-tué à la périphérie de la mer de Chine du Sud et dans lequel l'Amé-

ricain Exxon s'est engagé en 1994 à investir 35 milliards de dollars, Djakarta a demandé des explications à Pékin sur ce que son ministre des affaires étrangères, Ali Alatas, a qualifié dimanche de « puzzle ». La situation en mer de Chine du Sud demeure une « préoccupation majeure », ont déclaré, pour leur part, les ministres de l'Asean, à l'issue de leur conférence annuelle, dimanche. Enfin, en dépit des engagements de Pékin à ce sujet, réitérés lundi par Shen Guofang, la liberté du trafic en mer de Chine du Sud est d'autant plus, à terme, un souci pour le Japon et les Etats-Unis que l'essentiel du commerce maritime entre le Proche-Orient et l'Extrême-Orient transite par ces eaux.

Les Chinois ont occupé les Paracels en 1974 et y ont aménagé, depuis, une base aéro-navale. Après y avoir infligé une sanglante défaite navale aux Vietnamiens en 1988, ils ont renforcé leur présence militaire sur certains îlots des Spratleys, s'installant notamment sur le récif de Mischief en 1994, à proximité de l'île philippine de Palawan. Depuis ce dernier incident, la tension en mer de Chine du Sud semblerait avoir tombé d'un cran. L'intégration des Paracels au territoire national chinois, pour des raisons historiques très controversées, montre que Pékin, cette fois, veut doter de fondements juridiques son grignotage en mer de Chine du Sud en tentant de faire admettre,

dans les faits, un statut d'archipel et non plus seulement d'Etat continental. Selon leur tactique habituelle, les Chinois poussent d'abord leurs pions : ils ne revendiquent officiellement le statut d'archipel que le jour où la société internationale se sera faite à cette idée. Mais comme ils font rarement marche arrière, la crise en mer de Chine du Sud est redevenue d'une brûlante actualité.

Jean-Claude Pomont

Démission d'un des euro-sceptiques du gouvernement britannique

LONDRES. Un des euro-sceptiques du gouvernement britannique, David Heathcoat-Amory, sous-secrétaire d'Etat au Trésor, a démissionné, lundi 22 juillet, de ses fonctions en dénonçant une dérive pro-européenne du gouvernement de John Major, notamment sur la monnaie unique. Dans une lettre au premier ministre, il a fait valoir que « même si la Grande-Bretagne ne s'est à ce jour pas engagée à participer à la monnaie unique, l'équivoque du gouvernement sur ce point trouble le public et déçoit la plupart des sympathisants » conservateurs. M. Heathcoat-Amory, quarante-sept ans, avait été nommé au ministère des finances en 1994, après avoir été secrétaire d'Etat au Foreign Office, chargé de l'Europe. - (AFP)



Exporter au Japon...
et si c'était possible ?

Executive Training Programme :

Le Japon et l'Asie du Sud-Est sont pour vous des marchés privilégiés. Vous souhaitez vous y développer ou renforcer votre présence : E.T.P. peut vous y aider.

- Une formation unique pour devenir un « expert européen du Japon »
- Un atout majeur pour travailler efficacement et durablement avec le Japon
- Une aide de 110 000 ECU allouée par la Commission Européenne

Clôture des inscriptions au
15 septembre 1996

Renseignements et inscriptions : PA Consulting Group
Emmanuel LANGERON - Tél : (1) 40.88.79.38 - Fax : (1) 47.45.48.65

Les grèves de la faim se durcissent dans les prisons turques

Plusieurs décès semblent imminents parmi les détenus d'extrême gauche en grève de la faim dans les prisons turques, ont indiqué, lundi 22 juillet, les autorités d'Ankara. « Quatre grévistes sont dans un état critique dans les prisons de Bayrampasa et Umranîye, à Istanbul », a déclaré à la presse le procureur général d'Istanbul, Ferzan Çitici, en déclarant que, « malheureusement, ils n'acceptent pas de traitement médical ». Des militants des droits de l'homme affirment pour leur part que vingt-quatre détenus sont dans un état grave, dans quatre prisons du pays.

Des dizaines de prisonniers, appartenant à des organisations clandestines, ont entamé depuis soixante-quatre jours une grève de la faim pour protester contre leurs conditions de détention. Ce mouvement constitue la première difficulté sérieuse pour le nouveau gouvernement islamiste du premier ministre Necmettin Erbakan qui a pris ses fonctions le 8 juillet. D'autant que des centaines d'autres détenus soutiennent les grévistes en observant, par rotation, un mouvement identique mais limité dans le temps.

Aygun Ugrur, un membre de l'organisation maïliste TKP/ml (Parti communiste de Turquie/marxiste-léniniste), qui purgeait une peine de douze ans et demi de prison pour implication dans des actes de terrorisme, est déjà mort, dimanche, à la prison d'Umranîye au bout de soixante-trois jours de jeûne. Originaire de la province de Tunceli (Est), il était incarcéré depuis 1992. Sa famille avait dû quitter son village, évacué par les forces de l'ordre dans le cadre d'opérations menées contre les séparatistes kurdes. Mais Ugrur n'était pas membre d'un parti proukda.

Des dizaines de personnes accusant le gouvernement d'être responsable de sa mort ont manifesté devant la prison, dimanche soir, et ont été interpellées par la police un peu plus tard. Les compagnons de détention d'Aygun Ugrur ont un moment refusé de laisser les autorités emmener le corps, mais ont finalement cédé dans la soirée. Selon des sources proches des autorités, la tension était toujours élevée, lundi, après la mort d'Ugrur, à la prison d'Umranîye.

Le ministre de la Justice, Sevil Kazan, un proche de Necmettin Erbakan, a indiqué la semaine dernière qu'il s'emploierait à améliorer les conditions de détention dans les prisons. Des mouvements identiques se sont déjà produits en Turquie, en 1983, 1984 et 1989. Au mois de septembre 1983, deux détenus de la prison militaire de Diyarbakir sont morts après un mois de jeûne. En mars et juin 1984, à Diyarbakir, onze détenus sont décédés, selon les parents de prisonniers, et, en août 1989, deux personnes ont succombé à la prison de Aydin (à 100 km d'Izmir), toujours à la suite de grèves de la faim destinées à protester contre les conditions de détention. (AFP/AP)

(PUBLICITÉ JUDICIAIRE)
EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL DE PARIS.
Par arrêt de la 13ème Chambre (section A) de la Cour d'Appel de Paris du 14.03.95 DOMBROWSKI Isabelle, née le 20 juillet 1968 à Metz (57), sans domicile connu, a été condamnée à 100 000 F de dommages, pour :
- PUBLICITE MENSONGERE OU DE NATURE A INDUIRE EN ERREUR, de février 1992 à avril 1992, à PARIS, infraction prévue par les articles L.121-1, L.121-3, L.121-6 AL.1 CODE DE LA CONSOMMATION et réprimée par les articles L.121-6, L.121-1 CODE DE LA CONSOMMATION.
La Cour a, en outre ordonné, aux fins de la condamnation :
La publication de cet arrêt, par extrait dans les journaux :
- LA MONDE et FRANCE SOIR aux frais de la condamnation.
Pour extrait conforme délivré à Monsieur le Procureur Général sur sa réquisition.
Mlle GREFFIER EN CHEF.

« Vache folle » : la Commission européenne propose d'interdire certains abats de mouton et de chèvre

Les Quinze veulent également éviter l'effondrement du marché bovin

Le Conseil des ministres de l'agriculture de l'Union européenne a été saisi, lundi 22 juin à Bruxelles, d'une proposition de la Commission

d'exclure de la chaîne alimentaire certains abats de mouton et de la chèvre, susceptibles d'être des vecteurs de l'épizootie de « vache folle ».

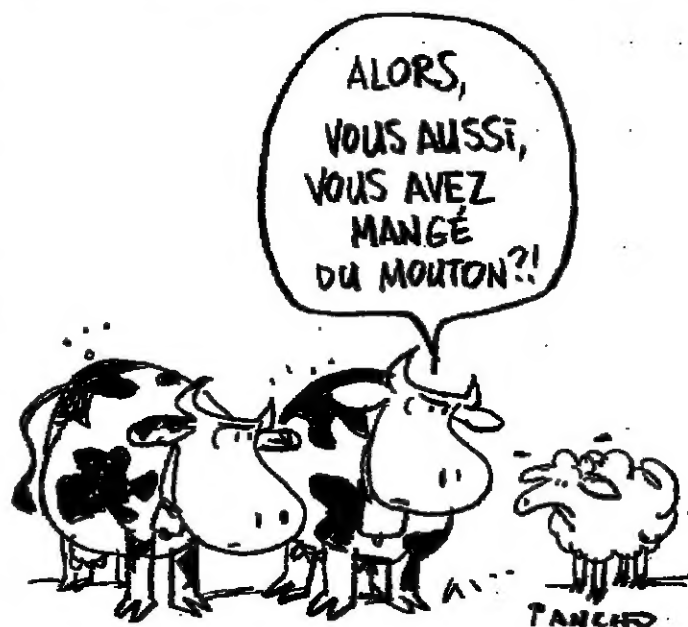
Les ministres devaient aussi examiner, mardi, les mesures à prendre pour éviter un effondrement des cours de la viande bovine.

BRUXELLES
(Union européenne)
de notre correspondant

Un nouveau pas a été franchi par l'Union européenne dans la lutte contre l'épidémie d'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB ou maladie de la « vache folle »). Franz Fischler, le Commissaire européen chargé des affaires agricoles, a annoncé 22 juillet aux ministres des Quinze, réunis à Bruxelles, son intention de proposer l'interdiction de la consommation et de l'usage de certains abats (cervelle, moelle épinière et rate) de mouton ou de chèvre dans la chaîne alimentaire. Seules les bêtes de plus de six mois seraient concernées par ces nouvelles restrictions.

Le comité vétérinaire permanent (CVP) de l'Union devait être saisi de cette proposition lors de sa réunion du 1^{er} août. A la suite d'un rapport remis par un groupe d'experts présidé par le docteur Dominique Dormont, les autorités françaises avaient déjà adopté, au niveau national, de telles restrictions. Elles avaient demandé à Bruxelles qu'elles soient étendues à l'ensemble du territoire de l'Union. M. Fischler y a répondu d'autant plus favorablement qu'un sous-groupe du comité scientifique vétérinaire de l'Union (CSV), qui rassemble des spécialistes indépendants des administrations, est parvenu à des conclusions similaires (Le Monde du 23 juillet).

Philippe Vasseur, ministre français de l'Agriculture, s'est félicité de l'orientation prise. « Il est indispensable et urgent qu'on arrive à un statut sanitaire européen unique », a-t-il souligné. Sur le même thème, M. Fischler a insisté pour que des mesures identiques soient appliquées par l'ensemble des pays membres, y compris par ceux dont le bétail n'a apparemment pas été



touché par l'ESB ou par la tremblante du mouton. Au-delà des exigences de santé publique, c'est là une nécessité si l'on veut préserver la libre circulation du bétail et des

Chute des prix de viande ovine à Rungis

Alors qu'en fin mars et fin mai, la consommation de mouton avait, en France, « bénéficié » de la suspicion qui affecte la viande bovine (achats en hausse de 15 %), il semble que, depuis quelques semaines, la tendance se retournait. Selon la lettre de conjoncture de l'Institut de l'élevage, de juillet, « sur le marché de Rungis, le prix moyen des agneaux d'origine française a chuté de plus d'un tiers en moins de deux mois ». Il est passé de près de 31 francs le kilo de carcasse, début mai, à moins de 20, début juillet. Pourtant ce cours est encore supérieur de 1 franc à celui enregistré à la même période de 1995. Si les cours sont restés globalement fermes en Europe en 1996, c'est surtout en Irlande et en Espagne qu'ils sont les plus élevés. Le marché français est autosuffisant en viande ovine à 52 %, selon les statistiques des quatre premiers mois de 1996. La Grande-Bretagne est de loin son principal fournisseur de viande de mouton, mais ses expéditions ont beaucoup baissé par rapport à 1995.

Des experts suggèrent l'identification des animaux exportés de Grande-Bretagne

L'INTERDICTION souhaitée par Bruxelles de la consommation humaine et animale des abats de bovins, d'ovins et de caprins dans l'ensemble des pays de l'Union montre à quel point la Commission a évolué dans sa perception et son analyse des risques sanitaires. La transmission aux chefs des services vétérinaires des Quinze d'une mesure préconisée par le « sous-groupe » du comité scientifique vétérinaire réunissant les spécialistes des maladies à prions témoigne aussi de la rapidité avec laquelle le savoir - et les interrogations - des scientifiques peuvent être transmis aux responsables politiques.

Il importe aujourd'hui de souligner que le document du « sous-groupe » ne se limite pas à préconiser l'arrêt de la consommation animale et humaine de certains abats. Ce groupe d'experts formule en effet une série d'autres recommandations dont la mise en œuvre pourrait rapidement se heurter à de sérieux obstacles économiques et politiques. C'est notamment le cas des mesures concernant les bovins exportés de Grande-Bretagne vers les autres pays de l'Union européenne.

« Le sous-groupe recommande que les bovins importés du Royaume-Uni avant 1989 par les Etats membres soient identifiés et traités de la même manière qu'ils le sont au Royaume-Uni, c'est-à-dire qu'après avoir été abattus ils

soient exclus de toute chaîne alimentaire humaine et animale », peut-on lire dans le document classé « confidentiel », daté du 17 juillet, dont Le Monde a donné de premiers extraits dans ses éditions datées du 23 juillet. En d'autres termes, les experts estiment que les bovins élevés jusqu'en 1989 sur le sol britannique ont été exposés, via les farines de viandes et d'os, à un risque infectieux massif. A ce titre, la consommation de leur viande ou leur recyclage sous forme de farines animales devraient impérativement être interdits.

RECOMMANDATION INAPPLICABLE
On sait que les exportations britanniques vers le reste de l'Union ont directement concerné - entre 1981 et 1989 - près de 20 000 bovins, notamment en Allemagne et au Portugal. On sait aussi que de nombreux pays importateurs de l'Union auraient en toute logique éprouvé de la difficulté à déclarer des cas d'ESB. Ces derniers mois aux Etats-Unis, les vaches importées de Grande-Bretagne ont été abattues par crainte de la vache folle. Les cadavres ont ensuite été détruits.

La mesure cohérente formulée par les experts du « sous-groupe » pourrait-elle sans difficultés être traduite dans les faits ? On

souligne aujourd'hui à Bruxelles que cette recommandation des experts, si elle apparaît logique, pourrait rapidement se révéler inapplicable à l'échelle de l'Union ; une situation nullement rassurante pour les consommateurs que certains Etats-membres (la France et Belgique notamment) tentent de séduire avec des labels nationaux cherchant à certifier l'origine géographique de l'animal.

Les experts du « sous-groupe » se prononcent d'autre part pour des modifications rapides des procédures industrielles de fabrication des farines de viandes et d'os de manière que cette industrie ne fournisse plus que des produits ayant subi des contraintes physiques (une température de 133 °C sous une pression de 3 bars durant 20 minutes) de nature à inactiver les agents transmissibles non conventionnels. En toute hypothèse, ces mêmes experts estiment indispensable le retrait, dans tous les pays de l'Union, des abats de ruminants dans les matières animales transformées en farines. Or, la quasi-totalité de ces pays estiment que les contraintes physiques seront suffisantes. Qui, des intérêts sanitaires communautaires ou des préoccupations économiques nationales, l'emportera ?

Jean-Yves Nau

Les enquêtes anti-corruption en Italie touchent à présent les télévisions

Silvio Berlusconi dénonce une « machine de guerre » contre son groupe

ROME
de notre correspondant

C'était prévisible : après la politique, le monde des affaires puis celui de la mode et du sport, les enquêtes anti-corruption menées depuis près de cinq ans par la justice italienne viennent de toucher de plein fouet la télévision. Et ce dernier scandale prend une valeur d'autant plus symbolique que, depuis une dizaine de jours, les polémiques suscitées par un projet de loi du gouvernement Prodi, destiné à redessiner le paysage audiovisuel du pays - en un sens résolument « anti-trust », dominent le débat politique. Le projet, qui prévoit, entre autres, une limitation des recettes publicitaires ainsi que l'obligation pour la RAI (le service public) et Mediaset, le groupe télévisé

privé de Silvio Berlusconi, de se séparer chacun d'une de leurs trois chaînes généralistes, est considéré par les amis de M. Berlusconi, comme une « machine de guerre » contre Mediaset.
En attendant, le paquet de Rome a demandé, lundi 22 juillet, pour « corruption », « concussion » et « abus de pouvoir », le renvoi devant les tribunaux d'environ cent cinquante personnes, techniciens, entrepreneurs ou politiciens. Et non des moindres, puisque figurent dans la liste les noms de l'ex-président du Conseil (socialiste) Bettino Craxi ; celui de l'ex-vice-président de Fininvest, Gianni Letta, resté un des plus proches conseillers de Silvio Berlusconi, ou encore de l'ex-ministre des postes, Oscar Mammì, et du patron d'Olivetti, Carlo De Benedetti.

Il s'agit en fait de l'aboutissement d'une longue enquête de quatre ans sur l'attribution des fréquences de télévision, lors de la loi Mammì, qui, en 1990, avait voulu organiser légalement ce que l'on considérait alors comme le « Far West » des ondes. Pêche mise en ordre qui avait essentiellement autorisé M. Berlusconi à conserver intact l'empire des télévisions privées qu'il s'était taillé à la faveur de l'absence de réglementation. Or, aujourd'hui, le magistrat-enquêteur, le substitut Maria Cordova, estime que les dirigeants de Fininvest ont payé des pots-de-vin déguisés (260 millions de lire, soit 858 000 francs) à l'un des collaborateurs du ministre Mammì, pour s'assurer un traitement de faveur, en complément de la « bienveillance » avouée pour M. Berlusconi

de Bettino Craxi, le dirigeant tout puissant de l'époque.
Quant à l'autre volet de l'enquête, il concerne un contrat de fourniture de matériel de télécommunications et d'informatisation à l'administration des postes. Carlo De Benedetti, qui avait même été empêché une journée, dans le cadre de cette affaire à l'automne 1993, est accusé de « corruption ». Il aurait versé environ 10 milliards de lire (33 millions de francs) à l'ancien directeur des téléphones d'Etat, Giuseppe Carrello, pour que le ministre achète à Olivetti tout un équipement, souvent obsolète et dépassé. M. Carrello aurait ensuite « ventilé » les pots-de-vin obtenus entre différents politiciens complaisants.

Marie-Claude Decamps

Les Etats-Unis lancent leur programme d'aide militaire à la Bosnie

SARAJEVO
de notre correspondant

Les Etats-Unis lancent leur programme d'assistance militaire à la Fédération croato-bosnienne, afin de promouvoir une stabilité régionale face à la puissance de Serbie. L'entrée en vigueur de ce plan a été retardée par des semaines de querelle entre Croates et Bosniaques, ennemis en 1993-1994, et peu enclins à se réconcilier malgré l'insistance américaine.

Deux centres d'entraînement vont être ouverts dans la région de Tuzla, à proximité du quartier général de la division américaine de l'OTAN (la force d'interposition de l'OTAN) : un centre d'entraînement au combat et un centre informatisé de simulation pour les officiers. L'« armée de la fédération » sera forte de 55 000 hommes (40 000 Bosniaques, essentiellement des musulmans, et 15 000 Croates). Un ministère et un état-major communs devraient garantir un embryon de coordination, et des séminaires sont organisés afin de « développer une doctrine commune » aux troupes croates et musulmanes. 140 millions de dollars seront versés pour financer le projet.

James Andrew, un ancien général de l'armée américaine, est le responsable de cette mission spéciale, baptisée « Entraînement et équipement », et il sera assisté par une entreprise privée, la Military Professional Resources Inc. (MPRI). Les premiers des 170 conseillers commencent à arriver à Sarajevo, où ils entament un travail de restructuration des institutions militaires. Dès qu'ils seront satisfaits de la mise en œuvre de la nouvelle organisation, ils commenceront leur travail à l'extérieur des frontières bosniennes.

An total, 46 100 fusils d'assaut, 1 000 mitrailleuses, 6 600 radios et téléphones tactiques, 45 tanks, 80 véhicules de transport de troupes, 840 roquettes anti-chars et 15 hélicoptères seront livrés. Ces armes devraient arriver en Bosnie-Herzégovine à l'automne, avant le départ programmé des troupes de l'OTAN. « Le but de ce programme est de doter la Bosnie de la capacité de se défendre elle-même et, partant, de promouvoir la sécurité et la stabilité dans la région », a précisé Bill Clinton.

VISITE DISCRETE

Le coup d'envoi du programme a coïncidé avec la visite discrète, à la mi-juillet, du chef de la CIA, John Deutch, à Sarajevo et à Zagreb. M. Deutch semble avoir été porteur de messages précis. Des sources occidentales, on précise qu'il a réaffirmé au président Iztbegovic la ferme volonté des Etats-Unis que tous les liens soient rompus entre la Bosnie et l'Irak. A Zagreb, il aurait informé le président Tudjman du mécontentement américain concernant la survie d'une « République d'Herzég-Bosnie » (croate) dans le sud-ouest du pays, en violation des accords de Dayton. « Ce programme d'assistance est piloté directement par la CIA, dit un diplomate. Puisque les ex-belligérants ont besoin de ce soutien militaire, ils ont intérêt à jouer le jeu. L'arrivée massive de la CIA en Bosnie, après celle de l'OTAN, transforme les Balkans en zone sensible pour Washington. Les Américains essayent de mettre tout le monde au pas. »

Les principaux bénéficiaires du programme seront les Bosniaques, enclavés entre la Serbie et la Croatie. Puisqu'ils ne peuvent pas recevoir d'armes sans l'accord de leurs puissants voisins, l'aide occidentale est évidemment cruciale. La France et la Grande-Bretagne, partenaires des Etats-Unis au sein de l'OTAN, ne cachent pas leurs réticences face à la fourniture d'armes à l'un des ex-belligérants, mais Washington a décidé de passer outre les mises en garde européennes. Sarajevo déplore cette opposition des Européens au renforcement de l'armée bosniaque, indiquant que « la défense de l'Europe est pourtant liée autour du principe de la dissuasion ».

Rémy Ourdan

URBANISME
Le Conseil de Paris a approuvé, lundi 22 juillet, le plan de la grande opération de rénovation de la zone de la gare d'Orléans, qui pourrait accueillir un pôle universitaire destiné à l'enseignement de l'architecture.

MM. Toubon et Tiberi
Le maire de Paris, Jean Tiberi, a annoncé, lundi 22 juillet, qu'il avait nommé à la tête de la mairie de Paris, M. Toubon, ancien ministre de l'Intérieur.

LE PROJET D'AMENAGEMENT
Le Conseil de Paris a approuvé, lundi 22 juillet, le plan de la grande opération de rénovation de la zone de la gare d'Orléans, qui pourrait accueillir un pôle universitaire destiné à l'enseignement de l'architecture.

LE PROJET D'AMENAGEMENT
Le Conseil de Paris a approuvé, lundi 22 juillet, le plan de la grande opération de rénovation de la zone de la gare d'Orléans, qui pourrait accueillir un pôle universitaire destiné à l'enseignement de l'architecture.

LE PROJET D'AMENAGEMENT
Le Conseil de Paris a approuvé, lundi 22 juillet, le plan de la grande opération de rénovation de la zone de la gare d'Orléans, qui pourrait accueillir un pôle universitaire destiné à l'enseignement de l'architecture.

LE PROJET D'AMENAGEMENT
Le Conseil de Paris a approuvé, lundi 22 juillet, le plan de la grande opération de rénovation de la zone de la gare d'Orléans, qui pourrait accueillir un pôle universitaire destiné à l'enseignement de l'architecture.

LE PROJET D'AMENAGEMENT
Le Conseil de Paris a approuvé, lundi 22 juillet, le plan de la grande opération de rénovation de la zone de la gare d'Orléans, qui pourrait accueillir un pôle universitaire destiné à l'enseignement de l'architecture.

LE PROJET D'AMENAGEMENT
Le Conseil de Paris a approuvé, lundi 22 juillet, le plan de la grande opération de rénovation de la zone de la gare d'Orléans, qui pourrait accueillir un pôle universitaire destiné à l'enseignement de l'architecture.

LE PROJET D'AMENAGEMENT
Le Conseil de Paris a approuvé, lundi 22 juillet, le plan de la grande opération de rénovation de la zone de la gare d'Orléans, qui pourrait accueillir un pôle universitaire destiné à l'enseignement de l'architecture.

LE PROJET D'AMENAGEMENT
Le Conseil de Paris a approuvé, lundi 22 juillet, le plan de la grande opération de rénovation de la zone de la gare d'Orléans, qui pourrait accueillir un pôle universitaire destiné à l'enseignement de l'architecture.

LE PROJET D'AMENAGEMENT
Le Conseil de Paris a approuvé, lundi 22 juillet, le plan de la grande opération de rénovation de la zone de la gare d'Orléans, qui pourrait accueillir un pôle universitaire destiné à l'enseignement de l'architecture.

LE PROJET D'AMENAGEMENT
Le Conseil de Paris a approuvé, lundi 22 juillet, le plan de la grande opération de rénovation de la zone de la gare d'Orléans, qui pourrait accueillir un pôle universitaire destiné à l'enseignement de l'architecture.

LE PROJET D'AMENAGEMENT
Le Conseil de Paris a approuvé, lundi 22 juillet, le plan de la grande opération de rénovation de la zone de la gare d'Orléans, qui pourrait accueillir un pôle universitaire destiné à l'enseignement de l'architecture.

LE PROJET D'AMENAGEMENT
Le Conseil de Paris a approuvé, lundi 22 juillet, le plan de la grande opération de rénovation de la zone de la gare d'Orléans, qui pourrait accueillir un pôle universitaire destiné à l'enseignement de l'architecture.

LE PROJET D'AMENAGEMENT
Le Conseil de Paris a approuvé, lundi 22 juillet, le plan de la grande opération de rénovation de la zone de la gare d'Orléans, qui pourrait accueillir un pôle universitaire destiné à l'enseignement de l'architecture.

LE PROJET D'AMENAGEMENT
Le Conseil de Paris a approuvé, lundi 22 juillet, le plan de la grande opération de rénovation de la zone de la gare d'Orléans, qui pourrait accueillir un pôle universitaire destiné à l'enseignement de l'architecture.

LE PROJET D'AMENAGEMENT
Le Conseil de Paris a approuvé, lundi 22 juillet, le plan de la grande opération de rénovation de la zone de la gare d'Orléans, qui pourrait accueillir un pôle universitaire destiné à l'enseignement de l'architecture.

LE PROJET D'AMENAGEMENT
Le Conseil de Paris a approuvé, lundi 22 juillet, le plan de la grande opération de rénovation de la zone de la gare d'Orléans, qui pourrait accueillir un pôle universitaire destiné à l'enseignement de l'architecture.

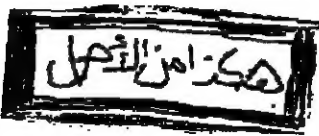
LE PROJET D'AMENAGEMENT
Le Conseil de Paris a approuvé, lundi 22 juillet, le plan de la grande opération de rénovation de la zone de la gare d'Orléans, qui pourrait accueillir un pôle universitaire destiné à l'enseignement de l'architecture.

LE PROJET D'AMENAGEMENT
Le Conseil de Paris a approuvé, lundi 22 juillet, le plan de la grande opération de rénovation de la zone de la gare d'Orléans, qui pourrait accueillir un pôle universitaire destiné à l'enseignement de l'architecture.

LE PROJET D'AMENAGEMENT
Le Conseil de Paris a approuvé, lundi 22 juillet, le plan de la grande opération de rénovation de la zone de la gare d'Orléans, qui pourrait accueillir un pôle universitaire destiné à l'enseignement de l'architecture.

LE PROJET D'AMENAGEMENT
Le Conseil de Paris a approuvé, lundi 22 juillet, le plan de la grande opération de rénovation de la zone de la gare d'Orléans, qui pourrait accueillir un pôle universitaire destiné à l'enseignement de l'architecture.

LE PROJET D'AMENAGEMENT
Le Conseil de Paris a approuvé, lundi 22 juillet, le plan de la grande opération de rénovation de la zone de la gare d'Orléans, qui pourrait accueillir un pôle universitaire destiné à l'enseignement de l'architecture.



FRANCE

LE MONDE / MERCREDI 24 JUILLET 1996

URBANISME Le Conseil de Paris a approuvé, lundi 22 juillet, la révision du projet d'aménagement Paris Rive gauche, qui pourrait accueillir un pôle universitaire destiné à rem-

placer la faculté de Jussieu. Jacques Toubon, maire du 13^e arrondissement, sur le territoire duquel est située cette ZAC, a apporté un soutien appuyé au maire de Paris, Jean Tiberi.

● **LA MAJORITÉ MUNICIPALE** a refusé la création, demandée par la gauche, d'une commission d'enquête sur la Sempap, société d'économie mixte dont le Conseil a

voté la dissolution. ● **L'ASSOCIATION** pour la défense des contribuables parisiens a saisi M. Toubon, lundi, d'une demande « par la voie du recours hiérarchique » pour que

le garde des sceaux use de son « pouvoir souverain » d'ordonner des poursuites dans l'affaire de l'appartement attribué au fils de M. Tiberi.

MM. Toubon et Tiberi font cause commune sur le projet Paris Rive gauche

Le maire du 13^e arrondissement et l'occupant actuel de l'Hôtel de Ville, anciens rivaux pour la succession de Jacques Chirac, s'unissent pour défendre l'aménagement de cette zone, qui est devenue la grande affaire de la droite parisienne

LE PROJET D'AMÉNAGEMENT Paris Rive gauche est devenu la grande affaire de la droite parisienne. La séance du Conseil de Paris, lundi 22 juillet, a donné à ce sujet le spectacle d'une alliance soudée entre le maire de la ville, Jean Tiberi, et celui du 13^e arrondissement, Jacques Toubon. Ce dernier, ministre de la Justice et rival de M. Tiberi, en mai 1995, pour la succession de Jacques Chirac à l'Hôtel de Ville, a apporté au maire un soutien appuyé en prenant pour cible la gauche.

« Ce que je voulais vous dire, monsieur le maire de Paris, Jean Tiberi, c'est que je pense que tous les élus de Paris, mais surtout les 2,15 millions d'habitants de la capitale, vous en seront reconnaissants », a déclaré M. Toubon en approuvant la redéfinition du projet Paris Rive gauche. Opposant à « l'éclectisme » et à « la mécanique » de l'opposition, le ministre de la Justice a voulu rassurer les rangs de la droite. « On aurait pu flatter le scepticisme, la morosité, le refus du risque, le rejet des projets, qui ca-

ractérisent aujourd'hui l'esprit public à Paris comme ailleurs, parce que la crise a frappé, parce que les Français sont inquiets et angoissés », a-t-il dit, avant d'ajouter, gaillard : « D'une certaine façon, quand on leur propose de "coudre leur petite soupe sur leur petit feu", ils approuvent ceux qui leur tiennent ces discours. »

COEUR AU VENTRE

Après les flottements qui avaient suivi les révélations sur l'appartement du fils de M. Tiberi et sur les affaires de l'OPAC, M. Toubon a fourni à la majorité municipale une occasion de se redonner du cœur au ventre. MM. Tiberi et Toubon ont un intérêt commun à la réussite du projet Rive gauche. Tous deux ont besoin du soutien de M. Chirac, qui, du temps où il était maire de Paris, avait porté ce projet sur les fonts baptismaux. L'opposition ne s'y trompe pas, qui en fait un de ses principaux thèmes de bataille. « Paris doit rester une capitale universitaire, scientifique et culturelle », a rappelé M. Tiberi, en présentant les transformations du

plan d'aménagement de zone (Le Monde daté 21-22 juillet). Les aspects financiers du projet ont été les plus critiqués. « La charge sera lourde, mais l'enjeu vaut l'effort », a assuré Patrick-Olivier Picot (UDF-PR), qui a proposé le recours à des investisseurs étrangers ou l'introduction en bourse de la Sempap, société d'économie mixte chargée de l'aménagement de Paris Rive gauche.

« Vous avez affirmé récemment votre volonté d'amorcer un virage et d'instaurer un "urbanisme humaniste". En fait d'humanisme, les 900 000 mètres carrés de bureaux invendables et anachroniques prévus dans cette ZAC sont maintenus, et cela contre toute rationalité économique ! », a protesté Bertrand Delanoë, président du groupe socialiste. Georges Sarre, président du groupe Mouvement des citoyens (MDC), a stigmatisé ce « projet fou ». Gisèle Moreau (PCF) a réclamé un symposium pour « définir les besoins actuels et prospectifs en matière d'emplois, de logements, d'équipements divers et de typologies des bâtiments ». MM. Tiberi et Toubon ont

abandonné à Anne-Marie Couderec (RPR), ministre de l'emploi et adjoint au maire, chargée de l'urbanisme, la tâche de répondre aux critiques formulées par Jean-Marie Le Guen (PS) sur la viabilité financière du projet.

L'examen des éléments financiers des zones d'aménagement concerté (ZAC), prévu à l'ordre du jour, a confirmé l'ampleur du projet Paris Rive gauche. Les élus de l'opposition ont déploré que ce

document de près de cent pages sur les comptes prévisionnels des ZAC parisiennes leur soit parvenu trop tard pour permettre un examen sérieux. « Les vingt-six ZAC dont nous avons les chiffres représentent 520 000 mètres carrés de bureaux, 171 000 mètres carrés de commerces et plus de 246 000 mètres carrés de locaux d'activités. Même si, financièrement, le solde prévisionnel cumulé de toutes ces opérations est positif de 1,292 mil-

liard de francs, il faut savoir que ces chiffres s'entendent hors opération Seine-Rive gauche et que cette seule opération rendra largement déficitaire le bilan global des ZAC », a déclaré Jean-Yves Auzanet (MDC).

L'opposition et la majorité se sont aussi affrontées sur le budget modificatif. Si, pour Camille Cabana (RPR), adjoint aux finances, il ne s'agit que d'une série d'ajustements techniques, Jacques Bravo (PS) estime que « c'est une occasion manquée d'ajuster la réalisation du budget au regard de l'évolution de la conjoncture ».

Enfin, l'exécutif municipal s'est étoffé de trois adjoints supplémentaires, pour l'instant sans affectation, deux RPR : Jean de Gaulle, député du 12^e, et Christian Cabrol, député européen et élu du 13^e; et un UDF, Jean-Pierre Pierre Bloch, ancien député du 18^e. Il y a désormais quarante-quatre adjoints au maire sur quatre-vingt-neuf conseillers de la majorité.

Françoise Chivot

Les mystères de la Sempap

Les élus parisiens de l'opposition (PS et apparentés, PCF et MDC) ont réclamé, sans succès, lundi 22 juillet, à l'occasion du débat sur la dissolution de la Sempap, la constitution d'une commission d'enquête afin « d'établir un audit (de ses) activités depuis sa création, de réaliser un rapport sur l'utilisation des fonds transitant par cette SEM, de fournir une liste des marchés et de communiquer l'organigramme ainsi que la rémunération des personnels ». Créée en 1986 pour prendre en charge les activités d'imprimerie de la ville, cette société d'économie mixte (SEM), suspectée d'avoir servi au financement du RPR et effectué des placements aventureux dans Eurotunnel, a totalisé, en dix ans, un chiffre d'affaires de 600 millions de francs. « Comment expliquer qu'en 1986 et 1991 elle employait un salarié pour un chiffre d'affaires de 65 millions de francs et qu'en 1991 il y avait 9 salariés pour 45 millions de francs ? », a demandé Tony Dreyfus (PS) du 10^e arrondissement.

Les balladuriens prennent la pose au pied du mont Blanc

CHAMONIX (Haute-Savoie)

de notre envoyé spécial
Edouard Balladur a invité ses amis, Nicolas Sarkozy, François Léotard, René Vautier, Jacques Chirac, lundi 22 juillet, à Chamonix. Là, deux solutions. Vous avez vu les images à la télévision lundi soir : passer à la page suivante, vous savez tout. Vous n'avez pas regardé le journal télévisé, on va donc vous raconter ce qu'il fallait voir : que Chamonix est au pied du mont Blanc, que l'herbe y est verte et le ciel bleu, qu'Edouard Balladur aime à se fondre dans la na-

porte-parole du gouvernement et un café chaud. « Avec ou sans sucre ? » a par leur ancien collègue de la défense. Que retenez-vous ? L'essentiel. A savoir qu'Edouard Balladur et ses amis existent puisqu'on les voit à la télé.

La, deux solutions. Cette information vous suffit, arrêtez-vous. Cette information vous intéresse, poursuivez. Pour faire de belles images, il faut d'abord des journalistes. Une trentaine d'entre eux ont donc été acheminés par car jusqu'à Chamonix. Il faut aussi une attache de presse attentive, qui s'ingéniera dans son téléphone portable : « Comment est-il habillé ? Ah ! non, non, surtout pas de chapeau ! » Il faut aussi un joli décor. Le col de Balme est tout indiqué, avec juste ce qu'il faut d'immensité, pas trop loin tout de même du télésiège.

Quant au défilé, le jambon-frites, ça fait simple et tellement authentique. Tout est en place, motus. Edouard Balladur se lève et va faire quelques pas. Son attaché de presse s'assure que la perspective est bonne et prévient les caméras. On tourne. « Ici, on a le sentiment d'avoir la nature à soi tout seul », confie l'ancien premier ministre. Séquence « méditation et profondeur », parfaite. Pendant ce temps, Nicolas Sarkozy et François Léotard s'éloignent sur le chemin d'un pas sportif. Huit cents mètres suffisent, les caméras entregistrent. Séquence « amitié et franche camaraderie », impeccable. Les quelques touristes qui errent dans les environs sont priés de sortir quelques instants du champ. Séquence « les balladuriens sont une équipe soudée ». Edouard, François et Nicolas se rejoignent sur le chemin, en soulevant. Raté, il manque Simone. On l'appelle, on recule et on recommence. Cette fois, c'est bon.

Sur le chemin du retour, Simone Veil ralentit dans ses souliers blancs. On l'attend, pour le plan du télésiège, auquel l'attaché de presse tient beaucoup. Elle a installé photographes et caméras sur le siège de devant. En équilibre précaire au-dessus du vide, ils fixent l'image : Edouard, Simone, François et Nicolas défilés des basses contingences, prenant de l'altitude chevron au vent. Une vraie affiche de campagne. Le message ? Le fond ? Le débat ? Là, une seule solution : vous ne comprenez vraiment rien à la communication.

Pascal Robert-Diard

Nouveau recours dans l'affaire de l'appartement du fils du maire

L'ADCP (Association pour la défense des contribuables parisiens) n'a pas renoncé à obtenir l'engagement de poursuites contre le maire de Paris, à propos de l'attribution, par l'office HLM qu'il préside, d'un appartement à son fils, Dominique Tiberi. L'avocat de l'ADCP, M. Jean-Marie Biju-Duval, avait demandé, le 28 juin, au procureur de la République à Paris d'ouvrir « une information judiciaire » sur ces faits, au lendemain de la transmission, par le parquet de Créteil (Val-de-Marne), des éléments recueillis par le juge Halphen dans le cours de son enquête. Dès le 29 juin, le procureur de Paris avait annoncé qu'il « classait » ce dossier, précisant qu'il avait fait de même au mois d'avril, après une première requête émanant, déjà, de l'ADCP.

Dans un courrier adressé, lundi 22 juillet, au garde des sceaux, M. Biju-Duval sollicite, « par la voie du recours hiérarchique », l'usage, par

M. Toubon, de son « pouvoir souverain » d'ordonner des poursuites. L'avocat prie ainsi le ministre de revenir sur la décision du parquet de Paris qui, écrit-il, « a profondément choqué et surpris l'opinion publique ». L'article 36 du code de procédure pénale, rappelle-t-il, dispose que « le ministre de la justice peut dénoncer ou poursuivre les infractions à la loi pénale dont il a connaissance, lui enjoindre par instructions écrites et versées au dossier de la procédure, d'engager ou de faire engager des poursuites [...] ». Le chef de l'Etat lui-même, signale en l'occurrence, vient de préciser, le 14 juillet, que la justice devait « passer de la même façon pour tous ».

Rappelant que Dominique Tiberi avait obtenu un logement social sans même avoir été inscrit sur le fichier des demandeurs de logements, et qu'en outre il est lui-même propriétaire de deux appartements, l'avocat de l'ADCP estime

qu'en s'écartant d'une jurisprudence constante sur ce point « le parquet de Paris commet bien plus qu'une erreur de droit, il rompt l'égalité des justiciables devant la loi ». M. Toubon avait été sollicité sur ce même dossier, le 27 juin, par François Clolina, ancien dirigeant de l'Office public d'aménagement et de construction (OPAC) qui avait, devant le juge Halphen, évoqué l'attribution de l'appartement de Dominique Tiberi. M. Clolina déplorait le handicap infligé à sa défense par l'absence d'investigations sur cette affaire. Par lettre du 28 juin, le garde des sceaux avait répondu que M. Clolina pourrait « bénéficier sans difficulté de tout élément à décharge qui pourrait être découvert dans le cadre d'une autre procédure ». Le lendemain, le procureur de Paris refusait, justement, d'ouvrir cette « autre procédure ».

H. G.

Le PR garde le silence sur les démêlés du maire de Cannes

IL DOIT ÊTRE BIEN CLAIR pour tout le monde que le Parti républicain ne « communique » pas sur l'affaire de Cannes. Le PR, que François Léotard préside en même temps que l'UDF, a seulement pris, lundi 22 juillet, des dispositions pour faire face à l'incarcération du maire de cette ville, Michel Mouillot, qui, mis en examen pour corruption passive, se trouve être aussi le président de sa fédération des Alpes-Maritimes.

Willy Diagne, secrétaire général adjoint du PR, a été chargé d'assurer « provisoirement l'administration » de la fédération, a annoncé le secrétaire général, Pascal Clément. M. Diagne va réunir le bureau départemental. Cette nomination et cette réunion faisaient partie des demandes adressées à la direction de leur parti par les parlementaires PR des Alpes-Maritimes, les députés Charles Ehrmann et Rudy Salles, et le sénateur José Balarezo.

Le PR ne communique pas, mais M. Salles, lui, a des choses à dire : que M. Mouillot devrait faire l'objet d'une « mise en congé du PR » ; qu'il n'a, lui, M. Salles, « aucune responsabilité financière » au sein de la fédération départementale et qu'il ne sait donc rien des « allégations de financement politique avancées par le maire de Cannes devant le juge d'instruction » ; mais que, selon lui, « le maire de Cannes aurait pu avancer ce type de financement pour minimiser les conséquences des accusations qui pèsent sur lui ».

M. Mouillot doit-il rester maire de Cannes ? Le PR, sur ce sujet non plus, ne communique pas. Le

groupe majoritaire du conseil municipal s'est réuni, lundi, autour de l'avocat du maire, M. Jean-Michel Baloup. Lors du conseil municipal du 26 juillet, le premier adjoint, Maurice Delauney (RPR), qui assure l'intérim, pourrait se porter candidat au poste de maire si son détenteur actuel décidait d'y renoncer. Le PR laisse entendre qu'il n'a aucune prise sur ce que pourront faire les élus de droite du conseil municipal de Cannes.

« ÉPOQUE FOLLE »

A force de ne pas communiquer, le PR communique sa gêne. M. Léotard n'en finit pas de se taire. Il s'était déjà tu, le 8 juillet, après un bref communiqué interrogatif et ému, à la nouvelle que ses collaborateurs avaient été placés sur écoute. Il s'était tu en apprenant que le maire de Nice, Jacques Peyrat, ancien membre du Front national, dont Jean-Claude Gaudin faisait le siège pour l'attirer au PR, avait préféré l'offre de Bernard Pons de rejoindre le RPR. Il se tait encore en observant que Jean-Louis Debré (RPR), ministre de l'Intérieur, a coordonné personnellement le piège policier ayant permis de prendre M. Mouillot en flagrant délit de corruption.

Opération Peyrat à Nice, affaire Mouillot à Cannes, activisme du préfet Jean-Charles Marchiani dans le Var : le RPR donne à M. Léotard beaucoup d'occasions de se taire. Ou de permettre à ses proches de lâcher un énigmatique : « Nous vivons une époque folle ! »

P. J.

Différend entre les victimes de l'« Amoco-Cadiz » et M^{me} Lepage

LE SÉNATEUR DU FINISTÈRE ALPHONSE ARZEL (UDF-CDS), président du syndicat des communes bretonnes victimes de la catastrophe du pétrolier Amoco-Cadiz, en 1978, a menacé de faire saisir le cabinet d'avocats Huglo-Lepage et associés, dimanche 21 juillet. Il a également menacé de faire placer une hypothèque sur une propriété de M^{me} Lepage et de M. Huglo, à Cabourg (Calvados). Le cabinet d'avocats auquel appartient Corinne Lepage, aujourd'hui ministre de l'environnement, avait défendu les communes bretonnes devant la justice américaine, de 1978 à 1992. Les communes lui réclamaient aujourd'hui 4,8 millions de francs - correspondant à des trop perçus d'honoraires complémentaires - en vertu d'un arrêt de la cour d'appel de Versailles du 29 mai. Le cabinet a commencé à payer une partie de cette somme. M^{me} Christian Huglo a indiqué, dans un communiqué, que M^{me} Lepage, son épouse, « n'est plus avocate, ni gérante de société depuis qu'elle est entrée au gouvernement », ce que conteste M. Arzel.

DÉPÊCHES

■ **ÉCONOMIE** : au nom de l'Association nationale des docteurs en sciences économiques et de gestion (Aude), André Saffr, président de Bipe et Stratop International, a répondu, lundi 22 juillet, aux critiques de Jacques Chirac « à l'égard des experts, notamment des experts économiques et monétaires », lors de son entretien télévisé du 14 juillet. Dans une lettre ouverte à M. Chirac, M. Saffr souligne « que ce sont les progrès de la science économique qui ont permis aux gouvernements de mieux réguler les crises ».

■ **CORSE** : un sympathisant nationaliste corse du Mouvement pour l'autodétermination (MPA), Xavier Cancellieri, a été mis en examen pour « homicide volontaire » et écroué, lundi 22 juillet à Ajaccio, pour le meurtre d'un militant de l'Accinccolta nazionalista, une branche nationaliste rivale. La justice le soupçonne d'être à l'origine du meurtre de Gilbert Rossi, le 1^{er} janvier à Ajaccio.

■ **ÉDUCATION POPULAIRE** : la suppression de l'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire (INJEP), implanté à Marly-le-Roi (Yvelines), envisagée dans le projet de budget de 1997, a suscité la protestation du maire (sans étiquette) de cette ville, François-Henri de Virieu, qui a fait part au premier ministre de « la très vive émotion qui règne » dans sa ville.

■ **TOULON** : l'Union des étudiants juifs de France (UEJF), dont les représentants ont été tenus à l'écart de la commémoration de la rafle du Vél d'Hiv à Toulon (Le Monde du 23 juillet), a demandé audience, lundi 22 juillet, à Jacques Chirac. Dans sa lettre au chef de l'Etat, Yair Abelsa, président de l'UEJF, souhaite comprendre pourquoi une politique de « banalisation du Front national est menée par la préfecture du Var et comment une telle position peut-être conciliée avec le respect de la mémoire des nôtres ».

UNIVERSITÉS Pour la première fois, des universités ont généralisé l'utilisation de la télématique pour réguler les flux d'entrée dans certaines filières très demandées,

comme les sections de sciences et techniques des activités physiques et sportives (Staps) et les sections artistiques. Ce système est condamné par les responsables universitaires eux-

mêmes. Jeudi 18 juillet, François Bayrou avait reconnu que « les procédures d'inscription dans les universités sont absurdes » et qu'il était prêt à modifier la loi. ● A LYON-II, les

responsables universitaires ont mis en place « une politique volontaire de limitation des capacités d'accueil ». Ils tentent aussi, de manière assez originale, d'aider à l'orien-

tion des étudiants et à la prévention des risques d'échec. ● LA DIMINUTION DU NOMBRE DE BACHELIERS a permis, dans beaucoup de filières, de soulager certaines universités.

Le Minitel comme barrière de sélection à l'entrée de certaines facultés

Pour la première fois, la télématique a été utilisée, dans des filières très demandées comme les sections d'activités physiques et sportives et les formations artistiques, pour « réguler les flux d'entrée ». Un système « absurde », de l'aveu même du ministre de l'éducation, François Bayrou

L'INSCRIPTION des bacheliers à l'université s'apparenterait-elle aux réservations sur les TGV ? Premier connecté, premier servi : la logique est simple, même si les modalités restent discutables. Pour la première fois, des universités ont généralisé l'utilisation de la télématique pour « réguler les flux d'entrée » dans certaines filières aux capacités d'accueil limitées comme les sections de sciences et techniques des activités physiques et sportives (Staps) et, dans une moindre mesure, les sections artistiques (musique, arts plastiques, histoire de l'art, cinéma, théâtre...). Dans cette course au hasard, les plus chanceux ont réussi à obtenir une connexion rapide. Les autres, en revanche, se sont heurtés à « l'indisponibilité momentanée du serveur » en multipliant des tentatives vouées à l'échec.

Les conséquences de ce système « absurde » ne sont pas seulement

dénoncées par les « victimes », les bacheliers et leurs parents. « Contraints d'appliquer la loi », les responsables universitaires eux-mêmes condamnent ce procédé « aveugle », « aléatoire », « déshumanisé et déshumanisant ». Ils affirment n'avoir pas d'autre solution pour « placer tous les candidats sur un pied d'égalité », comme le remarque Jean Bruhault, président de l'université Rennes-II.

CASSE-TÊTE Pour 7 000 places - deux fois plus que l'an dernier -, plus de 35 000 candidats se sont présentés dans les 31 unités de Staps. Ce phénomène n'est pas nouveau (Le Monde du 16 février) : succédant à l'engouement des bacheliers pour la psychologie et la médecine, il dure depuis bientôt trois ans sans qu'aucune issue n'ait été trouvée à ce casse-tête. A Rennes, seule formation de ce type en Bretagne, on

a compté 1 300 demandes pour 340 places. A Lyon, on a recensé 900 candidats pour 250 places, à Reims près de 800 pour 80, tandis que la demande explosait également à Nice, Créteil, Nanterre, Toulouse... Jusqu'à présent, la plupart des centres pratiquaient une sélection à partir de la consultation du livret scolaire ou de tests sportifs. En toute illégalité, selon les tribunaux administratifs saisis régulièrement depuis deux ans par des candidats recalés.

Dans la majorité des cas, les juridictions fondaient leur jugement sur une lecture rigoureuse de la loi Savary du 26 janvier 1984, interdisant toute forme de sélection à l'entrée des universités. De récents arrêts ont sensiblement modifié la jurisprudence. Celui rendu le 22 mai par le tribunal de Dijon a même fourni un mode d'emploi que les établissements se sont empressés d'appliquer. Autorisés à fixer des capacités d'accueil pré-



mauvais », note Claude Séverin, président de l'université de Reims, qui a expérimenté la solution « aveugle » du Minitel. En l'espace de « deux minutes et dix-sept secondes », les 80 inscrits ont ainsi été retenus. « Cette méthode ne peut qu'accentuer les taux d'échecs », déplore-t-il néanmoins.

A Rennes, la présidence a été occupée par des étudiants et des parents mécontents prêts à engager de nouveaux recours et à obtenir la création d'une section à Brest. A Nice, la police a évacué la présidence occupée tandis qu'à Lyon un groupe de parents et d'étudiants ont manifesté leur

grogne lors de la venue de François Bayrou, jeudi 18 juillet. Ils ont saccagé au ministre de l'éducation la promesse d'ouverture d'une nouvelle unité à Saint-Étienne. Elle sera de toute évidence insuffisante pour absorber les 400 candidats en liste d'attente. Certes, toutes les unités de Staps n'ont pas eu recours à ce procédé. Certaines, comme à Dijon, s'en remettent au cachet de la poste pour les premiers dossiers arrivés. D'autres établissent des constats d'huissiers. Ailleurs, on procède par tirage au sort, tandis que l'université de Caen a décidé d'inscrire tout le monde et celle de Toulouse personne... en remettant l'échéance à la rentrée.

Conséquence d'un phénomène

Michel Delberghe

Sport et arts mis à part, des inscriptions en baisse

La diminution du nombre de bacheliers (Le Monde du 16 juillet) est une aubaine pour les universités. Ses effets ont été immédiats sur les chaînes d'inscription moins surchargées que les années précédentes. A l'exception des filières sportives ou artistiques, peu d'incidents ont d'ailleurs été relevés par les syndicats d'étudiants. A Paris, l'UNEF-ID et l'UNEF évoquent toutefois le cas de 2 000 à 3 000 bacheliers sur près de 45 000 en attente qui n'auraient pas été acceptés dans la filière ou l'université de leur choix. Des baisses sensibles ont été enregistrées en droit (-11 %), en sciences économiques (-14 %) et en gestion, tandis que l'histoire, très prisée, devrait enregistrer des effets stables.

La ruée sur les formations médicales s'est estompée mais le nombre considérable de redoublants n'améliore pas pour autant les chances des nouveaux candidats. Les directeurs du ministère pour remplir les classes de BTS et d'UT ont, semble-t-il, été suivies d'effet. La crise de recrutement dans les filières courtes serait en passe d'être résorbée.

Lyon-II expérimente une nouvelle politique d'orientation

La grande vague était déjà passée. Ce jour-là, il ne restait plus que quelques bacheliers errant d'un stand à l'autre sous les tentes dressées dans la cour de l'imposant bâtiment de l'université Louis-Lumière (Lyon-II), près des berges du Rhône. Seulement des « cas particuliers », retardataires, lauréats des années antérieures ou provenant d'autres académies, en quête d'un ultime recours.

Déjà, plusieurs portes s'étaient refermées. La filière administration économique et sociale (AES) avait été déclarée « bouclée » quelques heures à peine après l'arrivée des bacheliers du second groupe d'épreuves. Puis ce fut au tour de l'histoire de l'art, aussitôt suivie de la sociologie, du droit et de l'anglais. A l'issue d'une semaine chargée, l'université avait tant bien que mal inscrit plus de 4 200 nouveaux étudiants. Un marathon bien réglé, facilité en ce mois de juillet par la baisse du nombre de bacheliers.

Depuis plusieurs années, l'université a décidé de pratiquer une « politique volontaire de limitation des capacités d'accueil ». Cette solution a été retenue après l'explosion des inscriptions en psychologie. Elle sert aujourd'hui à évaluer la nature des demandes massives de bacheliers technologiques et, pour la première fois, de 200 à 300 bacs professionnels, a priori peu préparés à mener des études longues dans les matières littéraires ou économiques. « Pour éviter des flux massifs qui se traduisent par de mauvaises

conditions d'accueil et d'importants taux d'échec, nous avons inventé une méthode dans le respect de la loi et la mission de service public », précise Régis Bernard, vice-président chargé de la scolarité.

S'il ne s'agissait que de « réguler les flux » d'étudiants trop nombreux, l'université pourrait facilement être accusée d'instaurer une « sélection déguisée », un reproche que l'UNEF reprend volontiers à son compte. Les mesures adoptées s'intègrent en réalité dans un dispositif « d'accueil et d'accompagnement », qui, durant les deux premières années, vise à limiter les risques d'échec. « Avant toute inscription, nous cherchons à vérifier les choix et les motivations des candidats et éventuellement à trouver des solutions en cas d'erreur manifeste », souligne M. Bernard. C'est souvent le cas lorsque se présentent des bacheliers refusés dans les sections sélectives des IUT ou des BTS.

ENTRETIEN PRÉALABLE OBLIGATOIRE

Lors des inscriptions, une commission « d'aide à l'orientation » siège en permanence. Devant elle, débattent des étudiants qui ne « disposent pas de préjugés suffisants ». En sociologie, l'entretien préalable est obligatoire. Le passage en commission est aussi une nécessité pour la plupart des bacheliers technologiques et professionnels sans mention, ou pour ceux dont les notes au bac sont jugées insuffisantes dans les matières fondamentales.

« Cette procédure joue un rôle d'alerte. Nous

tentons de mettre en garde les étudiants contre les difficultés qui les attendent, même si la plupart d'entre eux, de toute façon, ont déjà une idée bien arrêtée », souligne Marie-José Vuillemet, conseillère d'orientation, qui reconnaît à tout bachelier le droit de tenter sa chance. « Nous ne cherchons pas à briser un rêve d'émancipation, mais à démystifier l'image de l'université », avoue-t-elle.

Certes, l'avis de cette commission n'est que consultatif et tout étudiant dispose d'un recours devant le recteur en cas de refus. Son rôle devient, en revanche, prépondérant lorsque les capacités d'accueil ont été dépassées. « L'intention est louable, mais dans la réalité ces commissions agissent comme un coupeur en pratiquant l'orientation forcée », indique Emmanuelle Créatin-Magand, élue de l'UNEF-ID.

Avec la semaine d'information préalable à la rentrée, la rénovation des DEUG, la mise en œuvre des semestres et l'instauration de passerelles des leçons de la première année, la politique d'orientation menée à Lyon-II préfigure les grandes lignes de la réforme de l'enseignement supérieur annoncée par François Bayrou, ministre de l'éducation nationale. Mais M. Bernard le reconnaît : elles ne sont pas une garantie contre l'échec. A l'issue des deux sessions d'examen en juin, 17,7 % des étudiants d'AES ont été admis en seconde année et seulement 28 % en droit.

M. D.

Loi contre l'exclusion : Jacques Barrot et Xavier Emmanuelli affirment élaborer une « synthèse » de leurs projets

DANS UNE DÉCLARATION faite à l'Agence France-Presse lundi 22 juillet - aucun communiqué officiel n'a été publié -, l'hôtel Matignon a « démenti » que « deux projets de loi » sur la lutte contre l'exclusion, dont nous avons révélé le contenu dans nos éditions du 23 juillet, aient été remis au premier ministre, Alain Juppé, par Jacques Barrot, ministre du travail et des affaires sociales, et Xavier Emmanuelli, secrétaire d'Etat à l'action humanitaire d'urgence.

Pour les services de M. Juppé, une « série de propositions a été faite » par l'un et l'autre ministre, selon « la méthode » que M. Juppé leur avait indiquée et il est « nor-

mal » qu'il y ait des « convergences » et des « divergences d'appréciation ». L'existence de deux documents n'est en effet pas niable : comme nous l'avons indiqué, M. Emmanuelli a adressé son texte le 3 mai et M. Barrot le sien, le 5 juin. Surtout, il ne s'agit pas de simples « propositions ».

Dans la lettre au premier ministre qui accompagne son travail, M. Barrot écrit : « J'ai l'honneur de vous adresser un dossier qui décrit le cadre général du projet de loi d'orientation contre l'exclusion. » Et le ministre indique, après chaque mesure à caractère législatif, la « rédaction juridique » qui doit en être faite.

De son côté, M. Emmanuelli, dans son document intitulé « Loi de prévention contre l'exclusion : principes et propositions », précise pour chaque disposition la nature « législative », « réglementaire » ou « organisationnelle » (parfois les trois) de celle-ci.

Pour sa part, le ministre du travail et des affaires sociales a assuré dans l'après-midi du 22 juillet qu'« il n'y a qu'un seul projet de loi, dont le pilote est Jacques Barrot » et « auquel d'autres ministères, dont celui de M. Emmanuelli, ont largement contribué ».

Mais, dans la soirée, un communiqué, signé cette fois par les deux ministères de l'avenue de Ségur,

déclarait, « à la suite d'interprétations erronées », que « le travail interministériel de préparation de la future loi contre l'exclusion se poursuit ». Le communiqué ajoutait que « le projet élaboré conjointement par Jacques Barrot et Xavier Emmanuelli fait la synthèse des propositions présentées par l'ensemble des ministères concernés ».

Une trentaine d'associations de solidarité, membres ou non du réseau Alerte, signalent, dans un communiqué, qu'elles « préparent dès maintenant les initiatives visant à interpeller à la rentrée l'opinion publique et les décideurs ».

M. C.

Affaire des marchés de la Réunion : Guy Dejouany obtient un non-lieu

LE JUGE JACQUES LAMEYRE a prononcé un non-lieu en faveur de Guy Dejouany, ancien PDG de la Générale des eaux, dans l'affaire des marchés de Saint-Denis de la Réunion. Au total, 10 non-lieux ont été prononcés et 26 personnes ont été renvoyées pour corruption devant le tribunal correctionnel de Saint-Denis, parmi lesquelles Gilbert Annette, député socialiste de Saint-Denis, Louis Nicollin (PDG de la SA Nicollin et président du club de football professionnel (D1) Montpellier-Hérault, et deux directeurs de la Générale des eaux, Jean-Dominique Deschamps et Jean-Pierre Tardien. M. Dejouany avait été mis en examen pour corruption active le 24 mai 1995 et placé sous contrôle judiciaire le 12 juin 1995 par le juge d'instruction Jean-Michel Prêtre pour sa participation présumée au versement de dons à des élus de la municipalité de Saint-Denis en vue d'obtenir le marché d'affermage d'eau de la ville. Dans son ordonnance de renvoi datée du 19 juillet, le juge Lameyre considère qu'« il n'existe pas de charges suffisantes contre Guy Dejouany ».

DÉPÊCHES

■ **DOSSIER ELF-BIDERMANN** : l'industriel Maurice Bidermann, ancien PDG du groupe de prêt-à-porter du même nom, a été remis en liberté, lundi après-midi 22 juillet, par le juge d'instruction Rya Joly, au terme d'une confrontation avec Loïc Le Floch-Prigent, ancien président d'Elf Aquitaine. Mis en examen le 26 mars pour « abus de biens sociaux, recel d'abus de biens sociaux, présentation de faux bilans et diffusion d'informations fausses », M. Bidermann n'avait été placé en détention provisoire que le 24 mai, M^{me} Joly ayant alors mis en avant les risques de collusion entre les protagonistes du dossier, voire de destruction des preuves. Le juge a estimé que la détention de M. Bidermann n'était « plus nécessaire à la manifestation de la vérité ».

■ **STUPÉFIANTS** : la dixième chambre de la cour d'appel de Paris a rejeté, lundi 22 juillet, les demandes de mise en liberté du commissaire Philippe Féval, ancien numéro deux de la brigade de répression du banditisme (BRB), condamné le 4 juillet à quatre années de prison ferme pour complicité de trafic de stupéfiants, et de Thierry Pentz, inspecteur de la BRB, condamné à trois ans de prison (Le Monde du 23 juillet). A l'audience, la cour n'a pas motivé sa décision.

■ **ÉTUDIANTS** : l'UNEF-ID (gauche non communiste) est redevenue la première organisation chez les étudiants après les élections au Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche. Elle a obtenu 29,49 % des voix et passe de trois à quatre sièges. La Fédération des associations générales d'étudiants (27,33 %) garde ses trois élus, suivie de l'UNEF (16,91 %), proche du PCF, qui reste stable, de l'UNI (14,43 %), proche du RPR, qui n'a plus qu'un seul représentant, et de Promotion et défense des étudiants (11,82 %).

■ **MARSEILLE** : une information judiciaire contre X... pour « homicide involontaire et blessures involontaires » a été ouverte, lundi 22 juillet, par le parquet de Marseille et confiée au juge marseillais Corinne Hemmerle, deux jours après l'explosion d'un immeuble qui a fait un mort, vingt-six blessés et au moins trois disparus.

■ **PRISON** : un incendie a fait deux morts et un blessé, mardi 23 juillet, vers 2 heures du matin à la maison d'arrêt de Bois-d'Arcy (Yvelines). Selon le directeur de la maison d'arrêt, il s'agit « d'un incendie volontaire allumé par un délinquant en colère et qui a mal tourné ». Deux jeunes prévenus sont décédés et un troisième a été intoxiqué et transporté au centre hospitalier du Chesnay.

DU CRÉ

LE PRÉS

Les...
fait référence...
A cette...
Faire...
sommés plus...

Le Crédit Foncier de F

demeurer...
laquelle...
catégories...

reconnu...
conseille...

permet...

Le Crédit Foncier de F

Dans...
Foncier pro...
semestre 1995...

En...
attachées à leur...
Part...
aussi en quatri...

Le Crédit Foncier de F

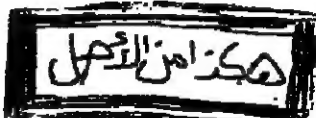
M...
trouvent comp...

La...
de PAS et de pr...

Intersyndicale du Crédit

Crédit Foncier de F

social... à l'ad...



LE MONDE / MERCREDI 24 JUILLET 1996 / 7

(Publicité)

L'INTERSYNDICALE DU CRÉDIT FONCIER DE FRANCE A MONSIEUR LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Lors de l'interview télévisée accordée le 14 juillet dernier, vous avez - évoquant les problèmes du système bancaire français - fait référence, entre autres exemples, au Crédit Foncier de France et à la crise qui l'affecte aujourd'hui.

A cette occasion, vous n'avez pas manqué de constater la mauvaise gestion de ses affaires par l'Etat.

Faire le constat des responsabilités nous paraît une démarche nécessaire et salutaire, mais, comme tous les Français, nous sommes plus préoccupés par la préparation de l'avenir que par la justification du passé.

Pour nous, demain se construit aujourd'hui

A cet égard, nous souhaitons vous dire :

- que le Crédit Foncier garde toute sa place dans le domaine du logement,
- qu'il sait démontrer ses capacités d'adaptation et qu'il est performant,
- que sa clientèle lui reste particulièrement fidèle.

• Le Crédit Foncier de France a toute sa place dans le paysage français du logement

Vecteur de l'Etat dans le domaine du logement, et plus particulièrement du logement social, le Crédit Foncier entend demeurer un outil à la disposition de toute politique sociale en la matière. Nul ne peut en effet, selon nous, adhérer à l'idée selon laquelle seule la loi des marchés peut résoudre dans un pays comme le nôtre le problème du logement et spécialement celui des catégories des citoyens modestes.

Par ailleurs à une époque où il est préconisé à toutes les banques de se recentrer sur leur métier, le Crédit Foncier, expert déjà reconnu, n'est pas un établissement comme les autres. Spécialiste, non seulement il propose des prêts à ses clients, mais il les conseille. Il ne se lance pas de « niche en niche ».

Il maîtrise son métier et met ses compétences au service de sa clientèle. Dernier-né de ses services, le logiciel OSCAR, qui permet d'optimiser en fonction des particularités et des besoins de chaque client son propre plan de financement.

• Le Crédit Foncier de France est performant

Dans les conditions particulièrement difficiles que l'on connaît, malgré tous les coups qui lui ont été portés, le Crédit Foncier produit et produit bien. C'est ainsi que la distribution des crédits immobiliers s'est élevée à 10,5 milliards au cours du premier semestre 1996, et que la part du secteur concurrentiel s'est accrue de 54 %.

Et tout ceci, grâce à ses facultés d'adaptation permanentes, grâce à ses équipes très mobilisées à travers tout le territoire, très attachées à leur entreprise et à leurs missions.

Performant aussi si l'on tient compte du fait que la production est non seulement une bonne production en quantité, mais aussi en qualité, dans des conditions entièrement concurrentielles, tout en privilégiant la clientèle sociale.

• Le Crédit Foncier de France a sa justification dans la fidélité de sa clientèle

Malgré un environnement défavorable, pour ne pas dire hostile, les clients viennent au Crédit Foncier. Ils savent qu'ils y trouvent compétence, conseils et produits adaptés.

La résultante est un maintien de parts de marché exceptionnelles : le Crédit Foncier est aujourd'hui le deuxième producteur de PAS et de prêts à taux zéro (23 % de parts de marché en PAS et 28 % en prêts à taux zéro, après aval du FGAS).

Ainsi, 9 mois après la réforme PÉRISSOL, qui banalise les circuits de distribution de l'Aide de l'Etat, le Crédit Foncier est, et continue à être un acteur essentiel de la politique du logement et particulièrement du logement social, et c'est la clientèle qui lui a donné cette place.

Il entend donc avec votre soutien continuer son œuvre au service des Français et de leur logement.

le 23 juillet 1996

Intersyndicale du Crédit Foncier de France CFTD-CFTC-CFE/CGC-FO-CGT-SNA autonome
19, rue des Capucines 75001 Paris.

Nous lançons un appel pressant au Président de la République, aux élus politiques et à tous les Français pour soutenir le Crédit Foncier de France.

Envoyez votre message : « Monsieur le Président de la République, en sauvant le Crédit Foncier, vous sauvez le logement social », à l'adresse : Intersyndicale du Crédit Foncier de France, 45, rue Cambon, 75001 Paris.

هكزان النحل

Le groupe Thomson doit-il disparaître ?

par Alain Boubil

UNE question est posée depuis que le gouvernement a décidé de privatiser en un seul bloc le groupe Thomson : ce groupe industriel doit-il disparaître ? On ne se prononcera pas. Le bien-fondé de la privatisation - c'est un autre débat - mais sur ses modalités.

Quand il a été nationalisé en 1981, Thomson était présent dans sept branches : téléphone, matériel médical, informatique, circuits intégrés, électroménager, électronique pour le grand public (TV, Hi-Fi, vidéo) et électronique pour la défense.

Depuis, il a beaucoup évolué, car cette dispersion était incompatible avec l'implacable logique de la globalisation : mieux vaut être sur quelques activités et occuper une place de premier plan à l'échelle mondiale que de jouer partout les seconds couteaux.

En 1982, Thomson a renoncé - au profit de Bull - à la mini-informatique. En 1983, sous l'égide de leur actionnaire commun, Thomson et Alcatel ont procédé à une vaste redistribution des rôles : au premier le grand public et les activités de défense, au second le téléphone. En 1987, le groupe, constatant que son matériel médical ne pouvait jamais prétendre occuper une position de leader, le cédait à General Electric, en échange de la division TV-hifi-vidéo (RCA) de ce dernier, ce qui lui conférait une position exceptionnelle aux États-Unis et en Asie.

Il faut disjoindre le dossier de l'électronique grand public

L'électroménager a été cédé en 1992, mais la persévérance a payé pour le domaine maintenant stratégique des semi-conducteurs puisque SGS-Thomson, qui n'existait pas il y a quinze ans, est aujourd'hui l'un des leaders européens.

Voilà ce qu'est devenu Thomson. Mais l'entreprise est menacée par la méthode de privatisation retenue. L'Etat, au lieu de céder le groupe sur le marché, comme il vient de le faire pour les AGF, préfère le vendre en bloc, de gré à gré, à une entreprise française. Deux seulement, Alcatel-Alsthom et Matra, se sont déclarées intéressées, mais à condition d'être accompagnées - manière politiquement correcte de dire qu'on va vendre - d'un partenaire étranger qui se chargerait des activités d'électronique grand public.

On parle de Samsung et de Daewoo. Il est exact que ce secteur représente une lourde charge : endettement trop élevé, rentabilité encore insuffisante, ce qui dissuade Matra, qui n'a pas la surface financière pour assumer un tel passif, aussi bien qu'Alcatel, qui vient d'annoncer des pertes historiques et dont les actionnaires ne comprendraient pas qu'un tel risque soit pris avant l'assainissement de la situation du groupe.

Les activités de défense, elles, sont rentables et il existe des synergies fortes et des compétences internationales indiscutables chez les deux repreneurs déclarés.

Voilà pourquoi il vaudrait mieux que le dossier de l'électronique grand public soit disjoint et ne pollue pas la restructuration des industries de défense, d'autant que la cession de Thomson à un groupe coréen signifierait la dispersion et la délocalisation non seulement des activités de fabrication, mais aussi des fonctions de recherche et de création et d'organisation. Le centre de décision, quelles que soient les promesses qui seront faites, partirait.

Il y a à Séoul des hommes et des femmes qui sont prêts à prendre le relais et à créer de toutes pièces une réplique de ce qui existe encore à la Défense. Les deux prétendants alliés potentiels d'Alcatel et Matra, Samsung et Daewoo, ne sont encore que des « joueurs locaux » qui rêvent d'affronter sur le marché mondial Sony et Matsushita. Les activités de Thomson leur offrent cette chance unique. Mais qu'avons-nous à y gagner ?

Il vaudrait mieux procéder en deux étapes :

- Un appel d'offres pour la participation majoritaire dans Thomson CSF qui est détenue par Thomson SA. Le produit de la vente serait consacré à son désendettement. A charge au repreneur d'assumer ses obligations « vis-à-vis » du marché financier et notamment un maintien des cours.

- La privatisation de Thomson SA interviendrait une fois le programme de restructuration et de désendettement achevé par cession sur le marché ou en bloc à un repreneur se présentant.

L'Etat doit être logique avec lui-même. Quand il diffère la privatisation de Renault, du GAN ou du Crédit lyonnais au motif que les entreprises ne sont pas encore en état d'être privatisées, il fait preuve de bon sens. Il protège ses intérêts patrimoniaux. S'il adopte un choix différent pour Thomson SA, il se spolie doublement : il obtiendrait un prix plus faible pour la composante militaire ; il perd pour toujours les recettes fiscales et sociales que les groupes coréens ne paieront plus

en France. Il abandonne en chemin tout espoir de voir un jour Thomson SA définitivement redressé à son profit.

Qu'on se souvienne des précédents d'Uzinor-Sacilor et de Pechiney, qui étaient en dépôt de bilan virtuel en 1981. L'Etat a eu la patience d'attendre. Il a recueilli le fruit des efforts accomplis par ceux qu'il avait nommés et les dividendes de son investissement initial en impôts de toute sorte. Pour finir, il a su vendre au bon moment. Le moment est précisément bien mal choisi pour Thomson SA, encore au milieu du gué.

En procédant en deux étapes, l'Etat poursuivrait la nécessaire restructuration du secteur de l'armement, permettrait à Alcatel-Alsthom de procéder aux nécessaires ajustements de participation dans le secteur de l'énergie (GEC-Alsthom, Framatome), protégerait ses intérêts patrimoniaux. Surtout, il garderait à la France l'un de ses fleurons. En avons-nous trop pour accepter d'en voir disparaître un sans émotion ?

Alain Boubil est consultant, ancien conseiller pour les affaires industrielles de François Mitterrand.

M. Boutros-Ghali n'a pas démerité

par Stéphane Hessel

LA querelle concernant l'éventuel second mandat de Boutros Boutros-Ghali révèle une fois de plus le caractère choquant de l'attitude de Washington à l'égard d'une organisation née de la vision politique géniale de Franklin D. Roosevelt.

Depuis que les États-Unis ne disposent plus au sein de l'Organisation mondiale d'une majorité assurée, tous les moyens non démocratiques leur sont bons pour s'en assurer le contrôle ou pour en limiter les pouvoirs. Le pire de ces moyens est le refus de régler leurs dettes, obligeant le secrétaire général à des acrobaties administratives incroyables pour éviter la faillite financière.

Vouloir, en plus, imposer à l'ONU un secrétaire général encore plus attentif aux intérêts américains que ne l'est le diplomate égyptien, c'est tenir pour négligeables les positions des partenaires des États-Unis, du Nord comme du Sud.

Le travail considérable accompli depuis cinq ans par les Nations unies, et ce dans tous les secteurs de leur mandat et dans toutes les régions de la planète, constitue une prouesse face aux campagnes de presse menées en Amérique contre l'organisation mondiale. Plus que jamais, depuis l'effon-

drement de l'URSS, la multiplication des conflits internes et des tensions régionales, les effets pervers des désordres dans l'économie mondialisée, les catastrophes humanitaires, les violations des droits de l'homme, la prolifération de la drogue et du crime exigent la mise en œuvre des deux textes rédigés par M. Boutros-Ghali : l'« agenda pour la paix » et l'« agenda pour le développement ».

Il est évident pour tout observateur impartial que ces tâches ne peuvent être confiées à aucune autre organisation que les Nations unies, certainement pas à l'OTAN ou au G7. Ce n'est donc pas de moins, mais de plus d'ONU que la communauté mondiale a besoin.

Quant à parler de bureaucratie coûteuse, c'est un contresens absolu. Déjà, au début du mandat de M. Boutros-Ghali, le coût global du « système » équivalait à la moitié du coût de la brigade des sapeurs-pompiers de Tokyo. Les feux à éteindre sont d'une autre ampleur. En quatre ans, le secrétaire général a imposé à ses services une telle rigueur administrative et budgétaire que ses contrôleurs les plus sévères ont été obligés de recommander l'adoption par consensus du budget biennal en cours.

Le scandale, c'est que la nation la plus riche du monde continue depuis des années à ne pas payer sa contribution au « club » dont elle est le membre principal.

Oui, les Nations unies, cinquante ans après leur création, ont besoin de réformes : ouverture du Conseil de sécurité à de nouveaux membres permanents du Nord et du Sud ; création d'un organe de haut niveau pour assurer la cohérence de l'économie globale ; renforcement des capacités d'intervention pour pallier la désintégration de certaines sociétés minées par des conflits internes.

Oui, les Nations unies ont besoin d'un secrétaire général dont l'indépendance réelle par rapport à chacun des États membres lui permette de jouer le rôle de grand facilitateur de la coopération dont le monde a besoin.

Mais la première urgence est d'obtenir de toutes les nations, et d'abord des plus puissantes, qu'elles soutiennent de leur énergie, de leur volonté politique et de leurs deniers une organisation dont dépendent la paix, le respect des droits de l'homme et le développement durable.

Stéphane Hessel est ambassadeur de France.

AU COURRIER DU « MONDE »

ROUTINE ET LIBÉRALISME
J'aimerais ajouter quelques observations à l'entretien avec l'économiste hongrois Janos Kornai, publié dans *Le Monde* du 29 juin. Kornai réaffirme, à la suite de nombreux autres, la non-réformabilité par ses propres moyens du système économique marxiste, et se range, de ce fait, sous le drapeau d'auteurs comme Hayek et Popper.

Il y a une bonne part de vérité dans ses remarques, mais, en fin de compte, son diagnostic suit celui des sus-mentionnés : la centralisation ne peut être renversée que par la violence ou par une décision collective en sens contraire. De toute évidence, les phénomènes sociaux (et religieux, culturels, militaires) ont leurs pesanteurs, et leurs artisans et fonctionnaires obéissent à une routine.

Pesanteurs et routine sont aussi les mobiles (si l'on peut dire) de la politique actuelle de Washington, laquelle, avant et après 1989, veut nous persuader que le libre-échange planétaire est la clef de voûte de la paix universelle. D'autres l'ont dit au cours des siècles, et John Locke l'avait présenté.

Cependant, l'analyse de Janos Kornai ne va pas assez loin. Elle ne fait pas état du fait que la pesanteur et la routine, soulignées dans le socialisme, opèrent également dans l'économie libérale et

risquent d'en bloquer les tendances réformatrices. Karl Polanyi, Louis Dumont, voire Keynes, ont établi le fait que le système capitaliste, « économiste », n'est pas plus « naturel » à l'être humain que l'autre, ce dont nous commençons à faire l'expérience depuis que ce système s'impose comme seul valable, par exemple dans l'Europe de l'Est [...].

Thomas Molnar
Ridgewood (New Jersey)

HAÏTE AUX FARINES ANIMALES

Je suggère aux mouvements écologistes et aux associations de consommateurs le lancement immédiat d'une action concertée : une pétition nationale exigeant des pouvoirs publics l'interdiction définitive de l'utilisation de toute farine contenant des produits ou des sous-produits d'origine animale pour l'alimentation des porcs, des poulets et des moutons. Le succès en serait d'avance garanti.

N'est-ce pas pour eux le moment de prendre clairement leurs responsabilités dans un domaine où la santé publique est en jeu et alors que, pour de mauvaises raisons économiques ou diplomatiques, nos dirigeants viennent, une fois de plus, de se montrer parfaitement irresponsables ?

Jacques Dubos
Montluçon (Allier)

Même un sumo ?

"Il paraît que rien ne peut ébranler le système de résultats IBM des Jeux Olympiques."

C'est vrai, le moindre réseau informatique installé par IBM à Atlanta a été prévu pour résister aux catastrophes naturelles, tremblements de terre et orages inclus. Pourquoi une telle prudence ? Parce que la diffusion des résultats, l'édition des bulletins météo ou l'analyse des scores sont des fonctions vitales pour les Jeux Olympiques. Et quand 3,5 milliards de regards se tournent vers Atlanta, nous préférons ne rien laisser au hasard. Vous appliquez sûrement ce principe dans votre activité, mais dans les moments difficiles, avez-vous la même confiance en votre réseau informatique ? Rejoignez les JO sur Internet <http://www.atlanta.olympic.org>. Point réponse IBM 05 03 03 03.

IBM

Partenaire informatique officiel des Jeux Olympiques

7

PODIUM

1 L'ITALIE DOMINE le fleuret. Ses escrimeurs remportent le titre masculin et les médailles d'argent et de bronze côté féminin.

2 LE FRANÇAIS PHILIPPE OMNES, ex-champion olympique, et le Cubain Gregory, ancien champion du monde, ont abandonné le fleuret pour la lutte au terme de leur rencontre dans le tournoi d'escrime. La police a dû les séparer, une circonstance rare dans un milieu d'arbitraire bien élevé.

3 NAÏM SOULEMANOGLU a dû battre son record du monde à deux reprises afin de conserver son titre olympique car le Grec d'origine russe Valerios Leonidis l'avait un instant dépassé.

Les Jeux d'Atlanta

Le Monde

de nos envoyés spéciaux

Le pain blanc

« Il faudrait que tout s'arrête maintenant. » Trois jours après le début de la 27^e édition des Jeux olympiques d'été, la sélection française est inscrite au tableau d'honneur avec onze médailles glanées sur les pistes d'escrime, les tatamis de judo, le parcours cycliste, le tapis de lutte, et dans le stand de tir. Rares sont le drapeau bien-blanc-rouge est monté au mât aussi souvent en aussi peu de temps.

Déjà, la France a même été pendant deux heures en tête de l'éphémère palmarès des médailles conquises. Il faut fouiller dans la nuit des statistiques pour retrouver traces de pareil départ en fanfare. C'est seulement à Paris en 1924, dans un contexte radicalement différent, que les résultats avaient été du même calibre. Les tablettes olympiques gardent la trace de 36 médailles, dont 13 d'or, gagnées par des concurrents et concurrentes français, ce qui faisait de la France la troisième puissance sportive du monde.

L'objectif, ici, est plus modeste. A Atlanta, il s'agit d'égaliser le bilan de Barcelone (c'est-à-dire proportionnellement un peu moins bien, puisque le nombre des disciplines a augmenté). En 1992, la délégation nationale avait récolté 29 médailles. Plus du tiers du chemin est donc accompli en trois jours. Il reste dix-huit marches de podium pour toucher au but.

« Il faudrait que tout s'arrête maintenant. » En lançant cette boutade, Guy Druet, ministre de la jeunesse et des sports, en a sans doute dit davantage qu'il ne voulait le laisser entendre. Pour s'être mêlé activement de la sélection des équipes, le ministre, fort de son expérience de champion olympique du 110 m haies à Montbéliard, sait à quelle vitesse les vents peuvent tourner. La proximité des sites de compétition lui a permis, sans doute d'oublier partiellement, d'être photographié à côté de tous les lauréats nationaux.

Pour le moment, il faut rendre hommage aux cadres techniques dont Bercy veut réviser les crédits : ils démontrent leur capacité à gérer au

mieux le potentiel humain dont ils disposent, puisque seuls les épéistes n'ont pas été au rendez-vous fixé à Atlanta, et ils peuvent se racheter dans l'épreuve par équipes. Aucun autre « médaillable » n'a été victime du vieux syndrome de Poulidor, ce mal national qui, par exemple, avait terrassé le coureur de demi-fond Michel Jazy durant le 5 000 m de Tokyo, en 1964.

Les trois champions, David Douillet, Jeanmie Longo et Laura Flessel, ont assumé sereinement leur rôle de favoris. Et les autres médaillés ont fait le maximum. Rien ne dit que ce ne sera plus le cas avec les autres postulant aux lauriers olympiques sur la piste cycliste, le parquet de handball, les plans d'eau de Savannah ou du lac Lanier et les obstacles équestres. Mais le programme des Jeux est ainsi fait que l'athlétisme va bientôt tout écraser. Et il n'y aura plus alors que Marie-José Pérec pour éclauser de sa classe le tour de piste. Décidément, « il faudrait que tout s'arrête maintenant. »

Alain Giraud

Alexandre Popov récidive dans l'excès de vitesse

100 m libre. Après son compatriote Duke Pao Kahanamoku, Johnny Weissmuller avait été le seul nageur capable de gagner deux médailles d'or consécutives en sprint. Un Russe a désormais duré autant qu'eux

IL A RAISON, Gary Hall junior, de boxer l'air par défi à l'appel de son nom. Le 100 mètres nage libre, épreuve maîtresse des Joutes en piscine, est de ces courses où les points psychologiques marqués au bord du bassin peuvent se convertir en centièmes de seconde dans l'eau. Il pense faire le bon calcul, ce fils de célébrité américaine de la natation, mais quelque chose dans son attitude prouve qu'il n'en est pas tout à fait certain. Il frime, mais la tête baissée. Il a le regard déterminé, mais fixé sur ses pieds. Il cherche à éviter, sur sa droite, deux yeux noirs qui le scrutent.

Il a raison, Gary Hall junior, de ne pas vouloir soutenir l'homme du voisin qui l'observe. Il verrait bien, s'il se tournait, qu'Alexandre Popov n'est pas impressionné. Au jeu de la boxe aquatique, le Russe peut toiser son adversaire. C'est lui qui a accompli la prouesse réservée à quelques géants des rings. Il a réunifié toutes les couronnes sous son seul nom : champion olympique à Barcelone en 1992, recordman du monde de la discipline en juin 1994, champion du monde à Rome en septembre de la même année.

Gary Hall junior n'en a pas moins raison au bout de cinquante mètres. L'Américain est parti en puncheur, il maîtrise l'eau de son ambition de prince de la première longueur. Le Russe, dominateur au long cours, semble continuer son manège du départ. Il l'observe, mais de l'arrière. Au

virage, il est en retard de neuf centièmes. L'Américain paraît bien parti pour effacer les déceptions de son père, plusieurs fois médaillé olympique, jamais en or.

Mais, au mur d'arrivée, Gary Hall junior a tort. Il est sans doute le plus beau deuxième d'une finale olympique de cent mètres nage libre, la seule où deux hommes sont descendus ensemble sous les 49 secondes. Il est devenu le troisième performeur mondial de tous les temps. Ces chiffres additionnés ne feront pas de lui un premier. Gary Hall a bien nagé, il n'a pas commis d'erreur. Il a juste eu le tort d'affronter le seul adversaire qui pouvait le priver du titre. Il pensait s'imposer en boxer, il croyait avoir pris son rival à sa stratégie. Alexandre Popov, qui aime à broutiller les tactiques, a gagné en judoka.

Le Russe s'est appuyé sur la force de son adversaire. Il l'a contrôlé à distance tant qu'il était irrésistible. Puis il lui a fait payer sa supériorité de la première longueur d'une accélération dans les derniers mètres. Telle est sa philosophie de nageur : s'allier l'eau, cette ennemie des corps qui prétendent aller vite en la bousculant. Obtenir son aide au lieu de la laisser s'imposer comme un frein. Surfer sur elle, comme lui glisse sur les difficultés soulevées par les adversaires. Avec ces principes, Alexandre Popov vient de s'élever à l'un des mythes de la natation. Il est le premier depuis Johnny Weissmuller, en 1924 et



La balade irlandaise de Michelle Smith

A la regarder de près, on la prendrait facilement pour ce qu'elle est : une Irlandaise aux longues boucles rousses. Mais l'impression est trompeuse. Michelle Smith, vingt-six ans, championne olympique sur 400 m et 400 m 4 nages, n'a plus d'irlandais que son physique et son accent. Elle vit et s'entraîne à Rotterdam, patrie de son mari, Erik De Bruyne, un ancien lanceur de disque sélectionné olympique pour les Pays-Bas. Les deux jeunes gens s'étaient croisés aux Jeux de Barcelone. Ils sont aujourd'hui mari et

femme, entraîneur et nageuse. Et seuls propriétaires d'un mystérieux secret de fabrication.

En 1992, Michelle Smith avait quitté Barcelone avec, pour unique titre de gloire, une 26^e place au 400 m 4 nages. Aujourd'hui, elle a en poche deux médailles d'or. Miraculeux ? « Non, souffle-t-elle, j'ai simplement suivi les conseils de mon époux et appliqué à mon entraînement les principes de l'athlétisme. » Seul ennui : la méthode lui vient d'un mari qui fut, en son temps, sanctionné pour dopage.

En tout cas, qualifiée sur 400 m après avoir enlevé le 400 m 4 nages, Michelle Smith a fermé la porte de la finale à l'Américaine Janet Evans, trois fois médaillée d'or à Séoul et une quatrième fois à Barcelone. Janet Evans n'a désormais plus que le 800 m, distance dont elle détient toujours le record du monde, pour tenter de gagner cette fameuse cinquième médaille d'or qui la mènerait à égalité avec la patineuse de vitesse Bonnie Blair au panthéon des « olympiennes » américaines. (Gary Hershorn, Reuter.)

1928, à s'imposer sur la distance lors de deux Jeux olympiques consécutifs. Il prive les Américains pour la deuxième fois d'affilée d'une médaille d'or qui ne leur avait pas échappé depuis 1956.

RÉCÉNCES

Ces hauts faits le placent parmi les tout premiers nageurs d'histoire. Pourtant, humble soit, il ne semblait susciter, chez les journalistes venus l'interroger, qu'une admiration distancée. La déception des Américains n'expliquait pas tout. Sa nationalité, son éloignement dans la ville australienne de Canberra, qu'il a dû depuis

trois ans comme site d'entraînement, ne justifiaient pas non plus ce relatif manque d'intérêt des magazines, qui ne lui consacrent guère de portraits avant les Jeux, alors qu'une Franziska van Almsick monopolisait les pages.

Quelque chose en Alexandre Popov semblait résister, en confiance de presse, aux règles convenues de la narration des exploits, de la mise en valeur des talents. Dans ses réponses, le Russe se prêtait mal au portrait, esquissait l'entretien, brouillait l'analyse. Malgré son physique, malgré une vie à histoires et anecdotes, il paraissait résister à cet empaquetage

des sportifs en produits facilement reconnaissables qui aurait permis à Gary Hall junior de devenir une star évidente et immédiate.

Peut-être est-ce justement cette réticence qui a permis au Russe de devancer l'Américain. Popov regarde ailleurs en souriant, il hésite entre les mots parce que sa force est de vivre dans le monde d'une idée. Celle d'une natation pure, de gestes parfaits, de moments d'harmonie qui s'accroissent mal de l'après-vente obligé des commentaires sur écran et papier. Il suffit d'écouter les nageurs parler de lui pour se convaincre de ce

sens supplémentaire du Russe, qui explique son talent mais bride sa popularité. Popov les fascine parce qu'ils n'ont qu'aperçu la lumière que lui regarde tous les jours en face. Cette rencontre idéale d'un corps, d'une technique et d'un enseignement, ils la voient s'opérer en lui. Ils y reconnaissent toutes les qualités qu'ils possèdent et celles qu'ils envient. Ainsi Gary Hall, sommé, lundi soir, de lancer la revanche du 500 mètres, ne put que bredouiller les mots qui avaient dû lui venir en course : « Il est la classe. »

Jérôme Fenoglio

La Dream Team III dilapide le rêve américain

Basket-ball. Les milliardaires de la NBA n'ont pas été plus à leur avantage face à l'Angola que lors de leur premier match, contre l'Argentine

C'EST UNE VÉRITÉ première : tout rêve est inaccessible. Quel que l'on fasse, il demeure irréel, impalpable, « virtuel », dirait-on en ces temps d'images trompeuses. Or voilà que l'Amérique s'est prise à rêver de géants en shorts et maillots bleus, douze milliardaires venus festoyer avec les anonymes de la planète sportive. Ils ont pour noms Shaquille O'Neal, Scottie Pippen ou Grant Hill et composent la « Dream Team », « l'équipe de rêve » du basket-ball. Comme le pays ne jure que par eux, ils sont partout : sur les panneaux publicitaires, dans les journaux, sur les écrans. Omniprésents, mais hors d'atteinte.

Leur hôtel est aussi surveillé que la Maison Blanche et ils sont tous escortés par des gardes du corps. Impossible de les approcher. Pour les voir grandeur na-

ture, il reste le Georgia Dome. 30 183 personnes peuvent prendre place dans cette salle située au cœur du complexe olympique. 30 183 places, c'est déjà deux fois plus que dans les plus vastes gymnases d'Europe, mais c'est insuffisant pour une cause nationale. Des millions d'Américains voudraient être là, sur ces travées circulaires, à agiter leurs drapeaux. Peine perdue : ils doivent se contenter de la télévision.

Lundi 22 juillet, pour le deuxième match de ladite équipe, les privilégiés du Georgia Dome n'ont pas eu droit à la soirée escomptée. L'enjeu était pourtant d'importance puisqu'il était question de rachat, presque de pardon. Deux jours plus tôt, la première prestation des vedettes, face aux Argentins (96-68), avait été jugée médiocre. Ja-

mais, en effet, cette équipe n'avait marqué moins de cent points ! Il fallait donc faire oublier ce grave manquement au devoir de flamboyance. Les Américains voulaient du rêve, enfin du rêve. Ils n'en eurent pas.

Bien qu'ils soient peu portés sur la géographie, ils n'oublient pas de sitôt l'adversaire : l'Angola, ancienne possession portugaise, est peut-être une contrée fort lointaine, vue d'Atlanta, mais ces Africains, présents dans le tournoi au nom de l'universalité du basket-ball, réunissent une manière d'exploit.

SOIR DE MALADRESSE

Sorti d'un match contre la Dream Team avec seulement 37 points dans ses paniers relève du triomphe. Une partie du public se laissa d'ailleurs aller à quelques vivats en voyant ces

joueurs plutôt adroits résister aux héros. La foule, toute trépidante d'un patriotisme impatient, avait beau crier « USA USA », rien y faisait : le tableau d'affichage, machine à humilier, restait dans les limites de l'honneur pour les Américains (87-54).

Racé à ces inconnus des parquets, s'activaient pourtant des nantis du jeu : Karl Malone, Scottie Pippen ou encore Hakeem Olajuwon, Nigérien devenu Américain par amour des dollars, preuve que l'Amérique sait aussi apprécier l'Afrique. Ajoutons le détenteur du record mondial du transfert (tous sports confondus) de Shaquille O'Neal, passé récemment des Orlando Magic aux Los Angeles Lakers pour plus de 600 millions de francs. De quoi impressionner plus d'un gamin des bidonvilles de Luanda... Mais « Shaq »,

comme les autres, était dans un soir de maladresse, à peine masqué par quelques actions spectaculaires. « Nous ne sommes pas dans le rythme, il faut être patient », admettra après la rencontre l'entraîneur, Lenny Wilkens.

Si les États-Unis exigent tant de leur équipe, c'est parce qu'elle est déjà la troisième du genre. A tel point qu'il a été convenu de la baptiser Dream Team III, comme il y eut un Rambo III ou un Rocky III. Les puristes voient là une récupération mercantile d'une appellation d'origine contrôlée. A les entendre, il n'a jamais existé qu'une seule Dream Team, championne olympique à Barcelone (1992). Elle comptait dans ses rangs Michael Jordan et Magic Johnson. Ces professionnels de la NBA participaient pour la première fois aux Jeux et leur

succès, si prévisible fût-il, fut de ceux qui nourrissent la légende.

La Dream Team II connut certes un titre mondial en 1994, mais il lui manquait du panache, du style ; bref, l'essentiel : la part de rêve. Or le pays ne plaisait pas avec le patrimoine sportif. C'est un bien précieux, l'argent, de la grande famille américaine. Il importe de le transmettre en l'état, surtout quand il rapporte des millions de dollars.

En vue d'Atlanta, douze joueurs furent donc désignés héritiers, afin de constituer la troisième génération. Même si la médaille d'or leur semble promise, il leur reste à prouver qu'ils méritent l'appellation Dream Team. L'Amérique elle-même commence à en douter.

Philippe Broussard

L'homme est plus solide que l'équipe

L'orage est venu d'un coup, violent et violent, tout brisant du foisonnement des voiles affaiblies à la va-vite. La première journée des régates olympiques, lundi 22 juillet à Savannah, a tourné à la débâcle. Treize des seize épreuves ont été annulées et reportées à lendemain. Certains marins se sont jetés à l'eau, tels les Australiens Mitch Booth et Andrew Landenberger, sur Tornado, plutôt que d'affronter la foudre sur leurs embarcations. Trois régates seulement ont eu lieu, dont celle du Finn, remportée par l'Espagnol Jose Maria Van der Ploeg, le champion olympique en titre. « J'avais très, très peur de l'orage », a-t-il avoué, « les éclairs s'abattaient sur l'eau autour de moi ».

Il n'avait pourtant guère à craindre : en cette troisième journée de compétition, les Dieux de

l'Olympe ont traité avec bienveillance les champions sortants. Un doublé pour le nageur russe Alexander Popov, vainqueur du 100 m en 1992 et 1996, un triplé pour l'haltérophile turc Naim Souleimanoglu, dont les succès courent désormais sur trois éditions consécutives des Jeux d'été.

Ce sont plutôt les formations établies que le temps chahute dans l'Olympe. Certes, il y a les gymnastes russes, vainqueurs du concours par équipes, mais leur discipline relève surtout d'une addition de talents très individuels. Dans les sports collectifs, les choses vont tout autrement. Ainsi, les spectateurs rassemblés à Athens, au OmniColiseum, pour assister à la rencontre Cuba-Bresil de volley-ball féminin n'ont pas du tout assisté à un ballet entre deux équipes, qu'on dirait pourtant recrutées au sein des troupes du « Lido » et du « Crazy Horse Saloon ». Les joueuses brésiliennes ont en effet atomisé leur opposantes cubaines, tenantes du titre, avec une énergie, une conviction et une force qui ont suffi pour régler toute l'affaire en trois petits sets.

Ce massacre entre grâces n'allait pas sans rappeler la défaite, l'avant-veille, des champions olympiques allemands de hockey. Leurs vainqueurs, les hockeyeurs espagnols,

ont confirmé leur succès lundi en venant à bout du Pakistan, une formation qui ne compte plus ses succès. Même dans la victoire, l'équipe américaine de basket-ball, dite la « Dream Team III », a montré cette lassitude de la règle dans les sports collectifs.

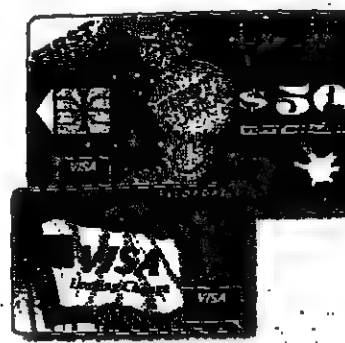
Aux Jeux, il faut de la constance pour tenir et pour se maintenir et, de ce point de vue, on ne peut que relever la très tardive médaille de bronze du tireur français Jean-Pierre Amat. Celui qui peut se targuer d'être le seul tireur au monde à avoir atteint trois quotas de qualification différents (carabine 10 m, carabine couchée, carabine trois positions) a attendu ses quatrièmes Jeux pour monter, enfin, sur un podium, au terme d'un concours difficile.

Si Amat doit masquer des jalousies, c'est à coup sûr, celles du nageur Frank Esposito et de la fleuriste Laurence Modiane : les deux malheureux Français ont pris la mesure de la seule donnée invariable dans l'Olympe. La distance énorme qui sépare la troisième place, récompensée par une médaille de bronze, et la place suivante, traditionnellement qualifiée de « médaille en chocolat ». Chocolat amer, cela va de soi.

DESSINÉ POUR LES JEUX

LES JEUX D'ATLANTA servent de promotion pour la carte à puce aux États-Unis. Le groupement bancaire Visa, sponsor des Jeux, s'est associé avec trois banques locales pour diffuser 1,5 million de cartes destinées au règlement de petites dépenses et utilisables à la façon des cartes téléphoniques. Préparées, pour un montant de 10 à 100 dollars, elles évitent de promener des liquidités et sont acceptées dans plus de 1500 commerces d'Atlanta, ainsi que dans le métro. Une carte d'une valeur de 5 dollars a même été distribuée aux spectateurs de la cérémonie d'ouverture. Chaque banque a sa propre série. Ainsi, « Hommage à Atlanta », de la Wachovia Bank, montre des sportifs avec la ville en toile de fond, tandis que la NationsBank offre une collection d'athlètes fameux et de médailles olympiques. La carte la plus recherchée est celle de la First Union, qui proclame

l'emploi d'une puce si futuriste que l'objet est dénommé « Cybercash » et montre des pièces dorées flottant dans une manière d'espace interplanétaire. Le groupement Visa, qui propose la seule carte rechargeable, dans des machines placées au sein du métro, a choisi pour sa part une série de drapeaux flottant au vent, mais, prudence, aucun n'est identifiable. Il ne s'agit pas de décourager un supporter qui ne reconnaîtrait pas ses couleurs.



La gloire éternelle pour le plus fort des Turcs

Haltérophilie. Naim Souleimanoglu premier triple champion olympique



Le Turc a été sacré après un duel haletant avec le Grec Leonidis. (Andy Clark, Reuters.)

D'ORDINAIRE, l'homme est fidèle à cette attitude d'orgueil et de simplicité. Dans la salle, le public adulte ce fils de mineur qui apparaît à chaque fois sur le plateau, effacé, tellement habitué. Depuis le début de cette finale, il semble dire, comme toujours après l'effort : « Eh bien, voilà ». Sa suprématie le ramène dans les coulisses, et il attend que ses adversaires fassent mieux. Naim Souleimanoglu veut sans doute entrer ainsi dans l'histoire de l'haltérophilie, économe, triomphant. Mais soudain, le petit Hercule s'anime.

Ses yeux s'allument. La barre épaulée à 185 kg a été correctement jettée. Elle retombe avec fracas sur le plateau. A cet instant-là, rien n'est encore joué. Mais l'athlète « le plus fort du monde » fait face à la salle en furie, et le voici se tapant l'index contre la poitrine. « Oui, c'est moi, je suis encore le maître », l'imagine-t-on prononcer quand il remue les lèvres. L'homme que l'on décrit comme une légende vivante cherchait donc à se rassurer.

Les organisateurs d'Atlanta n'ont pas ménagé les effets pour que cette finale ait un air de fête. A chaque arrêt réussi, les athlètes et le public sont récompensés par un morceau des Rolling Stones, d'Elvis Presley... ou de Vivakid. A

tue-tête. Pour un peu, on se croirait dans la salle d'à côté, chez les lutteurs, ces habitués des ambiances de foire. Pendant la pause entre l'arraché et l'épaulé-jeté, on diffuse le tube YMCA, et la moitié de la salle danse comme en boîte de nuit. Une botte passe l'aspirateur sur le plateau. Le speaker accueille le président du CIO, « le comte Samaranch ».

Et de deux rangs de gradins, on s'observe comme cet hiver dans le Dodécane. Face à face, à Atlanta comme en Méditerranée, Grèce contre Turquie. Valerios Leonidis contre Naim Souleimanoglu.

Autrefois, le premier s'appelait Valery Leonov et concourait sous les couleurs de l'URSS avant d'être « acheté » par Athènes. Le deuxième, Turc né en Bulgarie, se nommait Naim Suleimanov, puis Shalamanov (sur ordre du gouvernement bulgare !) avant que de prendre ses cliques et ses claques, et de gagner la Turquie en 1986, en quête de mère patrie, de nouvelle vie. « C'est notre idole aujourd'hui », disent trois étudiants venus d'Ankara. Le plus fort de tous, de tous les temps.

Souleimanoglu, le petit homme — il mesure 1,52 mètre — soulève presque trois fois son poids (64 kg). Champion du monde depuis dix

ans, — 22 titres, 42 records du monde battus —, déjà deux fois champion olympique (à Séoul en 1988 et à Barcelone en 1992), la star avait créé la surprise en avril dernier en refusant d'affronter Valerios Leonidis aux championnats d'Europe au prétexte d'une surcharge pondérale. Aujourd'hui, le rival est là.

Et Leonidis se mord les lèvres, il vacille, les veines gonflées. Il a le regard perdu, une sorte de crainte, un mélange de tristesse quand, au-dessus de sa tête, tremble la fonte, mais il est là. Il répond, pied à pied. Maladroite à l'arraché : 140 kg, puis 145 kg qu'il porte en marchant et en respirant comme un poisson. 147,5 kg qu'il saisit précipitamment en criant et qu'il expose immédiatement derrière son dos.

Souleimanoglu ne fait pas mieux au deuxième essai sur cette charge mais celui-ci regarde ensuite ses halteres avec un mélange de dédain, d'étonnement, la tête haute et quelques minutes plus tard, il est le seul à l'arracher.

A l'épaulé-jeté, Leonidis le poursuit. Le Grec est même prêt à voir grand et gros. Il soulève avec succès 190 kg, puis 197,5 kg, alors que Souleimanoglu n'en est qu'à 185 kg au deuxième essai. Pour surmonter son handicap de la première manche et vaincre Souleimanoglu, Leonidis

place la barre à 190 kg qu'il porte à son cou. Il lève les yeux au ciel mais ses jambes, ses bras ne suivent pas.

Souleimanoglu sera finalement sacré à 187,5 kg. « On n'est jamais vraiment certain de gagner », s'exclame celui qui sait qu'aucun haltérophile avant lui n'a remporté trois fois de suite une médaille olympique au total des deux mouvements.

Souleimanoglu parfait sa légende. Lui, l'enfant qui s'était surpris à soulever 25 kg à un concours régional. Ce champion du monde juniors à l'âge de 14 ans qui, un an plus tard, devient l'homme le plus fort de la planète. Cette star au visage de garçon et aux cuisses énormes, accueilli à l'aéroport par le président Ozal en 1986, qui connaît ensuite la fortune, maintenant sa domination, devenu machine à records malgré la tentative de ménage que la Fédération d'haltérophilie a opérée en 1995 en matière de dopage.

Un peu fatigué, Souleimanoglu (29 ans) disait qu'il allait se retirer après Atlanta. Lundi, à l'issue de la finale, il se sentait prêt à continuer. « Reste à savoir si je serai bon encore pour les prochains JO ». Le jeune homme sourit. Il sait qu'il a tremblé.

Dominique Le Guilladoux

Le Japon perd son judo

Décadence. Dans les trois catégories de poids les plus prestigieuses, les combattants nippons n'ont pas pu monter sur le podium

APRÈS TROIS JOURS de compétition olympique, les judokas japonais sont toujours bredouilles. Seule la médaille d'argent de Yoko Tanabe, une solide championne dans la catégorie des moins de 72 kilos, a sauvé un honneur douloureusement battu en brèche, particulièrement chez les hommes. Lundi 22 juillet, ce fut une sorte de paroxysme de l'humiliation. Par deux fois, l'hymne coréen s'est élevé dans l'un des dépôts du World Congress Center, transformé en dojo de fortune.

Jeon Ki-young a remporté le tournoi des poids moyens en projetant l'Ouzbek Armen Bagdasarov d'un fulgurant mouvement d'épaules. Sa compatriote Cho Min-sun s'est adjugé le tournoi féminin des poids moyens (-66 kg) en écrasant de sa vitalité la Polonaise Aneta Szczepanska.

Dans les tribunes, de petits drapeaux du rival hont s'agitait en cadence, et les supporters japonais s'efforçaient au fond de leurs sièges, comme pour mieux cacher leur honte. Sur le podium, les Coréens représentaient toute l'Asie du judo, trahie par les descendants de ses pères fondateurs. Trois combattants, aucune médaille, les chiffres avaient soudain pour l'empire du Soleil-Levant la cruauté d'un tapon, le K.O. du judo.

« J'ai eu l'impression qu'ils étaient usés », témoigne Jean-Luc Rougé, comme s'ils avaient dépassé leurs forces dans la préparation physique. Et, pour eux, la catégorie des poids lourds est la plus prestigieuse. Avoir perdu dès le premier jour a dû leur porter un coup au moral. Le directeur technique national parle en vieux connaisseur du judo japonais. Il a participé à plusieurs stages dans les universités nipponnes, lorsqu'il était combattant. Aujourd'hui, la Fédération française entretient des relations régulières avec le Japon.

Le mauvais dosage des efforts à l'approche d'une grande competi-

tion est un défaut souvent constaté par les techniciens français chez leurs rivaux nippons. Les entraîneurs privilégient souvent la quantité au détriment de la qualité.

PLUS DE COMPLEXE

Stéphane Traïneau, médaille de bronze, dimanche, après avoir éliminé Yoshio Nakamura, se souvient avoir assisté, il y a quatre ans, à d'épuisantes séances de travail, à la veille d'un championnat du Japon. « Ils ont aussi perdu un peu de leur hargne, affirme Traïneau. Sur le tapis, les Coréens sont aujourd'hui plus guerriers, et nous n'avons plus de complexe japonais ».

« A mon époque, rappelle Jean-Luc Rougé, lorsqu'un de leurs combattants tombait face à nous, même à l'entraînement, il prenait un coup de bambou sur la tête. Aujourd'hui, on s'ennuie presque. » Certains grands noms vont jusqu'à remettre en question l'organisation même du haut niveau. Yasuhiro Yamashita, champion olympique en 1984, préconise de nouvelles méthodes empruntées à ce qui se fait de mieux en Europe. Il se heurte à une féroce résistance des plus anciens.

Toutes les voix critiques mettent en avant l'évolution rapide de la société japonaise. Le sport y occupe toujours une place importante. Mais il s'est américanisé. Le sumo, le judo ont dû céder une part de leur terrain. Le baseball, le golf et, depuis peu, le football ont la faveur des jeunes, qui délaissent les disciplines traditionnelles.

Stéphane Traïneau, qui n'a jamais perdu de combat de sa carrière contre un japonais, se refuse pourtant à prédire le déclin de leur judo. Les combattants actuels forment une génération vieillissante. Il y aura forcément une relève. Le Japon reste le pays le plus riche en judokas d'exception. Il lui suffirait juste de mieux les détecter.

Pascal Ceaux

RÉSULTATS

Lundi 22 juillet

BASKET-BALL

États-Unis b. Corée du Sud 72-70; Espagne b. Italie 72-62; Pays-Bas b. Australie 66-64.

BASKET-BALL

Messieurs
États-Unis b. Espagne 87-54; Argentine b. Lituanie 66-61; Corée du Sud 69-76.

Classement : 1. États-Unis, 4 pts; 2. Lituanie, 3 pts; 3. Argentine, 2 pts; 4. Corée du Sud, 1 pt.

Groupes A, États-Unis b. Argentine 87-54; Argentine b. Lituanie 66-61; Corée du Sud 69-76.

Classement : 1. États-Unis, 4 pts; 2. Lituanie, 3 pts; 3. Argentine, 2 pts; 4. Corée du Sud, 1 pt.

Groupes B, États-Unis b. Argentine 87-54; Argentine b. Lituanie 66-61; Corée du Sud 69-76.

Classement : 1. États-Unis, 4 pts; 2. Lituanie, 3 pts; 3. Argentine, 2 pts; 4. Corée du Sud, 1 pt.

Groupes C, États-Unis b. Argentine 87-54; Argentine b. Lituanie 66-61; Corée du Sud 69-76.

Classement : 1. États-Unis, 4 pts; 2. Lituanie, 3 pts; 3. Argentine, 2 pts; 4. Corée du Sud, 1 pt.

Groupes D, États-Unis b. Argentine 87-54; Argentine b. Lituanie 66-61; Corée du Sud 69-76.

Classement : 1. États-Unis, 4 pts; 2. Lituanie, 3 pts; 3. Argentine, 2 pts; 4. Corée du Sud, 1 pt.

Groupes E, États-Unis b. Argentine 87-54; Argentine b. Lituanie 66-61; Corée du Sud 69-76.

Classement : 1. États-Unis, 4 pts; 2. Lituanie, 3 pts; 3. Argentine, 2 pts; 4. Corée du Sud, 1 pt.

Groupes F, États-Unis b. Argentine 87-54; Argentine b. Lituanie 66-61; Corée du Sud 69-76.

Classement : 1. États-Unis, 4 pts; 2. Lituanie, 3 pts; 3. Argentine, 2 pts; 4. Corée du Sud, 1 pt.

Groupes G, États-Unis b. Argentine 87-54; Argentine b. Lituanie 66-61; Corée du Sud 69-76.

Classement : 1. États-Unis, 4 pts; 2. Lituanie, 3 pts; 3. Argentine, 2 pts; 4. Corée du Sud, 1 pt.

Groupes H, États-Unis b. Argentine 87-54; Argentine b. Lituanie 66-61; Corée du Sud 69-76.

Classement : 1. États-Unis, 4 pts; 2. Lituanie, 3 pts; 3. Argentine, 2 pts; 4. Corée du Sud, 1 pt.

Groupes I, États-Unis b. Argentine 87-54; Argentine b. Lituanie 66-61; Corée du Sud 69-76.

Classement : 1. États-Unis, 4 pts; 2. Lituanie, 3 pts; 3. Argentine, 2 pts; 4. Corée du Sud, 1 pt.

Groupes J, États-Unis b. Argentine 87-54; Argentine b. Lituanie 66-61; Corée du Sud 69-76.

Classement : 1. États-Unis, 4 pts; 2. Lituanie, 3 pts; 3. Argentine, 2 pts; 4. Corée du Sud, 1 pt.

Groupes K, États-Unis b. Argentine 87-54; Argentine b. Lituanie 66-61; Corée du Sud 69-76.

Classement : 1. États-Unis, 4 pts; 2. Lituanie, 3 pts; 3. Argentine, 2 pts; 4. Corée du Sud, 1 pt.

Groupes L, États-Unis b. Argentine 87-54; Argentine b. Lituanie 66-61; Corée du Sud 69-76.

Classement : 1. États-Unis, 4 pts; 2. Lituanie, 3 pts; 3. Argentine, 2 pts; 4. Corée du Sud, 1 pt.

Groupes M, États-Unis b. Argentine 87-54; Argentine b. Lituanie 66-61; Corée du Sud 69-76.

Classement : 1. États-Unis, 4 pts; 2. Lituanie, 3 pts; 3. Argentine, 2 pts; 4. Corée du Sud, 1 pt.

Groupes N, États-Unis b. Argentine 87-54; Argentine b. Lituanie 66-61; Corée du Sud 69-76.

Classement : 1. États-Unis, 4 pts; 2. Lituanie, 3 pts; 3. Argentine, 2 pts; 4. Corée du Sud, 1 pt.

Groupes O, États-Unis b. Argentine 87-54; Argentine b. Lituanie 66-61; Corée du Sud 69-76.

Classement : 1. États-Unis, 4 pts; 2. Lituanie, 3 pts; 3. Argentine, 2 pts; 4. Corée du Sud, 1 pt.

Groupes P, États-Unis b. Argentine 87-54; Argentine b. Lituanie 66-61; Corée du Sud 69-76.

Classement : 1. États-Unis, 4 pts; 2. Lituanie, 3 pts; 3. Argentine, 2 pts; 4. Corée du Sud, 1 pt.

Groupes Q, États-Unis b. Argentine 87-54; Argentine b. Lituanie 66-61; Corée du Sud 69-76.

Classement : 1. États-Unis, 4 pts; 2. Lituanie, 3 pts; 3. Argentine, 2 pts; 4. Corée du Sud, 1 pt.

Groupes R, États-Unis b. Argentine 87-54; Argentine b. Lituanie 66-61; Corée du Sud 69-76.

Classement : 1. États-Unis, 4 pts; 2. Lituanie, 3 pts; 3. Argentine, 2 pts; 4. Corée du Sud, 1 pt.

Groupes S, États-Unis b. Argentine 87-54; Argentine b. Lituanie 66-61; Corée du Sud 69-76.

Classement : 1. États-Unis, 4 pts; 2. Lituanie, 3 pts; 3. Argentine, 2 pts; 4. Corée du Sud, 1 pt.

LE RÉSUMÉ DE LA NUIT OLYMPIQUE À LA CARTE SUR CANAL+

TOUS LES MATINS CANAL+ VOUS DONNE RENDEZ-VOUS POUR REVOIR OU DÉCOUVRIR LES PRINCIPAUX ÉVÉNEMENTS DE LA NUIT OLYMPIQUE. VOUS AUREZ LE CHOIX ENTRE 4 DIFFUSIONS D'UN RÉSUMÉ DE 15 MINUTES DE 6 H 00 À 7 H 00, 4 DIFFUSIONS D'UN RÉSUMÉ DE 30 MINUTES DE 7 H 00 À 9 H 00 ET UN RÉSUMÉ DE 60 MINUTES À 9 H 00.



Pendant qu'on regarde CANAL+ au moins on n'est pas devant la télé.

Lionel Plumenat se sur la deuxième ma

Fleuret. Les 100 mètres de la course à pied.

Lundi, 22 juillet 1996.

ENTRE les 100 mètres de la course à pied, Lionel Plumenat, champion olympique en titre, a été battu par le Japonais Shigeo Hasegawa.

Plumenat, qui avait remporté la médaille d'argent à Barcelone, a été éliminé dès le premier tour.

Hasegawa, quant à lui, a atteint la finale où il a été battu par le Japonais Shigeo Hasegawa.

Plumenat, qui avait remporté la médaille d'argent à Barcelone, a été éliminé dès le premier tour.

Hasegawa, quant à lui, a atteint la finale où il a été battu par le Japonais Shigeo Hasegawa.

Plumenat, qui avait remporté la médaille d'argent à Barcelone, a été éliminé dès le premier tour.

Hasegawa, quant à lui, a atteint la finale où il a été battu par le Japonais Shigeo Hasegawa.

Plumenat, qui avait remporté la médaille d'argent à Barcelone, a été éliminé dès le premier tour.

Hasegawa, quant à lui, a atteint la finale où il a été battu par le Japonais Shigeo Hasegawa.

Plumenat, qui avait remporté la médaille d'argent à Barcelone, a été éliminé dès le premier tour.

Hasegawa, quant à lui, a atteint la finale où il a été battu par le Japonais Shigeo Hasegawa.

Plumenat, qui avait remporté la médaille d'argent à Barcelone, a été éliminé dès le premier tour.

Hasegawa, quant à lui, a atteint la finale où il a été battu par le Japonais Shigeo Hasegawa.

Plumenat, qui avait remporté la médaille d'argent à Barcelone, a été éliminé dès le premier tour.

Hasegawa, quant à lui, a atteint la finale où il a été battu par le Japonais Shigeo Hasegawa.

Plumenat, qui avait remporté la médaille d'argent à Barcelone, a été éliminé dès le premier tour.

Hasegawa, quant à lui, a atteint la finale où il a été battu par le Japonais Shigeo Hasegawa.

Plumenat, qui avait remporté la médaille d'argent à Barcelone, a été éliminé dès le premier tour.

Hasegawa, quant à lui, a atteint la finale où il a été battu par le Japonais Shigeo Hasegawa.

Plumenat, qui avait remporté la médaille d'argent à Barcelone, a été éliminé dès le premier tour.

Hasegawa, quant à lui, a atteint la finale où il a été battu par le Japonais Shigeo Hasegawa.

Plumenat, qui avait remporté la médaille d'argent à Barcelone, a été éliminé dès le premier tour.

Hasegawa, quant à lui, a atteint la finale où il a été battu par le Japonais Shigeo Hasegawa.

Plumenat, qui avait remporté la médaille d'argent à Barcelone, a été éliminé dès le premier tour.

Hasegawa, quant à lui, a atteint la finale où il a été battu par le Japonais Shigeo Hasegawa.

Plumenat, qui avait remporté la médaille d'argent à Barcelone, a été éliminé dès le premier tour.

Hasegawa, quant à lui, a atteint la finale où il a été battu par le Japonais Shigeo Hasegawa.

Plumenat, qui avait remporté la médaille d'argent à Barcelone, a été éliminé dès le premier tour.

Hasegawa, quant à lui, a atteint la finale où il a été battu par le Japonais Shigeo Hasegawa.

Plumenat, qui avait remporté la médaille d'argent à Barcelone, a été éliminé dès le premier tour.

Hasegawa, quant à lui, a atteint la finale où il a été battu par le Japonais Shigeo Hasegawa.

Plumenat, qui avait remporté la médaille d'argent à Barcelone, a été éliminé dès le premier tour.

Hasegawa, quant à lui, a atteint la finale où il a été battu par le Japonais Shigeo Hasegawa.

Plumenat, qui avait remporté la médaille d'argent à Barcelone, a été éliminé dès le premier tour.

Hasegawa, quant à lui, a atteint la finale où il a été battu par le Japonais Shigeo Hasegawa.



Les Français

● **AVIRON.** Le quatre sans barreur et le quatre de couple messieurs, quatrièmes de leur série et le deux de couple poids légers dames, cinquième, devront passer, jeudi 25 juillet, par les repêchages.
● **BOXE.** Jean-Paul Mendy (poids moyens), battu au premier tour par l'Allemand Sven Ottke.
● **FOOTBALL.** L'équipe de Raymond Domenech conserve la première place du groupe B après son match nul (1-1) contre l'Espagne, à Orlando.
● **ESCRIME.** Lionel Plumenail médaillé d'argent au fleuret, battu en finale par Alessandro Puccini (15-12). L'Italien avait éliminé en demi-finales Frank Boidin qui a obtenu la médaille de bronze contre l'Allemand Wolfgang Wiesend (15-11). Frank Boidin avait écarté en quarts de finale Philippe Omès, champion olympique à Barcelone. Comme en

1992, Laurence Modaine-Cessac, battue en demi-finales par Valentina Vezzali (15-7), puis pour la troisième place par Giovanna Trifiroli (15-9), échoue au pied du podium du fleuret féminin. Adeline Wulleme avait été éliminée en huitièmes de finale par la Roumaine Laura Badea (15-6) et Clothilde Magnan en seizièmes par l'Américaine Ann Marsh (15-9).
● **GYMNASTIQUE.** Onzièmes des concours par équipes, les Français ont gagné une place par rapport aux derniers championnats du monde. Patrice Casimir, Sébastien Teyac et Frédéric Nicolas se sont qualifiés pour le concours général. Patrice Casimir disputera également la finale au cheval d'arçons avec Eric Poujade. Thierry Aymes participera à la finale au sol.
● **JUDO.** Battue en finale de tableau par la Polonaise Aneta Szczepanska, Alice Dubois (66 kg) a échoué pour la troisième place contre la Chinoise Xianbo Wang. Domné en demi-finales de tableau par le Roumain Adrian Croitoru,

Darcel Yandzi (86 kg) a été battu en repêchage par le Japonais Hidehiko Yoshida.
● **NATATION.** Troisième à Barcelone en 1992, Franck Esposito a terminé cette fois quatrième du 200 m papillon (1 min 58 s 10). Jacqueline Delort, Solenne Figue, Casey Le-gier et Marlène Leveque ont réussi le dixième temps (3 min 48 s 30) des séries du 4 x 100 m libre. Éliminés en séries : David Abbrard sur 200 m papillon (2 min 0 s 60), Nicolas Gruson sur 100 m libre (50 s 71), Laetitia Choux sur 400 m libre (4 min 21 s 39) et Hélène Ricardo sur 100 m dos.
● **SPORTS ÉQUESTRES.** L'équipe de France est huitième à l'issue de l'épreuve de dressage.
● **TIR.** Jean-Pierre Amat médaillé de bronze à la carabine à air comprimé messieurs (10 m). Frank Badiou 18.
● **VOLLE.** Seuls les Fim, les Star et les Soling ont pu disputer leur première régate. Philippe Presti a terminé sixième en Fim, Marc Bouet, Gildas Morvan et Sylvain Choumouder onzièmes en Soling.

Lionel Plumenail se poste sur la deuxième marche

Fleuret. Les Italiens et les Français pratiquent la belle escrime. Lundi, celle d'Alessandro Puccini était encore plus belle

ENTRÉE Le hall F et le hall H du Georgia World Congress Center, immense palais des expositions posé au centre du dispositif olympique et en pied de l'immense de CNN, se tiennent un drôle de ballet. Dans le premier se disputent les épreuves d'escrime, dans le second celles de judo, les deux sports qui donnent le sourire (et les médailles : cinq pour l'un ; trois pour l'autre) à la délégation française depuis le début de ces jeux. Les deux disciplines semblent parfait-

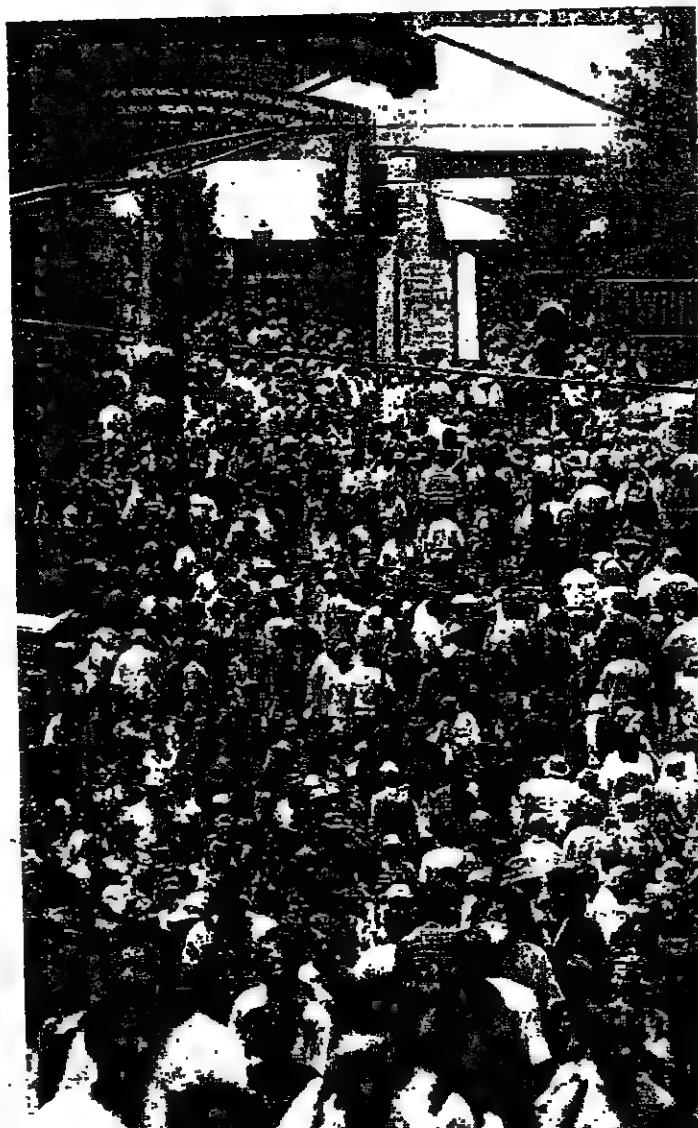
commet une erreur qui est sanctionnée. » Cette erreur, Lionel Plumenail l'a commise en fin de combat, en changeant de tactique après être revenu à la hauteur de son adversaire, Alessandro Puccini. Battu quinze touches à douze, il n'a pas cherché d'excuse et a trouvé les mots qu'il fallait pour saluer son vainqueur : « Ce qui me fait plaisir, c'est que le nouveau champion olympique est l'un des plus beaux escrimeurs du monde. »

dur commence. « J'ai d'abord eu du mal à percer tout en menant des études supérieures parallèlement, puis j'ai eu du mal à entrer en équipe de France, dit-il. Quand j'y suis parvenu, je me suis fixé comme objectif d'aller aux Jeux. Et ce n'est qu'après avoir assuré ma qualification, au début de l'année, que j'ai commencé à penser à faire une médaille. Il y a six mois, devenir champion olympique relevait encore pour moi du domaine du rêve. C'est plutôt rassurant de voir que l'on peut arriver en un si court laps de temps à se fixer un objectif et à (presque) le remplir. »

DIX ANS DANS L'OMBRE Cartésien, rationnel, réfléchi, Lionel Plumenail est ainsi. Ce grand amateur des vins de Bordeaux et du jeu d'échecs, contrôleur de gestion à La Poste dans le « civil », aime planifier et préparer ses coups. Près de dix années lui ont été nécessaires pour faire aboutir celui que cette médaille d'argent concrétise. Dix années à douter, à vivre dans l'ombre de garçons comme Philippe Omès et à rester obstinément aux portes de l'équipe de France, qu'il finira par intégrer en 1993. Mais dix années à créer artisanalement son style, leçon après leçon, entraînement après entraînement, à façonner un sens tactique et des qualités de vitesse susceptibles de compenser un gabarit (1,72 m) insuffisant.

« Ce qui est magnifique, c'est que ce garçon s'est fabriqué lui-même, se réjouit Christian Martini. Il n'a pas eu une progression linéaire, mais il a élaboré lui-même son escrime en gardant les bases absolument pures de l'école française et en y adaptant sa propre stratégie. Pendant ce temps, il est souvent resté en retrait par rapport à d'autres Français. Mais ce processus peut parfois prendre des années. » Pour Lionel Plumenail, les années d'ombre se sont sans doute achevées à Atlanta.

Gilles Van Kote



Pagaille à Olympic Park

Une foule de pèlerins engorge à toute heure les abords d'Olympic Park, dans le centre d'Atlanta, une cité qui vit désormais en état chronique de surpopulation. Bus et métro qui, d'ordinaire, transportent 475 000 passagers par jour, en achèvent quotidiennement plus du double depuis le début des épreuves et le réseau routier est saturé de façon permanente.

De nombreuses délégations olympiques ont protesté contre les conditions faites à leurs concurrents, qui attendent parfois leur autobus durant plus de deux heures. Excédés, des rameurs ukrainiens, polonais et britanniques ont d'ailleurs réglé, lundi 22 juillet, en détournant par la force un autobus qui avait pour destination le site des compétitions de hockey sur gazon. Malgré l'intervention de la police, ils ont obligé le chauffeur à se rendre à Lac Lanier, où ont lieu les régates.

Impuissants, certains chauffeurs bénévoles ont abandonné leurs véhicules au milieu des embouteillages. Le comité organisateur des Jeux a invité le maire de la ville, Bill Campbell, à s'associer aux réunions d'urgence mises sur pied afin de sortir de sa congestion le système de transport de la famille olympique. (Gary Carver, Reuters)

DÉPÊCHES

■ **TABLEAU DES MÉDAILLES.** La France est pour l'instant cinquième avec trois médailles d'or, trois d'argent et cinq de bronze. La Russie a été propulsée en tête par ses nageurs (sept d'or, deux d'argent, deux de bronze), devant les États-Unis, la Pologne et la Chine. Au nombre total de médailles, la France n'est devancée que par les États-Unis (15) et l'Allemagne, qui a douze podiums mais pas de titre.

■ **BASE-BALL.** Les jeunes joueurs américains, victorieux de la Corée du Sud (7-2), ont confirmé leur premier succès aux dépens du Nicaragua. Ils peuvent penser sérieusement à l'or. Les Pays-Bas, champions d'Europe en titre, ont aussi réussi une belle performance en éliminant l'Australie 16-6.

■ **WATER-POLO.** La Hongrie et l'Italie, parmi les favoris pour le titre, ont remporté leur troisième victoire en trois rencontres. Les Hongrois ont battu les Pays-Bas (10-8), l'Italie l'a emporté contre la Croatie sur le même score.

■ **SOFTBALL.** On voit mal qui pourrait empêcher les Américaines de remporter la médaille d'or. Lundi, elles ont écrasé les Pays-Bas 9-0. Le Japon, vainqueur de la Chine (3-0), pourrait peut-être les inquiéter, en finale.

■ **MALAISE.** La championne australienne de natation Dawn Fraser, âgée de 59 ans, a été hospitalisée d'urgence à Atlanta après un malaise, lundi 22 juillet. Dawn Fraser avait assisté à la cérémonie d'ouverture, longue de quatre heures et demie. La championne, qui a remporté quatre médailles d'or en trois JO (1956, 1960, 1964), faisait partie des 22 héros des Jeux Olympiques invités à participer à la cérémonie.

■ **CYCLISME.** Les plaques de cadre des concurrents sont équipées d'une puce électronique qui émet un signal en passant sur la ligne d'arrivée. Un procédé analogue existe depuis longtemps en Formule 1, qui permet de classer les voitures au 1/1000 de seconde et de générer un classement en direct.

■ **JUDO.** La Française Estha Es-sombe, victime dimanche d'une double fracture du péroné, avec fracture de la malléole et entorse à la cheville, lors de l'épreuve des moins de 72 kg judo à Atlanta, devait être rapatriée en France, dès le mardi 23 juillet, pour être opérée à Arras.

tement coordonnées. Quand l'une triomphe, l'autre se fait plus discrète. Le premier jour des jeux fut celui du judo. Les deux suivants ont servi à l'escrime. Lundi, faute de médaille à se mettre sous la dent, les responsables du judo français étaient donc au pied de la piste d'escrime pour assister à la finale de fleuret masculin.

Ils ont pu vivre un grand classique du fleuret : un duel franco-italien. « Entre nous, c'est une vieille bagarre, rappelle Christian Martini, l'entraîneur national. Nos deux écoles respectent les mêmes principes fondamentaux, ce sont les tempéraments qui diffèrent. Quand un Français rencontre un Italien, c'est le premier qui

Finalment, cette médaille d'argent, Lionel Plumenail la trouve plutôt à son goût : même s'il lui restera toujours « un sentiment d'inachevé ». A vingt-neuf ans, le thur du Racing club de France touche à la fin de son obstination et des efforts consentis tout au long d'un parcours difficile. Car rien n'a été évident dans sa trajectoire, sauf sans doute les débuts, à l'âge de neuf ans, dans la salle d'armes située en face du domicile familial, à Bordeaux. Lors de sa première compétition d'escrime, ce gamin qui pratiquait le ski et le handball terminait quatrième. Onze années plus tard, il échoue en finale des championnats du monde juniors. Le plus

VITTEL
POUR LES ATHLÈTES DU QUOTIDIEN.
FOURNISSEUR OFFICIEL DE L'ÉQUIPE DE FRANCE OLYMPIQUE.

NET OLYMPIQUE

GYNÉCÉE. Il existe sur le Net un site olympique exclusivement féminin, promu par le World Wide Women à l'occasion des Jeux. On y apprend tout sur les femmes, leurs attitudes, leurs espoirs et les résultats de leur participation. Les hommes ne sont pas ignorés, mais ils se voient rappeler leur différence. C'est le seul endroit, aux États-Unis, où l'on se plaît à rappeler que les footballeurs américains ont moins de chances de l'emporter que leurs concitoyennes pratiquant la même discipline, et que la non-qualification de Janet Evans pour la finale du 400 m nage libre reste un chagrin. Car, pour être féminin, le lieu n'en est pas moins tout à fait chauvin, obsédé par les performances du pays hôte. Les visiteurs des deux sexes sont, bien sûr, invités à signer en ligne une pétition contre l'exclusion des femmes par certaines délégations. **R.P.**

<http://www.womenandsports.com/olympics/>

Le tir au noutat

Il existait jadis, dans les années 50, à Saint-Brevin-l'Océan, entre l'hôtel des Tamaris et le Casino, un stand de tir qui faisait un tabac dans la jeunesse. Les carabines lançaient des fléchettes munies d'une ventouse en caoutchouc à leur extrémité. Il s'agissait d'atteindre une cible placée au centre de personnages représentant des personnalités politiques de l'époque, de Gaulle, Ducloux, Guy Mollet, etc. Le tir bien ajusté valait à son auteur un bâton de nougat mou, qui sortait de la bouche du personnage.

Pourquoi le tir au noutat n'est-il pas devenu discipline olympique ? Est-il moins noble que le pistolet à air comprimé ? Ou que le tir à la carabine à dix mètres ? Il serait, en tout cas, plus spectaculaire que



ces compétitions fastidieuses qui ne devraient jamais sortir des casernes ou des centres d'entraînement pour flics haut de gamme. On dira certes que, quelle que soit la discipline, la compétition exige des athlètes l'excellence, et que toute performance doit être admise pour la somme de travail et d'abnégation mise en œuvre pour l'obtenir.

Avouons que, parfois, on a du mal à se persuader que cela est vraiment nécessaire. Au chapitre des questions stupides, osons encore celle-ci : pourquoi, dans les épreuves de tir, les hommes et les femmes font-ils compétition à part ? Sauf erreur, ils utilisent les mêmes pétoires, et les dames n'ont pas, de nature, une vision moins acérée que les messieurs. Alors, pourquoi ?

La nuit de lundi à mardi a été russe. Victoire en natation, victoire en gymnastique par équipes. Une belle nuit de la grande plaine lorsque la lune éclairait l'écorce blanche des bouleaux et que monte des isbas le chant nostalgique et plaintif des amoureux de vodka. Fait-on plus russe qu'Alexandre Popov, le double russe vainqueur du 100 m nage libre ? Il doit bien exister, entre Saint-Petersbourg et Vladivostok, quelques centaines de milliers

d'Alexandre Popov, sans doute le nom le plus répandu au pays de Boris Eltsine, à moins que ce ne soit Sergueï Popov. Et ils ont dû être fiers, tous les Popov de la terre, du triomphe de leur champion, qui rejoint le légendaire Johnny Weissmuller dans la légende de la natation, pour avoir remporté l'épreuve reine deux fois de suite.

Ceux qui auraient oublié l'existence de Johnny Weissmuller, alias Tarzan, n'avaient qu'à zapper sur les diverses chaînes retransmettant les Jeux. Ils ne pouvaient pas manquer cette évocation du premier héros du cinéma mondialisé. Il ne reste plus qu'à inventer une version russe de Tarzan, où Jane s'appellerait Natacha, et où Cheeta serait remplacé par un oursouon espiègle. Cela devrait faire mal au box-office !

Question stupide encore : pourquoi ne présenterait-on pas ensemble tous les médaillés d'or d'une journée ? Cela aurait permis de voir le minuscule haltérophile turc Souleimanoglu aux côtés du géant Popov, et de se croire un instant sur Arte en constatant que Puccini avait gagné au Heuret.

Luc Rosenzweig

Les Tricolores cherchent la réussite et trouvent la confiance

Football. La qualification attendue pour les quarts de finale attendra le résultat du match contre l'Arabie saoudite

ORLANDO (Floride). — Rien ne pouvait gâcher le bonheur de Tony Vairelles, même pas ce but, refusé par l'arbitre thaïlandais, à cinq minutes de la fin, pour une faute de main imaginaire. Ce but rageur d'avant-centre, à la suite d'un coup franc puissant de Martin Djeto, relâché par Juan Mora, le gardien espagnol, était le deuxième pour l'équipe de France. Un but de raccroc peut-être, mais qui envoyait les Bleus directement en quart de finale. Or l'arbitre le refuse et, sur la relance, les Espagnols prennent de vitesse la défense française et égalisent (85'). Tout reste donc à faire contre l'Arabie saoudite mercredi 24 juillet.

Tony Vairelles aurait pu se révolter contre pareil coup de sort. Mais, pour lui, la soirée resterait à marquer d'une pierre blanche. Raymond Domenech l'avait aligné dès le coup d'envoi sur le front de l'attaque, lui, l'éternel remplaçant, le Joker préposé au dernier quart d'heure. Avec Vairelles le revanchard, et le bouillant Sylvain Wiltord, la pointe de l'attaque avait des allures de commando, tandis que les principaux éléments de sa puissance de feu, Florian Maurice et Robert Pires, étaient mis au repos en vue des affrontements futurs.

La défense française, une fois de plus remaniée avec l'entrée d'Omar Dieng et de Geoffrey Toye, avait du mal à se mettre en place. Elle pliait dangereusement sous les profonds appels de Daniel, le seul attaquant de pointe espagnol. Dans l'imposant Citrus Bowl, un stade en tenue de vacances, où avaient pris place 16 000 spectateurs décontractés et bon public, l'insaisissable Manolo pouvait faire rouler son tambour et scander « Espana, Espana ! » : les choses s'annonçaient au mieux pour les bruyants supporters rouge et or, même si deux buts d'Oscar avaient été justement refusés par l'arbitre (57', 22').

Jean-Jacques Bozonnet

Un bon petit gars du Minnesota

Gymnastique. John Roethlisberger, fils de l'entraîneur américain, obtient la cinquième place par la grâce des juges et du public

« J'AI DÉJÀ VU l'excitation, les encouragements du public et l'avantage du terrain faire réussir des choses incroyables aux gymnastes américains », déclarait Bela Karolyi au magazine International Gymnast, à la veille des jeux olympiques d'Atlanta. L'ancien coach de la Roumanie Nadia Comaneci, devenu mentor des féminines américaines, n'a pas tort. Le chauvinisme, de règle au Georgia Dome, lors du concours masculin par équipes, a donné, lundi 22 juillet, des ailes à la formation des États-Unis.

Tout au long d'une compétition dominée par la Russie, la Chine et l'Ukraine, les 30 000 spectateurs ont manifesté un enthousiasme exclusif et sans mesure en faveur de l'équipe hôte, d'un niveau pourtant plus modeste. Dans l'euphorie du moment, le leader des gymnastes à bannière étoilée, John Roethlisberger, s'est laissé porter jusqu'à une stupéfiante place de cinquième. Malgré une chute au cheval d'arçon et une réception proche de la genouflexion à la sortie des anneaux, il a bruyamment célébré avec l'équipe américaine, cinquième également, l'indulgence des juges.

« Si l'on refusait cette compétition ailleurs, ont assuré des experts, Roethlisberger finirait à peine dans les trente premiers. » Trentième était d'ailleurs le rang qu'il occupa en novembre 1995 aux championnats du monde de Sabae, au Japon.



Alexei Nemov, le premier talent d'une équipe de Russie qui a dominé le concours de gymnastique malgré les juges et le public américain (Wolfgang Rattay, Reuters)

très politiquement correct. Deux bons sauts de cheval et un mouvement propre à la barre fixe ont suffi à propulser Roethlisberger parmi les stars. Il y tiendra sa place, d'autant que, dans la vie, ce garçon n'a aucun défaut. Titulaire d'un diplôme universitaire de commerce international, rompu à l'usage de la langue allemande, il n'a désormais plus de souci à se faire pour sa reconversion.

Enfant modèle, il a suivi les traces de son père, sélectionné olympique en 1968 à Mexico, puis celles de sa sœur Marie, remplaçante dans l'équipe nationale féminine aux Jeux de Los Angeles en 1984. Au Georgia Dome donc, John a comblé sa famille et s'est comporté en meneur.

Lucide néanmoins, il s'inquiète qu'on se hasarde à le prendre pour le meilleur gymnaste actuel aux États-Unis. « Je préfère qu'on dise que je suis le plus travailleur. » Assurément échauffés par l'ambiance, les juges se sont montrés sensibles à ces louables principes.

Patricia Jolly

Franklin Garrett, 89 ans, la mémoire d'Atlanta, de Margaret Mitchell à Martin Luther King

Il a été officiellement désigné gardien de l'histoire d'Atlanta. Tous les ans, un dimanche de printemps, il passe à la moulinette des questions dans l'amply-théâtre du Centre national d'histoire, et c'est son jour. Trois cents admirateurs essayent de le prendre en défaut, mais, à quatre-vingt-neuf ans, Franklin Garrett prend son temps, réfléchit, et la réponse tombe, précise. Le premier homme incinéré ? Un physicien suédois, porteur d'une maladie infectieuse, de passage à Atlanta en 1850. L'homme avait tellement peur d'être brûlé vivant qu'il se trancha une artère pendant son agonie.

Dans son bureau, Franklin Gar-

rett ne se lasse pas d'allumer et d'éteindre sa lampe. Sous l'abat-jour, une locomotive du Far West se met en marche. Les roues tournent, les phares s'allument. « Il ne manque plus que la fumée ! », s'amuse-t-il. Au-dessus, le portrait d'un homme austère, un ami du siècle dernier, Eugene Mitchell, procureur général d'Atlanta et, accessoirement, père de Margaret, auteur d'Autant en emporte le vent.

Franklin Garrett aime toujours les trains. « Rien de tel aujourd'hui qu'une bonne cabine Pullman dans un Miami-New York. C'est confortable, c'est long, et on ne voit pas les nuages », dit-il. On retrouve aussi une locomotive montée sur son épingle à cravate, et l'homme a tendance à répéter, à chaque réponse, qu'Atlanta est née du train. « La ville s'appelait Terminus, et ce qui a perdu Atlanta au moment de la guerre civile, c'est qu'elle était deve-

nue un nœud ferroviaire, on pouvait y accéder par cinq lignes. » Franklin Garrett est incollable sur la grande bataille d'Atlanta, les noms des vétérans, leurs familles, leurs adresses. La guerre était un « événement malheureux, mais, enfin, elle a permis une reconstruction rapide et intelligente, la ville s'est ouverte, des gens de tous horizons sont venus s'installer. » A Atlanta, on a la psychologie de Rex Buttker, le héros d'Autant en emporte le vent, explique le vieil homme : cette ville ne s'est jamais enfoncée dans le passé, se réinvente elle-même, rebondit, voit plus grand. Le train, l'avion, la télévision, Coca-Cola, « en avant ! »

Au début du siècle, Franklin Garrett est l'un des rares membres de la middle class blanche à s'intéresser au passé. Dès qu'il a sa bicyclette, il se promène dans les cimetières. « Je voulais savoir qui étaient les gens. » Et il devient historien

comme ça, en notant de tombe en tombe. Il fait son droit et travaille comme commis dans un magasin, mais ses loisirs, il les passe dans les bibliothèques, les salles de rédaction des journaux.

En 1930, il enregistre tous les noms dans tous les cimetières de la ville. Margaret, la fille de son ami Eugene Mitchell, vient souvent le voir. Elle invente des personnages et, dans cette ville du Sud, elle cherche à ne froisser aucune famille. « Elle voulait éviter que les noms de ses héros coïncident avec ceux des gens d'Atlanta. » Il se souvient très bien d'elle : « Elle était attirante, pas la plus jolie fille de la ville, petite, 4 pieds 11 pouces je crois, mais joyeuse, active, intelligente. » Il n'a jamais compris pourquoi elle s'attachait à faire disparaître toutes ses archives, toute trace d'elle après sa mort.

Franklin Garrett décrit aussi les

maisons, l'origine des rues, la généalogie des notables, comme un almanach, une encyclopédie du détail. Mais il avoue s'être arrêté un peu à partir des années 60. Si bien que l'homme est un peu court sur le mouvement des droits civiques et l'épopée de Martin Luther King. « J'ai laissé ça à un plus jeune. » Ce qu'il peut dire, c'est que les Noirs, qui n'avaient pas le droit à l'instruction avant la guerre de Sécession, se sont mis à lire et écrire après la guerre, et c'est une bonne chose.

Aujourd'hui, Atlanta dispose d'une classe moyenne noire développée, et la ville « compte plus de Noirs diplômés que n'importe quelle autre ville des États-Unis ». De Martin Luther King, il dit seulement : « Nous n'étions pas des amis proches. Il avait une conversation plaisante. »

Dominique Le Guilledoux

PROGRAMMES (heure française)

MARDI 23 JUILLET

Aviron. Repêchages. 15.00 : Deux scis barreur M ; 15.30 : Deux sans barreur D ; 21.40 : Deux de couple M ; 22.20 : Deux de couple D ; 22.30 : quatre sans barreur M ; 22.40 : huit M ; 23.10 : skiff M.

Base-ball. 16.00 : Cuba - Pays-Bas ; 21.00 : Corée du Sud-Nicaragua ; 2.00 : Japon-Australie.

Basket-ball. Tournoi féminin. 16.00 : Chine-Japon (gr. A) ; 16.20 : Canada-Italie (gr. A) ; 21.00 : États-Unis-Ukraine (gr. B) ; 22.00 : Australie-Zaïre (gr. B) ; 2.00 : Russie-Brazil (gr. A) ; 4.00 : Cuba-Corée du Sud (gr. B).

Boue. Mouches, mi-moyens, super-lourds. 19.30-2.00 : premiers tours.

Equitation. 12.45 : Concours complet par équipes (parcours de fond) ; 21.00 : Concours complet individuel (dressage).

Escrime. Épée par équipes M. 16.00 : éliminatoires. 20.35 : demi-finales et finale.

Football. 23.30 : Brésil-Japon D (gr. F) ; 0.00 : Danemark-Chine D (gr. E) ; États-Unis - Suède D (gr. E) ; 0.30 : Norvège-Allemagne D (gr. F) ; 2.00 : Corée du Sud-Mexique M (gr. C) ; 2.30 : Brésil-Hongrie M (gr. D) ; Japon-Nigeria M (gr. D) ; 3.00 : Ghana-Italie M (gr. C).

Gymnastique. 15.40/17.40/21.00/23.10 : Concours par équipes D.

Haltérophilie. 16.00/18.30/22.00 : 70 kg.

Hockey. 15.00 : Pays-Bas-Grande-Bretagne M ; Australie-Allemagne D ; 17.00 : Espagne-Argentine D ; 23.30 : Malaisie-Afrique du Sud M ; Pays-Bas - Corée du Sud D ; 2.00 : Australie-Corée du Sud M ; États-Unis - Grande-Bretagne D.

Judo. 78 kg M, 61 kg D. 15.25 : éliminatoires ; 18.20 : repêchages ; 21.55 : demi-finales et finales.

Lutte gréco-romaine. 52 kg, 62 kg, 74 kg, 80 kg, 90 kg, 100 kg. 16.00 : éliminatoires ; 21.30 : finales.

Natation. 400 m libre M, 200 m brasse D, 100 m dos M, 100 m papillon D, relais 4 x 100 m M. 16.00 : éliminatoires ; 1.30 : finales.

Soft-ball. 15.30 : Chine-Canada ; 17.30 : Taiwan - Pays-Bas ; 0.30 : Japon - États-Unis ; 3.00 : Australie-Porto Rico.

Tennis. Simple M et D. 16.00 : premier tour.

Tennis de table. Doubles M et D. 16.30 : éliminatoires.

Tir. Pistolet libre 50 m M, double trap D. 15.00 : éliminatoires ; 18.00 : pistolet libre 50 m M, finale ; 20.30 : double trap D, finale.

Volley-ball. Planche à voile M et D, Laser, Europe D, Star, Finn M, Soling, Tornado. 19.00 : manches 3 et 4.

Volley-ball. Tournoi masculin. 16.00 : Russie - Pays-Bas (gr. B) ; 18.30 : Brésil-Bulgarie (gr. A) ; 22.00 : Argentine - États-Unis (gr. A) ; 0.30 : Italie-Tunisie (gr. B) ; Yougoslavie-Corée du Sud (gr. B) ; 4.00 : Cuba-Pologne (gr. A).

Volley-ball de plage. 14.00-20.30 : éliminatoires M et D.

Water-polo. 17.00 : Allemagne-Yougoslavie (gr. A) ; 18.40 : Pays-Bas - Russie (gr. A) ; 21.00 : Italie-Grecs (gr. B) ; 22.40 : Espagne-Hongrie (gr. A) ; 0.20 : Ukraine-Croatie (gr. B) ; 4.00 : États-Unis - Roumanie (gr. B).

MERCREDI 24 JUILLET

Aviron. Deux de couple poids légers M et D, quatre sans barreur poids légers M, quatre de couple M et D, huit M et D. 15.00 : repêchages.

Baseball. 21.00 : Italie-Etats-Unis ; 2.00 : Corée du Sud-Cuba.

Basket-ball. Tournoi masculin. 16.00 : Chine-Argentine (gr. A) ; Yougoslavie-Corée du Sud (gr. B) ; 21.00 : Australie-Brazil (gr. B) ; Croatie-Angola (gr. A) ; 2.00 : Grèce-Porto Rico (gr. B) ; Liban-Etats-Unis (gr. A).

Boue. 19.30/2.00 : premiers tours.

Cyclisme (piste). 16.00 : Poursuite individuelle M, sprint D (éliminatoires), kilomètre M (finale) ; 22.30 : sprint M éliminatoires et repêchages.

Equitation. 15.00 : Concours complet par équipes (saut d'obstacles) ; 21.00 : Concours complet individuel (dressage).

Escrime. Épée par équipes D et sabre par équipes. 16.00 : des huitièmes aux demi-finales ; 20.35 : troisièmes et finales.

Football. 3.00 : France-Arabie saoudite M ; Espagne-Australie M ; 23.30 : Argentine-Tunisie M ; États-Unis-Portugal M.

Gymnastique. 22.15 : Concours général M.

Haltérophilie. 18.30/22.00 : 75 kg.

Handball. Tournoi masculin. 16.00 : Russie-Koweït ; 18.00 : France-Egypte ; 23.00 : Croatie-Algérie ; 23.30 : Suède-Etats-Unis ; 3.00 : Allemagne-Brazil.

Hockey. Tournoi masculin. 15.00 : États-Unis-Inde ; 3.30 : Espagne-Argentine ; 2.00 : Allemagne-Pakistan.

Judo. 71 kg M, 56 kg D. 15.30 : éliminatoires et repêchages ; 21.00 : finales.

Natation. 16.00 : 200 m brasse M, 200 m 4 nages D, 100 m papillon M, relais 4 x 100 m 4 nages D, 800 m libre D (éliminatoires) ; 23.30 : 200 m brasse M, 200 m 4 nages D, 100 m papillon M, relais 4 x 100 m 4 nages D finales.

Softball. 15.00 : États-Unis-Taiwan, Porto Rico-Cuba (gr. B) ; 1.30 : États-Unis-Chine (gr. A) ; 4.00 : Corée du Sud-Ukraine (gr. A).

Volley-ball de plage. 15.00/20.00 : éliminatoires M et D.

Water-polo. 17.00 : Hongrie-Yougoslavie (gr. A) ; Russie-Espagne (gr. A) ; 21.00 : Grèce-Ukraine (gr. B) ; Pays-Bas-Allemagne (gr. A) ; Italie-Roumanie (gr. B) ; 4.30 : Croatie-Etats-Unis (gr. B).

FINANCES

realisation... public... de genre... 1500 participants...

La gestion des actifs

Stratégies... de la...

LE CFA...

LE CFA...

LE CFA...

LE CFA...

LE CFA...

LE CFA...

LE CFA...

LE CFA...

LE CFA...

LE CFA...

LE CFA...

LE CFA...

LE CFA...

LE CFA...

LE CFA...

LE CFA...

LE CFA...

LE CFA...

LE CFA...

LE CFA...

LE CFA...

LE CFA...

LE CFA...

LE CFA...

LE CFA...

LE CFA...

LE CFA...

LE CFA...

LE CFA...

LE CFA...

LE CFA...

LE CFA...

LE CFA...

LE CFA...

LE CFA...

LE CFA...

■ LA BOURSE DE TOKYO a fini en hausse de 0,75 % mardi 23 juillet. L'indice Nikkei s'est inscrit à 21 163,69 points en clôture, sur une progression de 158,06 points.

■ L'OR a ouvert en hausse, mardi, sur le marché international de Hongkong. L'once s'échangeait à 384,80-385,10 dollars, contre 384,50-384,80 dollars lundi en clôture.

■ LE DOLLAR s'inscrivait à 107,19 yens, mardi en fin d'après-midi, sur le marché des changes de Tokyo, contre 107,50 yens lundi soir à New York.

■ LA BOURSE DE PARIS a débuté la semaine sur une note morose, lundi en clôture, l'indice CAC 40 s'inscrivait largement sous les 2 000 points, en baisse de 1,63 %, à 1 960,33.

■ LES COURS DU PÉTROLE BRUT se sont nettement redressés, lundi, à la clôture sur le marché à terme new-yorkais. Le baril de référence a gagné 40 cents, à 21,40 dollars.

LES PLACES BOURSILIÈRES

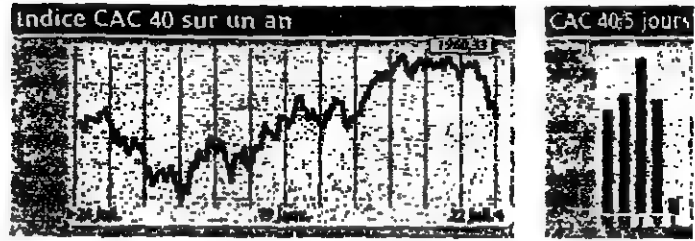


Paris se redresse

LA BOURSE DE PARIS se reprenait timidement mardi, dans un marché toujours influencé par Wall Street. En milieu de journée, l'indice CAC 40 regagnait 0,44 %, à 1 969,01 points, après la forte baisse de la veille (-1,63 %). Le CAC 40 avait entamé la journée sur une progression de 0,39 %.

Dans l'ensemble, le marché était très calme. La faiblesse du dollar, qui s'inscrivait à 5,0190 francs mardi matin, contre 5,0335 francs lundi, pesait sur les valeurs tournées vers l'exportation. La nervosité de Wall Street, lundi soir, qui a terminé sur une baisse de 35,88 points (-0,66 %), inquiète toujours les opérateurs français.

Deux importantes opérations ont animé le marché : l'OPA acceptée d'Auchan sur Docks de France et la vente par les AGF de leur foncière la Fourmi Immobilière à Sefimeg. Docks de France a annoncé mardi matin avoir accepté l'OPA d'Auchan, légèrement améliorée, à 1270 francs par action, contre une offre initiale de



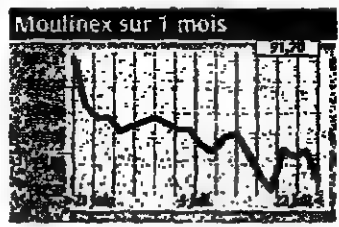
1250 francs. Sefimeg, société fondée, progresse de 5,7 %, le marché ayant bien accueilli son opération de rachat de la Fourmi Immobilière au groupe AGF. De

leur côté, les AGF profitent également de cette transaction, qui leur permet d'augmenter de 5 milliards de francs leur portefeuille immobilier, et le titre gagne 5,8 %.

Moulinex, valeur du jour

LE TITRE Moulinex a nettement reculé, lundi 22 juillet, à la Bourse de Paris. Les boursiers n'ont guère apprécié, lors de l'assemblée générale du groupe, les déclarations de son président, Pierre Blayau, selon lesquelles la marge d'exploitation en 1996 ne serait pas meilleure que celle de 1995. Le titre, qui gagne encore 36,9 % depuis le début de l'année, a perdu 3,7 %, à 91,70 francs, dans un volume de 20 000 titres. Les opérateurs redoutent également une dilution

après le renforcement des fonds propres, dont le montant sera compris entre 600 millions et 1 milliard de francs.



PRINCIPAUX ÉCARTS AU RÈGLEMENT MENSUEL

HAUSSES, 12h31	Cours au 23/07	Var. %	Var. %
AGF-Ausl. France	135,90	+4,48	+18,38
Cadogan Guichard	135,50	+4,42	+26,10
UDC (DATI)	299	+4,49	+33
Canal +	1181	+4,45	+28,64
Sofinco	911	+4,42	+1,84
Guyenne Gascogne	1864	+3,48	+39,62
Promodes	157	+2,26	+15,28
Brenat	111	+2,20	+21,27
Sommer-Hilbert	113	+2,20	+19,81
Messagerie Inter.	15	+2,20	+11,94

PRINCIPAUX ÉCARTS AU SECOND MARCHÉ

HAUSSES, 12h31	Cours au 23/07	Var. %	Var. %
AGF-PPC	500	+3,35	+5,35
Develup-Lytle	630	+3,27	+69,35
Phelia (L)	143,80	+4,49	+26,25
Phelia (L)	119	+4,45	+36,4
Dynco-Matignon	1530	+4,42	+18,32

VALEURS LES PLUS ACTIVES

SÉANCES, 12h31	Changements	en %
Poliflex	2850	+16155,61
Euro (Ch. des)	31280	+161055,60
AGF-Ausl. France	549291	+734599,30
Canal +	57199	+66770,71
Total	159152	+506540,40
Eastern Midcom	121335	+481093,30
Promodes	34253	+64650,70
Carrefour	15846	+42281,79
LMH-Mot. Valentin	36094	+406440,8
ST Aquitaine	111331	+395081,70

INDICES SBF 120-250, MIDCAC ET SECOND MARCHÉ

Ind. SBF 120	1392,14	+391,79	+1,39
Ind. SBF 250	1550,95	+338,97	+1,32
Ind. Second Marché	286,34	+286,34	+1,34
Ind. MidCAC	120,99	+120,99	+0,55

FRANCFORT

Alfano Holding N	262,50	267,50
Bayer AG	40,20	41,10
Bayer AG	50,60	51,85
Bayer AG	41,40	41,92
Bayer AG	49,40	49,48
Bayer AG	84,40	84,50
Commerzbank	336,80	336,80
Commerzbank	24,10	24,18
Daimler-Benz AG	77,48	78,25
Deutsche	501	506
Deutsche	69,50	69,70
Deutsche	73,50	74,30
Dresdner Bank AG	39	39,50
Henkel AG	60,10	62,40
Hoechst AG	49,20	50,70
Karstadt AG	540	548
Karstadt AG	379	379
Karstadt AG	89	92
LTW AG	210,20	211,20
Mann AG	364	369,50
Mann AG	329,50	335,50
Metz AG	26,35	26,15
Praxair AG	362,30	367
Praxair AG	52,30	54,35
Schering AG	101,80	102,50
Siemens AG	76,49	77,24
Thyssen	268,10	271,08
Veba AG	75,30	77,40
Vlag	574,30	586
Willing AG	782,50	795,20

Tokyo au-dessus des 21 000 points

LA BOURSE DE TOKYO a terminé la séance en hausse mardi 23 juillet, effaçant ses pertes initiales sans qu'il s'agisse d'une reprise réelle. L'indice Nikkei a gagné 158,06 points, soit 0,75 %, à 21 163,69 points.

La veille, Wall Street a connu de nouvelles tribulations, en raison de consolidations de positions après la volatilité récente. L'indice Dow Jones a finalement perdu 35,88 points, à 5 390,94 points. « La remontée des actions (en fin de semaine dernière) n'est pas convaincante », a affirmé pour sa part Byron Wien, analyste chez Morgan Stanley. M. Wien estime que la conjoncture économique aux États-Unis est plus solide qu'elle n'apparaît, que l'inflation va s'accroître et la politique monétaire se resserrer. Tous ces facteurs de-

vraient entraîner une poursuite de la correction de Wall Street.

En Europe, la Bourse de Londres a perdu du terrain, dans le sillage de Wall Street. L'indice Footsie a cédé, lundi, 29,2 points, à 3 681,3 points, soit en recul de 0,8 %. Outre-Rhin, la Bourse de Francfort a également reculé : l'indice DAX a baissé de 1,5 % en clôture, à 2 482,40 points.

INDICES MONDIAUX

Cours au 23/07	Cours au 22/07	Var. %
Paris CAC 40	1960,33	-1,63
New-York DJ Indus.	5388,35	-0,71
Tokyo Nikkei	21163,69	+0,75
Londres FT 100	3676,10	-0,58
Francfort DAX 30	2482,40	-1,52
Francfort Commer.	877,63	-0,80
Bruisell General	1753,40	-1,22
Milan MIB 30	985	-0,85
Amsterdam C. C.	399,60	-1,56
Madrid IBEX 35	342,25	-0,58
Stockholm Afdel.	1452,72	-0,58
Londres FT 30	2701,50	-0,56
Hong Kong Hang S.	10798,30	-0,44
Singapore Straits	2174,05	-1,32

NEW YORK

Alcoa	35,87	34,37
American Express	41	41,50
Allied Signal	55,87	55,37
AT & T	51,62	53,50
Bethlehem	10	10
Boeing Co	86,37	87,25
Caterpillar Inc.	65,75	67
Chrysler Corp.	57,62	58,12
Coca-Cola Co	47,12	47,12
Dow Chemical	56	57,37
Du Pont Nemours & Co	76,12	76,12
Eastman Kodak Co	73,25	73,75
Exxon Corp.	48,12	47
Gen. Electric Co	80,87	82
Goodyear T & Rubber	42,75	43,12
IBM	90,25	92,62
Intl Paper	38,25	38,87
J.P. Morgan Co	65,50	64,87
Kellogg	64,12	64,12
Kimberly & Clark	65,62	64,62
Minnesota Mining & Mfg.	62,12	63,37
Phillips Morris	99,67	100,50
Procter & Gamble Co	86,12	85,50
Sears Roebuck & Co	42,62	44,12
Tesco	66,50	66,50
Union Carb.	36,75	36,75
Unilever	166,75	168
Westingh. Electric	16,75	17,25
Woodworth	19,87	20,37

LONDRES

Allied Lyons	22,87	22,87
Barclays Bank	7,38	8,04
B.A.T. Industries	4,87	4,93
British Aerospace	9,43	9,44
British Airways	5,14	5,21
British Gas	1,50	1,86
British Petroleum	5,47	5,48
British Telecom	3,37	3,38
B.T.E.	2,37	2,36
Cadbury Schweppes	4,93	4,94
Eurotunnel	1,08	1,09
Foris	3,70	3,70
Glaxo	8,89	8,92
Grand Metropolitan	4,24	4,31
Guinness	4,67	4,73
Hanson PLC	1,58	1,62
Great Pl.	6,21	6,30
H.S.B.C.	10,17	10,22
Imperial Chemical	7,25	7,29
Legal	6,98	7
Marks & Spencer	4,76	4,84
National Westminster	6,18	6,27
Peninsular Oriental	4,93	4,96
Reuben	6,30	6,30
Sainsbury & Sainsbury	1,15	1,12
Shell Transport	9,22	9,37
Tate and Lyle	4,56	4,59
Unilever Ltd	12,33	12,46
Zeneca	13,90	13,95

FRANCFORT

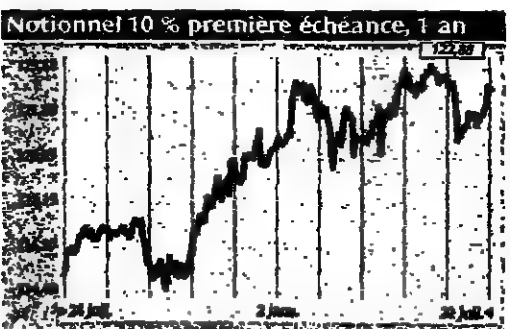
Alfano Holding N	262,50	267,50
Bayer AG	40,20	41,10
Bayer AG	50,60	51,85
Bayer AG	41,40	41,92
Bayer AG	49,40	49,48
Bayer AG	84,40	84,50
Commerzbank	336,80	336,80
Commerzbank	24,10	24,18
Daimler-Benz AG	77,48	78,25
Deutsche	501	506
Deutsche	69,50	69,70
Deutsche	73,50	74,30
Dresdner Bank AG	39	39,50
Henkel AG	60,10	62,40
Hoechst AG	49,20	50,70
Karstadt AG	540	548
Karstadt AG	379	379
Karstadt AG	89	92
LTW AG	210,20	211,20
Mann AG	364	369,50
Mann AG	329,50	335,50
Metz AG	26,35	26,15
Praxair AG	362,30	367
Praxair AG	52,30	54,35
Schering AG	101,80	102,50
Siemens AG	76,49	77,24
Thyssen	268,10	271,08
Veba AG	75,30	77,40
Vlag	574,30	586
Willing AG	782,50	795,20

LES TAUX



La Bundesbank immobile

LE CONTRAT NOTIONNEL du Matif qui sert à mesurer la performance des emprunts d'État français a ouvert en baisse, mardi 23 juillet, sous l'effet de prises de bénéfice. Le contrat septembre abandonnait 20 centimes dès l'ouverture à 122,98. La Bundesbank a annoncé mardi une prise en pension au taux fixe de 3,30 % sur quatorze jours, laissé inchangé sa politique contrairement aux attentes des marchés.



LES TAUX DE RÉFÉRENCE

Taux 22/07	Taux jour le jour	Taux 10 ans	Taux 100 ans	Indice des prix
France	3,55	6,42	7,19	2,40
Allemagne	3,35	6,99	7,12	1,60
Grande-Bretagne	5,89	7,89	8,20	2,20
Italie	6,67	9,43	9,77	4,30
Japon	0,44	3,37	—	—
Euro-Union	5,73	6,80	6,98	2,80

MARCHÉ OBLIGATAIRE DE PARIS

Taux de rendement	Taux au 22/07	Taux au 19/07	Indice (base 100 fin 95)
Fonds d'État 3 à 5 ans	5,27	5,29	100,64
Fonds d'État 5 à 7 ans	5,86	5,88	101,60
Fonds d'État 7 à 10 ans	6,25	6,26	102,98
Fonds d'État 10 à 15 ans	6,49	6,49	101,91
Fonds d'État 15 à 20 ans	7,08	7,07	102,62
Obligations françaises	6,66	6,78	101,61
Fonds d'État à TME	1,35	1,33	100,99
Fonds d'État à TRE	1,35	1,32	101,24
Obligat. franc. à TME	1,39	1,44	100,59
Obligat. franc. à TRE	0,19	0,18	100,17

LE MARCHÉ MONÉTAIRE (taux de base bancaire 0,75 %)

Acteur	Acteur	Acteur	Acteur	Acteur
22/07	22/07	22/07	22/07	22/07
1 mois	3,55	3,70	3,75	3,75
3 mois	3,65	3,80	3,71	3,83
6 mois	3,70	3,85	3,79	3,91
1 an	3,78	3,90	3,82	4,14
PIBOR FRANCS	3,748	—	3,748	—
Pibor France 1 mois	3,755	—	3,755	—
Pibor France 3 mois	3,765	—	3,765	—
Pibor France 6 mois	3,775	—	3,775	—
Pibor France 9 mois	3,785	—	3,785	—
Pibor France 12 mois	3,795	—	3,795	—
Pibor ECU	4,049	—	4,049	—
Pibor Ecu 3 mois	4,042	—	4,042	—
Pibor Ecu 6 mois	4,070	—	4,070	—
Pibor Ecu 12 mois	4,020	—	4,020	—

MATIF

Échéances 22/07	volume	devenir	plus haut	plus bas	premier prix
NOTIONNEL 10 %	57190	122,98	123,20	122,80	123,18
Sept. 96	913	121,54	121,50	121,54	121,50
Dec. 96	146	121,30	121,45	121,30	121,55
Mars 97	—	—	—	—	—
juin 97	—	—	—	—	—
PIBOR 3 MOIS	807	96,14	96,19	96,16	96,17
Dec. 96	447	96,05	96,08	96,04	96,06
Mars 97	222	95,82	95,88	95,87	95,86
juin 97	348	95,58	95,63	95,56	95,61
ECU LONG TERME	1480	—	91,75	91,62	91,75
Sept. 96	900	—	95,56	95,56	95,56

CONTRATS À TERME SUR INDICE CAC 40

Échéances 22/07	volume	devenir	plus haut	plus bas	premier prix
juillet 96	15915	—	1997	1981	1993
août 96	3745	2000	2001,50	1992	1998,50
sept. 96	678	2006,50	2015	1975,50	1974,50
dec. 96	—	—	—	—	1993

LES MONNAIES

Fermeté du franc

LA DEVISE FRANÇAISE restait ferme, mardi 23 juillet, au cours des premières transactions interbancaires. Le deutschemark s'échangeait à 3,3845 francs, contre 3,3855 francs la veille au soir et 3,3855 francs selon le cours indicatif de la Banque de France. Le dollar cotait 5,0140 francs et 1,4818 deutschemark. La veille, le franc avait déjà gagné du terrain,

profitant d'anticipations de prochaines baisses de taux en France et en Allemagne, tandis que le dollar perdait des fractions, pénalisé par l'ouverture en baisse de Wall Street. La monnaie française profite, en effet, des anticipations sur une poursuite de la détente monétaire en France, où la Banque de France avait piloté à la baisse vendredi le taux au jour le jour (à 3,56 %).

MARCHÉ DES CHANGES À PARIS

Allemagne (100 dm)	338,5500	-0,067	327	331
Ecu	6,9390	+0,028	—	—
Etats-Unis (1 usd)	3,0460	-0,237	4,780	4,890
Belgique (100 b)	16,4285	-0,10	—	—
Fr.-Brs (100 fl)	301,2900	-0,15	—	—
Italie (100 l)	3,5410	+0,24	—	—
Danemark (100 kr)	82,7900	-0,20	—	—
Irlande (1 lpo)	8,1130	+0,05	—	—
Ecu-Bretagne (1 L)	7,8195	-0,06	—	—
Grèce (100 drach.)	2,1375	-0,23	—	—
Suède (100 lrs)	76,4000	+0,004	—	—
Finlande (100 m)	415,3600	-0,20	—	—
Hongrie (100 f)	76,7500	+0,01	—	—
Portugal (100 esc)	4,0145	-0,01	—	—
Espagne (100 pes)	4,0145	-0,01	—	—
Portugal (100 esc)	3,2950	—	—	—
Canada 1 dollar c	3,6924	-0,18	—	—
Japan (100 yen)	4,6796	+0,23	—	—
Finlande (mark)	111,3900	-0,35	—	—

CAC 40

PARIS

+0,47%
CAC 40
1969,5

%	Montant coupon (1)	Titre	2001
1,49	0,00	Com. 100% (100% TVA)	27
0,39	0,00	Com. 100% (100% TVA)	27
0,42	0,00	Dods France	27
0,15	0,00	Dods France	27
0,44	0,00	Dods France	27
0,38	0,00	Dods France	27
0,22	0,00	Dods France	27
0,27	0,00	Dods France	27
0,18	0,00	Dods France	27
0,65	0,00	Dods France	27
1,96	0,00	Dods France	27
0,19	0,00	Dods France	27
0,82	0,00	Dods France	27
1,15	0,00	Dods France	27
0,414	0,00	Dods France	27
0,54	0,00	Dods France	27
1,28	0,00	Dods France	27
0,79	0,00	Dods France	27
1,51	0,00	Dods France	27
0,42	0,00	Dods France	27
0,30	0,00	Dods France	27
1,68	0,00	Dods France	27
0,65	0,00	Dods France	27
1,05	0,00	Dods France	27
0,77	0,00	Dods France	27
0,24	0,00	Dods France	27
0,10	0,00	Dods France	27
0,86	0,00	Dods France	27
1,11	0,00	Dods France	27
0,210	0,00	Dods France	27
0,29	0,00	Dods France	27
0,07	0,00	Dods France	27
1,06	0,00	Dods France	27

1285	1688	-0.05	153
1125	1715	-0.05	153
449.0	169.35	-0.05	153
424.23	4.0	-0.04	15
53	32.58	-0.04	4
14.70	18	-0.04	1
228	92.90	-0.03	2
91.70	92.90	-0.03	2
129.80	129.10	-0.03	1
565	561	-0.03	5
92.50	98	-0.06	2
26.30	25.88	-0.15	1
178	1192	-0.02	1
202	201.94	-0.01	2
309	308.10	-0.01	1
1976	1977	-1.00	1
385	387	-1.00	1
595	592	-0.05	5
942	942	-0.05	5
1327	1327	-2.50	2
376.50	377	-1.00	1
57	57	-0.09	1
100.30	99	-0.09	1
1275	1272	-0.25	1
123.90	123.90	-0.01	1
26.30	26.30	-0.01	1
1130	1130	-0.35	1
4250	4248	-0.25	1
177.60	177.60	-2.26	2
265	265	-0.01	1
625	625	-0.01	1
1280	1280	-0.07	1
465	465	-0.07	1
015	015	-1.92	1
362	367	-1.30	1
1659	1597	-1.24	1
777	777	-2.04	2
26.30	26.30	-0.03	1
200	200	-0.03	1
800	800	-1.13	1
318.50	318.50	-1.16	1
230.00	230.00	-0.10	1
96.30	96.30	-0.05	1
96	96	-0.05	1
101	101	-0.05	1
471.90	471.90	-0.46	1
1180	1180	-0.40	1
469	469	-0.53	1
351	351	-0.53	1
2620	2620	-0.22	1
116.00	116.00	-2.16	2
1990	1990	-0.05	1
483	483	-0.27	1
2620	2620	-0.22	1
17.80	17.80	-0.69	1
402	400	-1.25	1
447	445	-1.24	1
136.60	136.60	-0.14	1
39.70	39.70	-0.05	1
102.60	102.60	-0.07	1

[illegible]

	10	14,30	+ 0,12	32,13
		99,70	- 0,36	7,54
		100		1,45
		355,30	- 2,02	0,24
		88		0,25
		220	+ 0,49	0,39
1,50		517,10	+ 1,30	1,80
2		99,38	- 2,43	0,17
		48		0,28
		309,30	+ 0,52	0,80
		95		0,62
		225	- 0,57	1,20
		222	+ 0,88	1
		9325	- 3,15	60,45
4,50		230	- 0,04	4,36
		111,90	- 1,84	0,29
2		322,20	- 1,57	1,47
		30,70	- 0,65	0,75
10,10		498,7	- 0,49	1,78
		487,1	+ 0,15	72,68
10,20		34,50	+ 0,42	11,76
		222,62	+ 2,52	0,80
19		28	- 3,44	1,40
19		377,58	- 1,88	1,41
		166		1,46
		72,40	- 0,41	1,60
10,50		31,20	- 0,26	0,77
10,70		31,20	- 0,88	0,80
92,85				0,17
10		274,38	+ 0,40	2,29
15,70		26,30	- 0,26	0,30
16		28	- 1,91	0,25
19		218	- 0,14	10,52
19		232	+ 0,56	4,46
27		278	- 1,68	0,80
27				7,46
16,20		29	- 3,61	2,16
16,30		167	- 0,10	0,34
16		25	- 0,51	0,60
2,24		3,71	- 1,09	0,60

Phong
QAT
CAT

12h31 DAT
DAT
DAT
DAT

AT 520.85-87 CAs	99.7
AT AT TMB 57.79 CAs	108.4
AT AT AT 0.1235 59-59 CAs	111.1
AT AT 2.50% 50-60 CAs	117.3
AT AT 35.90 TRA CAs	118.7
AT AT 10.95-10 CAs	116.4
AT AT 89-01 TIME CAs	117.3
AT AT 8.5% 67-02 CAs	116.3
AT AT 2.50% 59-19 CAs	116.2
AT AT 2.50-80-25 CAs	
NCP 6.9% 67-94 CAs	
AT 5.9% 67-94 CAs	922

[illegible]

ETRANGERS

Bayern Verdring
Commerzbank AG
Flux Ord.
Gevaert
Gold Fields
Kubota Corp.
Marellation
Olympus Opt.
Ozonarmet N.A.
Robeco
Rochemed N.A.
Rohlfen
Solway SA

ABBREVIATIONS

B = Bonds
N = Nations
SYMBOLS
1 = 1st
2 = 2nd
category
o = offer
d = demand

RES	period	counts
anc.	14623	34,4020
inc.	1130	1140
	19	18
th	115	155
	33,50	33,50
cap.	10,05	10,05
	49,20	49,20
	330	330
	364,20	364,20
	139,10	139,10
	396,50	397,10
	3100	3100

NOTIONS

U = Lille; L = Lyon; M = Marseille;
N = Nantes.

5. Catégories de cotation + sens indication

- c coupon détaché; e sans intérêt détaché;
- d = demandé; f offre réduite;
- N = notation; c = contrat d'annulation.

•

12h31

Comp. Euro. Tele. CRT	358
Confidancy S.A.	295
A. Haute Normand	309
A. Paris IDF	370
A. Life & Ylaine	544
A. Oise CCI	26
Arrecks	53
Arvenal	47
Arvenal (Ly)	48
Aucous Serv. Rapide	56
Econ. Trav. Tempo Ly	24
Europ. Estab. (Ly)	31
Europ. Propagation	27
Expanded S.A.	77
Factories	23
Falshy #9	31
Finscor	30
Fintinfo	52
Franchin	6
Gaudier France II	2
Gal 2000	1
GPI Industries E.	5

41.25	4,400	Polysulfone Res (90)
234	265	Radical
617	250	Ruby/Cambium
1169	165	Regel Indent
154	130	Regel Indent
309.50	230	Resin-Guided
255	220	Scrubber
440	205	Seal
230	195	Silica (U)
148.10	145	Silicone
63.05	25.00	Silicone (H)
154	155.00	Silicone (Ph)
531	340	Siph
350	280	Siph/Kellan
1180	1100	Syn
240	230.00	Tal
89.25	85	Tal
79	79	Thermal
67.5	60	Thermal (H)
60.00	50	Thermal (H)
185	185	Union
863	863	Union Fr
163	163	Union Fr
89	89	Union Fr
591	591	Union Fr

AU MARCHÉ		HOMME	
à 12h31		Une série de	
JUILLET		MARDI	
Cours précéd.	Derniers cours	VALEUR	
133	135	Credit Clém	
240	240	Galeries C	
429	429	Mamout	
185	180	Nobel	
274	273	Sat lectur	
211	208		
96,80	97,90		
117,00	118,00		
130	130		
70	70		
5,30	5,30		
		ABRÉV	
		B = Bord	
		Ny = Nord	
		SYMB	
		1 ou 2	
		catté gorg	
		d'atéch	
		d = den	
		réduite ;	
1113,34	1154,00	Cadence	

5-COTE

ation. Cours relevés à 12h31

23 JUILLET

	Cours précéd.	Derniers cours
2010	29	29,29
2010-2011	36,45	36,05
2011-2012	1400	1240
2012-2013	140	310
2013-2014	197	125,10

ATIONS

U = Lille; L = Lyon; M = Marseille;
N = Nantes.

25

catégories de cours - sans indication
s : cours précédents; o : coupon
o : droit décaissé; a : offert;
m : mode; r : offre réduite; & : demande
contrat d'animation.

1040,23	1040,22
---------	---------

P

et _____

BRIEF BANQUE POPULAIRE

Montréal _____
Oblig. tous caiss. _____

SCIAM MULTI-PROFESSEUR
L'invest. Bourrie Inc. D _____
Le Livret Professeur D _____
Nord Sud Développement C _____
Partenaires Intégrés C _____
Sciam Association C _____

FORNISCAN
Mutualité déposit. Sciam C _____

CAISSE D'ÉPARGNE
Écon. Actions Peur D _____
Écon. Capéciton C _____
Écon. Capitalisation C _____
Écon. Discriminatoire D _____
Écon. Expansion C _____
Écon. Économistes C _____
Écon. Investis. D _____
Écon. Intégration C _____
Écon. Monétaire C/D _____
Écon. Trésorerie C/D _____
Écon. Trivertisé D _____
Économistes Retire C _____

1579.75	1746.67	CIC
1658.49	1623.91	Canada
96.40		France
		France Pharm.
11377.25	11554.94	France Regions.
11546.94	11536.43	
11995.18	11923.29	
		CIC
		Canada
		France
		Spain
		United Monarch.
		United Nations
		Restraints
		CIC
		Credit
		Barco Solvents
		Lim 2000
		Lim Association
		Lim Pines
		Lim Pines
		Oilchem
		Solar 2000
		Steinhardt
		Steinhardt
		Steinhardt
		Triflow
		Triflow
		Credit
		France
		Ample Assets
		Credit Mut. Esp.
		Credit Mut. Esp.
		Credit Mut. Esp.
		Credit Mut. Esp.
		Credit Mut. Esp.

	1726,37	1483,53	Odyssey
	1099,39	1071,78	Odyssey
THSCHILD BANQUE			Capimono
	706,06	759,96	Capimono
Pol.	1859,71	1859,71	Capimono
Fin.	610,12	597,93	Capimono
Eng.	770,05	770,05	S.G. Fran.
			S.G. Fran.
			Sopimono
AL & GENERAL BANK			Sopimono
	1793,63	1793,63	Sopimono
	925,11	925,11	Fonds
Invest.	1785,62	1724,61	Favor Div.
			Sopimono
			Sopimono
Bank of Montreal			
Bank C	777,68	759,72	
Bank D	126,35	126,35	
Bank E	107,73	103,52	
Bank F	69,54	580,85	
Bank G	114,25	1149,09	
Bank H	100,39	100,39	
Bank I	144,92	144,92	
Bank J	136,34	136,34	
Bank K	502,70	574,07	
Bank L	159,08	149,35	
Bank M	334,01	624,01	
Bank N	479,55	520,72	
Bank O	224,54	234,09	
Bank P	930,28	911,12	
Bank Q	827,62	827,62	
GÉNÉRALE			
Bank R	5709,28	5709,28	
Bank S	3154,58	3154,58	

	1051,97	1041,20
.....	2807,08	2805,07
aire C	1864,84	1863,58
aire D	889,17	897,
	649,41	638,36
on France D	572,15	569,95
.....	1656,11	1625,64
opport. C	1977,08	1965,74
a D	1475,21	1461,58
.....	1356,85	1331,95
e D	913,87	914,56
	1744,25	1710,05
ements de placements		
.....	1256,08	1188,00
D	1615,60	1599,00
e tempo D	140,42	140,42

DOLES
du jeudi // cours précédents.

TE LA BOURSE EN DIRECT

15 LEMONDE

Total financier Le Monde : (T) 44 43 76 26

HORS-COTE

MARDI 23 JUILLET

VALEURS		Cours précéd.
Crédit Gén. ind.	♦	29
Général Occidentale	♦	36,45
Mutuel	♦	1400
Nobel	♦	160
Ses lecteurs du Monde	♦	199

ABRÉVIATIONS
 B = Bordeaux; L = Lille; Ly = Lyon
 N = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLES
 1 ou 2 = catégories de cotation
 catégorie 3: ♦ cours précédé
 de détaché; @ droit détaché
 d; demandé; * offre réduite
 réduite; # control d'animation.

Cadence 1 D.	1080
Cadence 2 D.	1063
Cadence 3 D.	1001
Capimobile C.	2807
Capimobile D.	1856
Capimobile D.	8501
Intermod C.	6445
Intersection France D.	5771
S.G. France optopt. C.	1657
S.G. France optopt. D.	1994
Sogerfrance C.	1379
Sogerfrance D.	1433
Sogepargne D.	3174
Sogivner C.	1747
Sogivner D.	1437
Fonds communs de placement	
Favor D.	121
Sogefrance D.	122
Sogefrance Tempo D.	14

SYMBÔLES
♦ cours du jour; ♦ cours précédent

TOUTE LA BOURSE
3615 LEM

Publicité financière Le Monde

3615 LEMONDE

Publicité financière Le Monde : (1) 44 43 76 2

DISPARITION

Peter Ludwig

La passion des collections d'œuvres d'art

PETER LUDWIG, industriel allemand, collectionneur d'art et mécène à l'origine, notamment de la création du Musée Ludwig de Cologne, est mort dans la nuit du 21 au 22 juillet à Aix-la-Chapelle, où il avait été hospitalisé il y a plusieurs semaines pour une crise d'appendicite. Il était âgé de soixante et onze ans.

Né en 1927 à Coblenz dans une famille bourgeoise qui collectionnait les antiquités et les porcelaines du XVIII^e siècle, Peter Ludwig avait hérité de l'entreprise familiale : une fabrique de chocolat, et d'un goût pour les collections d'œuvres d'art qu'il allait développer à grande échelle, comme sa chocolaterie.

COUP DE FOUDRE POUR LE POP ART

Ces collections, quelque 6 000 objets rassemblés pendant une quarantaine d'années par Peter Ludwig et son épouse Irène, comme lui docteur en histoire de l'art, touchaient à tous les domaines de l'art : sculptures, objets, peintures, manuscrits du Moyen Âge, art moderne et contemporain. Peter Ludwig le greffait à deux institutions d'Aix-la-Chapelle : un Musée Ludwig consacré à l'archéo-

logie et à l'art médiéval et l'autre à l'art contemporain hyper-réaliste et minimal, qui deviendrait le Ludwig-Forum pour la culture internationale, et présenterait par roulement des acquisitions récentes.

AVANT-GARDE SOVIÉTIQUE

Partisan depuis le milieu des années 70 de l'ouverture à l'Est, pour les marchés comme pour la culture, Peter Ludwig collectionnait aussi l'avant-garde soviétique du début du siècle et d'aujourd'hui. En 1995, il faisait notamment donation d'une centaine d'œuvres d'artistes russes et occidentaux au Musée russe de Saint-Petersbourg, et de trente-trois tableaux, parmi lesquels des Picasso, à un autre musée de cette ville.

Dernièrement, Peter Ludwig, dont l'anticonformisme est allé jusqu'à se faire portraiturer par Arno Breker, qui avait été le sculpteur préféré de Hitler, s'était engagé en faveur de l'établissement de relations artistiques avec la Chine : un musée de plus portant son nom doit ouvrir ses portes à l'automne à Pékin.

Geneviève Breuerette

logie et à l'art médiéval et l'autre à l'art contemporain hyper-réaliste et minimal, qui deviendrait le Ludwig-Forum pour la culture internationale, et présenterait par roulement des acquisitions récentes.

AVANT-GARDE SOVIÉTIQUE

Partisan depuis le milieu des années 70 de l'ouverture à l'Est, pour les marchés comme pour la culture, Peter Ludwig collectionnait aussi l'avant-garde soviétique du début du siècle et d'aujourd'hui. En 1995, il faisait notamment donation d'une centaine d'œuvres d'artistes russes et occidentaux au Musée russe de Saint-Petersbourg, et de trente-trois tableaux, parmi lesquels des Picasso, à un autre musée de cette ville.

Dernièrement, Peter Ludwig, dont l'anticonformisme est allé jusqu'à se faire portraiturer par Arno Breker, qui avait été le sculpteur préféré de Hitler, s'était engagé en faveur de l'établissement de relations artistiques avec la Chine : un musée de plus portant son nom doit ouvrir ses portes à l'automne à Pékin.

Geneviève Breuerette

JOURNAL OFFICIEL

Au Journal officiel daté lundi 15-mardi 16 juillet sont publiés :

● Cures thermales : un arrêté fixant les prix de nouveaux traitements de stations thermales.

● Cantines scolaires : un arrêté relatif au prix des cantines scolaires et de la demi-pension dans les collèges et lycées d'enseignement public pour l'année scolaire 1996-1997.

● Environnement : un décret relatif aux actions en représentation conjointe des associations agréées de protection de l'environnement ; un décret portant application de l'article 15 de la loi du 3 janvier 1992 sur l'eau.

● Conseil constitutionnel : plusieurs décisions du Conseil constitutionnel, concernant la contestation d'élections dans le Bas-Rhin, la Réunion, la Corse-du-Sud, les Pyrénées-Atlantiques, la Seine-Maritime ; une décision constatant la déchéance de Pierre Lacour (centriste, Charente) de sa qualité de membre du Sénat (Le Monde du 15 juillet).

Au Journal officiel du mercredi 17 juillet sont publiés :

● Déconcentration : un décret relatif au contrôle financier déconcentré, il participe au processus de déconcentration des compétences et des crédits. Actuellement, les directeurs des administrations déconcentrées doivent demander le visa d'un contrôleur financier ministériel parisien pour engager des dépenses. Ce processus étant contraignant, le gouvernement prévoit d'instituer des contrôleurs financiers régionaux, à compter du 1^{er} janvier 1997.

● Catastrophe naturelle : un arrêté portant constatation de l'état de catastrophe naturelle.

● Publications : un avis relatif à la mise en vente, à la Documentation française, de l'ouvrage intitulé La Fonction publique de l'Etat (mars 1995-mars 1996), 432 pages, 140 francs.

Au Journal officiel du jeudi 18 juillet sont publiés :

● Fichiers : un décret relatif à l'utilisation du numéro d'inscription au Répertoire national d'identification des personnes physiques pour les traitements nominatifs concernant le contrôle des ressources des allocataires du revenu minimum d'insertion. Le numéro d'inscription au Répertoire national d'identification des personnes physiques peut être utilisé par les organismes payeurs du RMI, les organismes d'indemnisation du chômage, et les organismes publics ou privés qui versent des rémunérations ou des aides à l'emploi ou à la formation relevant des dispositifs d'insertion.

● Cultes : un arrêté relatif à la contribution sociale généralisée et à la contribution pour le remboursement de l'activité et de remplacement des ministères du culte. Ce texte prévoit que les ministères du culte doivent désormais acquitter la CSG et le RDS. Cette mesure qui constitue le premier volet d'une vaste réforme du régime particulier de Sécurité sociale des cultes, devrait concerner près de 18 000 prêtres en activité et pensionnés, jusqu'à présent dispensés du paiement.

● Saint-Cyr : un arrêté portant at-

tribution du diplôme de l'Ecole spéciale militaire de Saint-Cyr pour l'année 1996.

Au Journal officiel du vendredi 19 juillet sont publiés :

● Armes chimiques : un décret relatif au financement de certaines dépenses occasionnées par les stages organisés par le ministère de la défense au bénéfice des ressortissants étrangers, dans le cadre de la formation aux postes d'inspecteur international de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques ; un arrêté fixant les modalités de prise en charge de certaines dépenses occasionnées par cette formation, qui sera dispensée par le Centre français de formation pour l'interdiction des armes chimiques.

● Diplômes européens : un arrêté relatif aux règles de soutien et de fonctionnement de la commission chargée de l'assimilation, pour l'accès aux concours ou examens de la fonction publique hospitalière, de titres ou diplômes délivrés dans d'autres Etats membres de la Communauté européenne.

● Frontières fiscales : un décret pour l'application de la loi du 17 juillet 1992 relative à l'abolition des frontières fiscales à l'intérieur de la Communauté économique européenne, en matière de taxe sur la valeur ajoutée et de droits indirects.

● Privatization : un décret introduisant le transfert au secteur privé de la Société française de production et de créations audiovisuelles ; un décret pris pour l'application de la loi du 12 avril 1996 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier.

AU CARNET DU "MONDE"

Naissances

Chloé et Oriane ont le bonheur d'annoncer la venue au monde de

Alice,

le 21 juillet 1996.

Catherine et Philippe FROGUEL-SMAJJA, 104, avenue de la Dhuy, 93170 Bagnolet.

Paris, Los Angeles.

Valérie VILAR et Thierry DUPUY ont la joie d'annoncer la naissance de

Diana, Sarah,

le 19 juillet 1996.

Philippe et Florence LE RAIL-CARON ont la joie d'annoncer la naissance de

Marguerite,

le 30 juillet 1996.

53-55, rue Bayen, 75017 Paris.

Anniversaires de naissance

Le Liban et le Jura soulignent un très bon anniversaire à leur adorable

Bambin,

Charles.

Décès

M^{me} Josephine Abeles, M^{me} Dominique Mahy et ses enfants, ont le deuil de faire part du décès de leur mari, père et grand-père.

M^{me} Constant Villy ABELES, X 28, décédé le 19 juillet 1996, à Albi.

3, impasse Croix-de-Cléry, 81000 Albi.

Les familles Azzam, Mainguy et Mpondo Black ont le deuil de faire part du décès de

M^{me} Elissavet AZZAM, née MAINGUY,

survenue le 20 juillet 1996, des suites d'une longue maladie.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 24 juillet, à 10 heures, en l'église Notre-Dame, avenue Jean-Baptiste-Clément, à Boulogne (Hauts-de-Seine).

M^{me} Pierre Grives, Jean-Philippe et Sylvie Grivet et leurs enfants, Françoise et Jean-Claude Bardes et leurs enfants, ont la douleur de faire part de la mort de

Cyril GRIVET,

X 66, Carnegie Research Institute of Stanford University,

dans l'avion de New York à Paris, le 17 juillet 1996.

Une réunion d'adieu, dont la date sera fixée ultérieurement, sera organisée à La Ferté-sous-Jouarre.

Le président de l'université Paris-I-Panthéon-Sorbonne, Les enseignants, Le personnel administratif, Les étudiants, ont la tristesse de faire part du décès, survenu le 17 juillet 1996, de

M. Jean DEVISSE,

professeur émérite d'histoire.

Le directeur de l'UFR d'histoire de l'université Paris-I-Panthéon-Sorbonne, Ses collègues enseignants, Le personnel administratif, Les étudiants, ont la tristesse de faire part du décès, survenu le 17 juillet 1996, de

M. Jean DEVISSE,

professeur émérite d'histoire.

Le directeur du Centre de recherches africaines de l'université Paris-I-Panthéon-Sorbonne, Ses collègues enseignants, Le personnel administratif, Les étudiants, ont la tristesse de faire part du décès, survenu le 17 juillet 1996, de

M. Jean DEVISSE,

professeur émérite d'histoire.

Le directeur du Centre de recherches africaines de l'université Paris-I-Panthéon-Sorbonne, Ses collègues enseignants, Le personnel administratif, Les étudiants, ont la tristesse de faire part du décès, survenu le 17 juillet 1996, de

M. Jean DEVISSE,

professeur émérite d'histoire.

Rose Gaetner, son épouse, Evelynne et Gilles Gaetner, sa belle-fille et son fils, Thomas et Julien Gaetner, ses petits-fils, ont la tristesse d'annoncer le décès de

Georges GAETNER,

survenu, à l'âge de soixante-dix-neuf ans, le 15 juillet 1996, des suites d'un cancer.

Homme de conviction et de grande culture, Georges Gaetner, qui fut très lié à André Ferns et Edouard Depierreux, adhère dès le Front populaire à la SFIO dont il fut membre du conseil national dans les années 50.

C'est à la Libération qu'il commence sa carrière de journaliste à Ciel soir dirigé par André Philip. En 1946, il part pour l'Algérie où il est éditorialiste à Alger soir et Ours républicain.

Trois ans plus tard, à la demande de Claude Bourdet, il est nommé correspondant de Combat à Prague, puis à Vienne. A cette époque, il noue des contacts étroits avec des intellectuels adhérents, qui deviendront les amis du point de vue de Prague, en 1968.

En 1954, il rejoint L'Information avant d'entrer en 1968 au Figaro où il sera successivement chef adjoint du service économique puis du service étranger jusqu'en 1977, date de son départ à la retraite. Georges Gaetner avait été secrétaire général du Syndicat national des journalistes, de 1966 à 1968.

L'inhumation a eu lieu le 18 juillet, au cimetière de Pantin dans l'intimité familiale.

200, rue de Lormel, 75015 Paris.

10, rue de Parme, 75009 Paris.

75009 Paris.

75009 Paris.

75009 Paris.

75009 Paris.

75009 Paris.

75009 Paris.

75009 Paris.

75009 Paris.

75009 Paris.

75009 Paris.

75009 Paris.

75009 Paris.

Laurent Schness, son mari, Michèle et Victor Jabot, ses parents, Valérie et Charles-Antoine de Lamoignon, ses sœurs et son beau-frère, M^{me} Renée Bonduelle, sa grand-mère, Agnès et Jean Schness, ses beaux-parents, Les frères et sœurs de Laurent et leurs enfants, Les familles Jabot, Bonduelle et Bastide, ont la douleur de faire part du décès de

Christine JABOT-SCHNESS,

médecin,

survenue accidentellement le 18 juillet 1996.

Elle avait trente ans.

« Vi, mo, fillo, in foi t'a souvée. »

M. 9.22.

Nous nous rassemblerons autour d'elle pour célébrer l'Eucharistie le mercredi 24 juillet, à 15 h 30, en l'église Saint-Etienne, 5, place de l'Eglise, à Issy-les-Moulineaux.

Cet avis tient lieu de faire-part (pas de fleurs).

L'Association France Alzheimer et son comité scientifique ont la très grande tristesse de faire part du décès de

professeur Yvon LAMOUR,

locus de l'accident de la TWA.

La Société des neurosciences a le regret de faire part de la disparition tragique de

professeur Yvon LAMOUR,

membre du conseil d'administration,

le 18 juillet 1996.

Le président de l'université Paris-VII-Denis-Diderot, Le directeur de l'UFR Lathotéris-Saint-Louis, Ses collègues et amis, ont la très grande tristesse de faire part du décès accidentel de

Yvon LAMOUR,

professeur des universités, praticien hospitalier,

survenu le 18 juillet 1996.

Ils s'associent à la peine de sa famille.

Les amis de

Yvon LAMOUR, professeur à l'université Paris-VII-Denis-Diderot, chercheurs, médecins, administratifs et universitaires des années 1950, 1960, 1970, 1980 et 1990, ont la douleur de faire part de son décès accidentel, survenu le 18 juillet 1996, dans sa quarante-neuvième année, alors qu'il rentrait de New York, et demandent de vous associer à leur peine.

La section de physiologie du Conseil national des universités a la tristesse de faire part du décès de

M. Yvon LAMOUR,

professeur des universités, praticien hospitalier, chef de service de l'exploration fonctionnelle digestive à l'hôpital Lariboisière, disparu tragiquement dans la catastrophe aérienne de la TWA du 18 juillet 1996.

Le directeur de l'UFR Lathotéris-Saint-Louis, Ses collègues et amis, ont la très grande tristesse de faire part du décès de

M. René LEVASSEUR,

avocat honoraire à la cour d'appel de Paris,

survenu le 16 juillet 1996, dans sa quatre-vingt-cinquième année.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Les obsèques auront lieu au crématorium du Père-Lachaise, le 24 juillet, à 9 h 15.

Cet avis tient lieu de faire-part.

68, boulevard Soudi, 75012 Paris.

68, boulevard Soudi, 75012 Paris.

68, boulevard Soudi, 75012 Paris.

68, boulevard Soudi, 75012 Paris.

68, boulevard Soudi, 75012 Paris.

68, boulevard Soudi, 75012 Paris.

68, boulevard Soudi, 75012 Paris.

68, boulevard Soudi, 75012 Paris.

68, boulevard Soudi, 75012 Paris.

Lydie et Simon Podium-Nizi, Maryse et Daniel Mosses-Nizi, Faïzienne et Michel Clément-Nizi, Laurent, Julien, Pascal, Marion, Clém Nizi, Pascal et Céline Daviot, sa fille, son grand-père, Ses petits-enfants, Ses arrière-petits-enfants, Et les familles Amsterdam, Asch, Bouché, Combes, Frenchet, ont la douleur d'annoncer le décès, dans sa quatre-vingt-septième année, le 19 juillet 1996, de

Mery KARRASSIK,

née TAVIER.

Les obsèques auront lieu dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Famille Nizi, 13, rue Levertier, 75006 Paris.

M^{me} Pierre Lecrubier, son épouse, Yves et Marie-Hélène Lecrubier, Jean-Marie et Claude Lecrubier, Daniel et Marie-Pierre Lecrubier, Anne et Antoine Bernard, ses enfants, Ainsi que ses petits-enfants, Et toute sa famille, ont la douleur de faire part du décès de

Pierre LECRUBIER,

survenu à Neuilly-sur-Seine, le 21 juillet 1996.

Le service religieux sera célébré le mercredi 24 juillet, à 11 heures, en l'église Saint-Pierre de Neuilly.

L'inhumation aura lieu dans l'intimité familiale.

11, rue Jacques-Dulud, 92200 Neuilly-sur-Seine.

M^{me} René Levasseur, son épouse, M^{me} Germaine Levasseur, sa fille, ont la tristesse de faire part du décès de

M. René LEVASSEUR,

avocat honoraire à la cour d'appel de Paris,

survenu le 16 juillet 1996, dans sa quatre-vingt-cinquième année.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Les obsèques auront lieu au crématorium du Père-Lachaise, le 24 juillet, à 9 h 15.

Cet avis tient lieu de faire-part.

68, boulevard Soudi, 75012 Paris.

68, boulevard Soudi, 75012 Paris.

68, boulevard Soudi, 75012 Paris.

68, boulevard Soudi, 75012 Paris.

68, boulevard Soudi, 75012 Paris.

68, boulevard Soudi, 75012 Paris.

68, boulevard Soudi, 75012 Paris.

68, boulevard Soudi, 75012 Paris.

68, boulevard Soudi, 75012 Paris.

68, boulevard Soudi, 75012 Paris.

68, boulevard Soudi, 75012 Paris.

68, boulevard Soudi, 75012 Paris.

68, boulevard Soudi, 75012 Paris.

68, boulevard Soudi, 75012 Paris.

68, boulevard Soudi, 75012 Paris.

68, boulevard Soudi, 75012 Paris.

Le président de l'université Paris-VII-Denis-Diderot, Le directeur de l'UFR Xavier-Bichat, Ses collègues et amis, ont la très grande tristesse de faire part du décès de

Jean-Jacques POCIDALO,

survenu le 14 juillet 1996, et s'associent à la peine de sa famille.

Le professeur Jean-Marie Desmots, doyen de la Faculté Xavier-Bichat, M. Jean-Marie Besson, président de la commission de surveillance, Le professeur François Vachon, président du comité consultatif médical, Anne-Marie de Sarrat, directeur, L'équipe de direction et l'ensemble du personnel du groupe hospitalier Bichat-Claude-Bernard, ont l'immense tristesse d'annoncer le décès de

Jean-Jacques POCIDALO,

survenu le dimanche 14 juillet 1996, à l'hôpital Bichat.

Par sa personnalité hors du commun et son talent, Jean-Jacques Pocardalo restera à jamais une grande figure de l'histoire de l'hôpital Claude-Bernard.

Le professeur François Bonnet de Pailleret, président du conseil d'administration, Le professeur Jean-Pierre Couland, directeur général de l'Institut de médecine et d'épidémiologie africaines, ont l'immense regret d'annoncer le décès de

Jean-Jacques POCIDALO.

Le directeur général de l'Inserm, Les instances académiques de l'Inserm, Le directeur et le personnel de l'unité de recherche « Epidémiologie, prévention et traitement des maladies infectieuses » (UIC), ont la très grande tristesse de faire part du décès de

M. Jean-Jacques POCIDALO,

docteur de l'Inserm, ancien directeur à l'unité 13.

M. et M^{me} Jean-Claude Olivier, Françoise Clay-Olivier, Jacqueline Christophe, ses enfants, Nathalie et Savas, Emmanuel, Marie, Delphine, ses petits-enfants, Dan, Mohamed, Eliezer, Tara, Jordanis, ses arrière-petits-enfants, Ainsi que les familles Lods, Curie, Montaud, Charpillon, Et ses amis, ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Elisabeth OLIVIER, professeur honoraire, chevalier des Palmes académiques,

survenu le 18 juillet 1996, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

Les obsèques auront lieu au crématorium du Père-Lachaise, le 24 juillet, à 9 h 15.

Cet avis tient lieu de faire-part.

68, boulevard Soudi, 75012 Paris.

68, boulevard Soudi, 75012 Paris.

68, boulevard Soudi, 75012 Paris.

68, boulevard Soudi, 75012 Paris.

68, boulevard Soudi, 75012 Paris.

68, boulevard Soudi, 75012 Paris.

68, boulevard Soudi, 75012 Paris.

68, boulevard Soudi, 75012 Paris.

68, boulevard Soudi, 75012 Paris.

68, boulevard Soudi, 75012 Paris.

68, boulevard Soudi, 75012 Paris.

68, boulevard Soudi, 75012 Paris.

68, boulevard Soudi, 75012 Paris.

AUJOURD'HUI

COMMUNICATION

TÉLÉVISION La fusion entre Time Warner et Turner Broadcasting System, deux groupes de communication aux États-Unis, est désormais officielle. Ce rapprochement, en pré-

paration depuis un an, donne naissance au plus grand groupe mondial de communication (devant Walt Disney-ABC). PAR CET ACCORD, Time Warner rachète pour 6,5 milliards de

dollars de titres de la compagnie de Ted Turner, le fondateur de la chaîne câblée d'information en continu Cable News Network (CNN). LE NOUVEAU GÉANT, avec un chiffre

d'affaires cumulé de 20 milliards de dollars (environ 100 milliards de francs), regroupe dans une même entité des actifs aussi divers que les magazines Time, Fortune, Sports

Illustrated, la chaîne câblée d'information en continu CNN ou les studios de cinéma Warner Bros, sans oublier la musique ou avec l'équipe de basket-ball d'Atlanta.

Naissance officielle du numéro un mondial de la communication

La fusion entre Time Warner et Turner Broadcasting System (TBS) ne lève pas toutes les incertitudes sur l'avenir du nouveau géant américain. La répartition du pouvoir entre les patrons des deux anciens groupes n'est pas encore fixée

WASHINGTON
de notre correspondant
Depuis vendredi 19 juillet, le mariage entre Time Warner et Turner Broadcasting System (TBS) est désormais légal (Le Monde du 25 septembre 1995). En donnant finalement un avis favorable, après presque une année d'incertitude, la Commission fédérale du commerce (FTC) a tenté d'imposer quelques garde-fous pour protéger les consommateurs contre les abus nés d'un monopole de fait.

Mais la commission n'a pas le-

vé, loin de là, toutes les incertitudes qui existent encore après la naissance de ce nouveau géant de la communication. Dans la même entité se côtoient des actifs aussi divers que l'hebdomadaire Time Magazine, la chaîne câblée d'information en continu Cable News Network (CNN), les studios de cinéma Warner Bros et aussi de la production musicale. Les associations de consommateurs peuvent craindre que des synergies entre différents secteurs du groupe ne nuisent aux acheteurs.

En attendant, l'avenir du

groupe va être largement conditionné par les rapports humains qui vont s'instaurer entre quelques acteurs puissants et notoirement ambitieux qui sont à l'origine du mariage. L'une des questions, en forme de boutade, est de savoir si Ted Turner, fondateur de TBS et donc de la chaîne CNN, va reconstruire levier des bîsons dans son ranch du Montana en compagnie de son épouse Jane Fonda.

Mais des observateurs assurent qu'il va profiter de sa position stratégique de numéro deux et de

principal actionnaire du nouveau conglomérat pour tenter de supplanter Gerald Levin, le président de l'empire Time Warner, qui conserve ses fonctions et accroît son influence. Pour un individuisme comme Ted Turner, il va sans aucun doute être difficile de partager le pouvoir.

LA VICTIME DE L'ACCORD

Gerald Levin, qui s'est débarrassé, à la fin de l'année dernière, de l'ambitieux Michael Fuchs, ancien patron de la chaîne payante HBO, n'est pas homme à se laisser faire.

Sa détermination a eu raison de bien des obstacles, en particulier celui représenté par la volonté de US West d'empêcher cette fusion. La compagnie régionale de téléphone, qui détenait 25,5% de Time Warner, estimait que sa participation lui donnait de facto le droit d'interdire à M. Levin d'investir dans des activités concurrentielles. Mais Ted Turner n'est pas le seul homme avec lequel Gerald Levin devra composer.

Apparemment, John Malone, le directeur général de Tele-Communications Inc (TCI), le plus gros câblo-opérateur américain, est la principale victime de l'accord de fusion. La commission fédérale du commerce a estimé que l'un des dangers de ce projet était constitué par le rapprochement entre TCI et Time Warner (numéro 2 du câble), puisque Liberty Media (contrôlée par TCI) détenait une participation de 22% au sein du groupe de Ted Turner. La fusion risquant de lui accorder trop de pouvoir au sein du nouvel empire, la participation de Liberty Media sera limitée à 9%, et John Malone ne disposera pas de droit de vote au sein de Time Warner.

Ces dispositions visent à établir une sorte de frontière (du moins juridique) entre TCI et Time Warner s'agissant du câble.

John Malone devra enfin renoncer à l'accord aux termes duquel TCI avait obtenu une concession d'une durée de vingt ans - pour opérer sur les chaînes du câble de Ted Turner (CNN, Cartoon Net-

work...) à des tarifs préférentiels.

Mais, depuis peu de temps, la loi sur les télécommunications interdit qu'une même société desserve plus de 30% des foyers abonnés au câble. Or, à eux deux, Tele-Communications et Time Warner vont atteindre quelque 25 millions de foyers, soit 40% du marché. D'autre part, afin d'accroître la compétition dans la programmation, le nouveau groupe devra lancer une nouvelle chaîne câblée d'informations en continu, afin de concurrencer CNN.

De telles précautions sont loin de satisfaire les organisations de consommateurs, qui estiment que le tandem Levin-Turner favorisera quand même ses propres services au détriment des éditeurs de chaînes indépendantes. Ils évoquent aussi des abus tarifaires possibles liés à la position de monopole du groupe.

Ce danger est en effet inhérent à la consolidation de l'industrie de la communication et du divertissement à laquelle on assiste aux États-Unis. En témoigne notamment la récente annonce d'un accord entre News Corporation, la société australienne de Rupert Murdoch, et New World Communications Group (propriétaire de nombreuses stations de télévision aux États-Unis), qui devrait permettre à M. Murdoch (qui possède déjà le réseau Fox) d'atteindre 40% du réseau télévisé américain.

Laurent Zecchini

Une nouvelle chaîne d'informations en continu

LOS ANGELES

Après seize années d'existence, CNN n'est désormais plus seule. A l'issue d'un partenariat entre le géant de l'information Micro-soft et le network NBC, la chaîne câblée MSNBC lui fait désormais concurrence sur le marché de l'information en continu. Depuis quelques jours, MSNBC diffuse sur le canal d'America's Talking, une chaîne câblée qui touche 22 millions d'abonnés CNN est reçue, elle, dans 65 millions de foyers. Bob Wright, PDG de NBC, confirmait que, avec NBC Super Channel et CNBC, implantées en Europe et en Asie, MSNBC n'attendait pas concurrencer CNN sur le marché International.

MSNBC, avec sa devise: « Il est temps de se brancher », joue la différence en couplant informations sur le câble et sur Internet. Bill Gates, PDG de Microsoft, brandit ce service interactif comme « le premier réseau d'infor-

mations sur le Web » même s'il reconnaît que la technologie est encore balbutiante.

La force de MSNBC est de pouvoir s'appuyer sur la rédaction de NBC, ses stars et son réseau de correspondants. Ainsi Tom Brokaw, journaliste vedette de NBC, a présenté récemment InterNight, un rendez-vous depuis la Maison Blanche, avec pour invité Bill Clinton, qui a répondu au journaliste et à quelques-unes des 7 000 questions posées sur l'Internet.

A l'antenne, MSNBC a davantage recours aux liaisons en direct avec ses correspondants. La chaîne a des accords avec le New York Times, afin de produire une version télévisée de son édition dominicale. Une représentante connue, Jane Pauley, anime « Time and Again », un programme rétro fait d'images d'archives télévisées.

Face à cette salve de stars, Tom Johnson, président de CNN, affirme: « Nous discutons avec des correspondants et des présentateurs

connus. » Malgré la présence des ténors, l'image de la nouvelle chaîne est plutôt jeune, dynamique, comme le prouve « The Site », une émission sur le monde cyber qui a eu l'insolence de conclure sa première édition en expliquant qu'on pouvait vivre sans ordinateur.

Les infos en continu sont rentables, comme en témoignent les résultats de CNN, 678 millions de dollars de revenus publicitaires d'abonnés, pour 300 millions de dépenses. Alors qu'ABC a renoncé à son projet, News Corp./Fox, contrôlée par Rupert Murdoch, va se lancer dans la compétition. Sa chaîne d'infos prévue pour la rentrée aura 10 millions d'abonnés grâce à un accord avec le câblo-opérateur TCI. Mais, contrairement à NBC, qui dispose d'une rédaction solide et crédible, Rupert Murdoch doit entièrement construire la sienne.

Claudine Mulard

Pierre Bergé et Jacques Rosselin sont candidats à la reprise de l'hebdomadaire « Le Nouvel Economiste »

LE NOUVEL ECONOMISTE s'acheminait lentement vers une mort annoncée ou une survie fragile au prix d'un changement radical d'identité. « Il n'y aurait donc pas en France de tycoons prêts à se mouiller pour une cause autre que le soutien à un parti. En dehors de Jimmy Goldsmith (...) et de Pierre Bergé, qui déverse des sommes dans les campagnes contre le sida, c'est le désert », écrivait Le Nouvel Economiste dans son éditorial du 19 juillet. Jimmy Goldsmith a été approché, mais a refusé. C'est finalement Pierre Bergé qui est prêt à venir au secours du Nouvel Economiste, en dépôt de bilan depuis le 10 juin (Le Monde du 12 juin). L'administrateur judiciaire avait donné jusqu'au lundi 22 juillet à midi pour remettre des plans de reprise, après un sursis de quinze jours.

La société Jupiter Communication, dirigée par Jacques Rosselin, créateur de Courrier International, a finalement déposé lundi une offre. La société, qui travaille sur un projet de journal du dimanche, est financée par Pierre Bergé, président d'Yves-Saint-Laurent Couture, et Guy de Wouters, administrateur de la société générale de Belgique et président de l'European Planning Associates, une société regroupant plusieurs investisseurs européens. Ils prévoient d'investir 40 millions de francs dans la relance du titre et de reprendre les actifs pour 500 000 francs. En trois ans, Le Nouvel Economiste a perdu 120 millions de francs, pour un chiffre d'affaires de 104 millions en 1995.

Deuxième candidat surprise, l'ancien PDG du quotidien économique La Tribune-Desfosses, Georges Ghosn, a également déposé un plan de reprise de 1 million de francs. Il envisage de transformer le titre en bimensuel et souhaite conserver une quarantaine des salariés. Jupiter communication prévoit de conserver « environ la moitié du personnel », selon Jacques Rosselin. Les deux candidats qui

s'étaient manifestés auprès de l'administrateur, Robert Lafont, PDG d'Entreprendre, et Guy Singer, propriétaire de Défis, n'ont finalement pas déposé d'offres. Robert Lafont fait savoir qu'il est toujours candidat, même s'il n'a pas pu boucler son tour de table avant le 22 juillet. Un représentant de l'administrateur judiciaire estime cependant que la liste des candidats est close. Pierre Bergé et Georges Ghosn ont la possibilité d'améliorer leur offre jusqu'à la deuxième quinzaine d'août, période en cours de laquelle le tribunal de commerce de Nanterre devrait rendre sa décision.

CONTRAINTES ECONOMIQUES

La proposition de Jacques Rosselin change les données d'un dossier où il fait désormais figure de favori. Pour Pierre Bergé, « Le Nouvel Economiste » est très bien fait. Il était injuste que ce titre disparaisse. Avec des amis investisseurs, nous avons décidé de sauver ce journal et d'y apporter du sang nouveau. Il n'est pas question de bouleverser le journal, dont « le ton totalement indépendant doit être poursuivi ». La société Jupiter Communication annonce dans un communiqué qu'elle est « convaincue qu'il existe une place en France pour un news économique et que Le Nouvel Economiste peut occuper cette place ». Elle « se fixe comme objectif de développer le chiffre d'affaires et de réduire les charges d'exploitation pour en assurer l'équilibre en deux ans ».

Cette candidature est plutôt bien accueillie par les salariés, même si l'on reste prudent. « On nous annonce depuis longtemps un minuscule pour demain. On est obligé d'attendre pour voir », fait remarquer l'un d'eux. La proposition comporte trois clauses suspensives: réalisation du montage juridique, finalisation du tour de table. Le digne et du tour de table. Le fonds d'investissement Entrepreneurs et croissance, qui avait réprimé et croissance, qui avait réprimé et croissance, qui avait réprimé

Nijdam, devrait participer au financement. Enfin la reprise d'une moitié des effectifs déçoit le personnel.

Jacques Rosselin, qui deviendrait directeur de la publication de l'hebdomadaire, en cas de reprise, devait rencontrer les salariés de l'hebdomadaire mardi 23 juillet dans l'après-midi. L'actuel rédacteur en chef, Vincent Beaufil, devrait conserver ses fonctions. Pour Jacques Rosselin, il est nécessaire de freiner les dépenses et « il faut adapter le projet éditorial aux contraintes économiques ». Son premier objectif est de développer la diffusion. Le Nouvel Economiste avait, en 1995, 55 000 abonnés et 10 000 acheteurs en kiosques. Jacques Rosselin souhaite porter ces deux chiffres à plus de 90 000 exemplaires en deux ans. Le plan de cession de Jupiter communication n'intègre pas l'accord passé avec Le Monde, qui s'inscrivait dans le cadre d'un plan de cession, mais toutes les négociations sont possibles. « Nous sommes ouverts à toute forme d'accord commercial », estime Jacques Rosselin.

Quelle que soit la décision du tribunal de commerce, une page se tourne pour Le Nouvel Economiste. Henri Nijdam, qui avait repris en 1992 à Hachette le journal fondé par CEP Communication en 1975, devrait quitter ses fonctions. « Mon rôle est terminé », constate-t-il aujourd'hui, même s'il est toujours prêt à favoriser cette solution qui préserve, selon lui, l'indépendance et l'esprit qu'il a insufflés au journal. C'est sous la direction d'Henri Nijdam et de son rédacteur en chef de l'époque - Gilles Le Gendre, avec lequel il est entré en conflit en 1994 - que Le Nouvel Economiste a trouvé une seconde vie, en s'inspirant de The Economist. Homme du redressement éditorial, il n'a pu assurer la survie économique du titre et a été contraint au dépôt de bilan, après de multiples tentatives de sauvetage.

Alain Salles

NRJ NOUVELLE CONTENANCE:
30 % D'AUDITEURS
DE PLUS QU'EUROPE 1.



11,1 % DE PENETRATION : JUIN 1996, UN NOUVEAU RECORD HISTORIQUE POUR NRJ QUI CONFIRME SA PLACE DE 2^e RADIO COMMERCIALE DE FRANCE AVEC 1 205 000 AUDITEURS DE PLUS QU'EUROPE 1.

Source : Nombre d'auditeurs quotidiens. 75 000 Radio Média, 98. audience cumulée l.v. 5 h - 24 h. NRJ versus Europe 1.



22 rue Boileau 75016 Paris Tel. 40 71 40 00 Fax 40 71 41 25

Au bon sel

Dans le monde très fermé des « liens », un jeune chef a réussi à s'imposer avec une carte piquante qui n'ignore rien des mystères des marais

ENFIN un produit que les chefs tiennent pour magistral et dont le « populo » peut profiter pour pas cher : encore que sur la carte de certains il soit mentionné comme s'il s'agissait d'une dentée très mystérieuse, rapportée de contrées absolument lointaines par caravanes souterraines d'escortes armées. Ils le déclinent sous de multiples thèmes avec beaucoup d'autorité, laissant planer le doute sur ses pouvoirs, qui doivent être considérables si l'on comprend bien l'adoration dont ils l'entourent. Seuls les sorbets et la plomberie des familles échappent encore à leurs expérimentations. Ils en mettent partout, en essaiment sur tout, en incorporent dans tout. C'est la sainte touche, l'ornement fatal. Le sel de Guérande.

Pas vraiment une découverte, si l'on sait qu'à Versailles, dès que le Quatorzième jugea de s'endetter davantage en mangeant trop, le fameux condiment tenait déjà sa place à la table du souverain. Un peu de pub, un peu d'organisation, un peu de promotion : le guérande allait rénover sa réputation et à nouveau faire la joie et la fierté des professionnels - on en trouve aussi dans les rayons « promotion de la semaine » des grandes surfaces de haute banlieue.

C'est un sel aristocratique, entièrement fait main. Avec cette particularité de saler beaucoup moins que ses confrères. Les féroces amateurs disent en croquer à cru au moindre moment de doute. Par pur plaisir. Un antidépresseur première pression.

Un sel de cordialité, d'entente, comme un vieux ami renoué. Pas la salière tragique des ménagères énervées ou la pompe neigieuse des frites de fête rocambe, un personnage solaire avec du vent et des pépites marines en fonds de commerce. La « fleur » surtout, le moment le plus léger et le plus précieux de la cueillette ; à poser en paume, à manier à la lyrique.

Depuis des temps mérovingiens il est élevé dans ces salines de la presqu'île de Guérande, entre Le Croisic et l'embouchure de la Vilaine. Multiples et brefs jardins aquatiques écumes pieds nus et pantalons retroussés par le pal-

DESSIN DE CLAUDE ZAM



dier subtil. Mirage de l'évaporation, de l'eau compressée, oppressée. L'océan devenu cristallin, réduit à l'état de monticules, de pyramides et puis de montagnes dans les « salorges », ces greniers de bois où on lui fait rendre gorge des derniers embruns qu'il croyait encore pouvoir garder par-devers lui. Toute une histoire.

A L'EST DE GUÉRENDE

Une autre histoire, plus singulière encore, est celle de la Brière, cette vaste étendue de marais située à l'est de Guérande, la cité fortifiée. Contrée ombragée, jalouse de son enfermement, gardienne sourcilieuse des avantages que vont lui léguer les ducs, les monarques et les républiques. Les Briérons sont collectivement propriétaires de leur territoire, et malheur à celui qui viendrait se mêler de fausser la loi des clans, tout-puissants dans les communes.

Voilà pourtant un jeune cuisinier qui, à force de patience et d'approches ethnologiques et ethnologiques bien comprises, est en train de prendre position au cœur de ce dangereux maillage traditionnellement interdit aux étrangers. Nous sommes ici en expédition gastronomique profonde.

Durant des années, mesurant ses pas et ses gestes, ses propos et ses silences, il est venu et revenu dans l'endroit, offrant des gages de son attirance non feinte pour le pays, s'assurant avec prudence alliances et parainages. Il est souriant, vif, porte la boucle d'oreille façon frères de la côte et tient serrés dans ses mailles des certificats très pertinents sur ses états de ser-

vice dans des maisons comme La Tour d'Argent ou Taillevent. Un « pro ».

Ici, le milieu sursaute, frétille et s'agit de toute une faune que les nantis ont toujours surveillée avec la plus grande attention : leur vie même en dépendait. On comprend qu'ils hèrent leurs frontières de préventions peu négociables pour l'inconnu. Les voyageurs ne sont admis que sous réserve de bonne conduite. Un rien peut froisser ces « liens », retranchés derrière leurs chenaux avec la conviction que c'est entre eux, et entre eux seuls, qu'ils sauront gérer leur patrie-mère et engager les particularités de leur avenir. Une région de murmures et de chuchotements, de contes et de secrets. Attention, fragile !

Il le sait, Eric Guérin, lui qui a commencé à se faire connaître dans les parages par la finesse de sa gâchette et sa méticulosité de Sioux lors de chasses aux canards menées dans la jungle des roseaux. Un bon passeport pour se faire admettre auprès de ces hommes de plein air qui finiront, sans broncher, par le laisser s'installer sur leurs terres. Et sa carte est piquante en cela qu'elle n'ignore rien des vadrouilles, des battues et des pêches engagées dans ces mystérieux marais de la Grande Brière.

Alors, voilà, facetieusement dit, « une promenade de petits gris en ravioli d'orties sauvages ». Les escargots sont des plus véritables, les

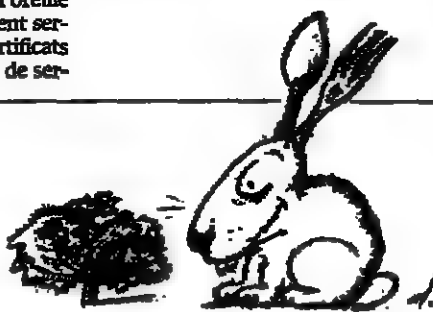
ordres aussi. Déjà, la manière de s'y prendre avec la très urdicante annonce que ce jeune chef savait redoutablement prendre possession des sauces. Confirmation avec ces « cuisses de grenouille sautées au beurre breton ». Pour faire bonne mesure, et continuer à vivre sur le pays, en accompagnement sont proposées des salicornes, plantes sauvages éprises du sel que l'on récolte en abondance dans la contrée.

Il manquait l'anguille, poisson ici roi. Elle arrive, rôtie, avec pommes acidulées et oignons rouges au vin de Loire. Le sautier fera donner les flèches les plus fines de sa force de frappe pour signer le plat, et rappeler qu'en cambrasse extrême on peut aussi se souvenir des leçons des grands maîtres parisiens.

Et puisque l'invention et ses hardiesses ne sont pas interdites, quand on se sent en forme et que l'on n'a que vingt-six ans, pourquoi ne pas se lancer dans une « rencontre insolite entre un canard de Challans et une sarde de l'est de Guérande » ? Encore un tour de magie du guérande, cette poudre de perlimpinpin de la proviologie : le plat était cocasse et rude, mais parfaitement acceptable.

Jean-Pierre Quélin

★ Auberge du Parc, 162, rue de Fédrun, 44 720 Saint-Joachim. Tél. : 40-88-53-01. Menu : 195 F. Carte à partir de 250 F. L'auberge dispose de quatre chambres. Parc naturel régional de Brière, 177, rue de Fédrun, 44 720 Saint-Joachim. Tél. : 40-91-68-68.



Même si c'est une référence dans le Midi, cette cuisine de la moultre, fumante comme elle, a donné son nom à un quartier de Paris tant elle y poussait en abondance. C'est une des trois salades essentielles du mesclun, et même la principale, avec la dent-de-lion et la laitue naissante.

Les proportions du mélange et l'ajout en petite quantité d'une ou deux autres variétés sont à l'appréciation de chacun. Hélas ! pas un mot à ce sujet dans les écrits d'Auguste Escoffier, grand gastronomiste et enfant de Villeneuve-Loubet, ville qui lui a consacré un musée. L'homme qui inventa la salade Réjane (pommes de terre, pointes d'asperges et truffes) ne célébra pas le mesclun. On ne peut que regretter l'indifférence qu'il témoigna pour cette véritable carte postale du Midi, lui qui disait que « les plats sont des lettres qu'en envoie à des amis ».

Guillaume Crouzet

★ Marché de Vence mardi, vendredi et samedi matin. Mesclun de Christian Corniglion, 5 F environ les 100 g. Il existe aussi une boutique de fruits et légumes, place Surian, au nom de Corniglion, mais ses propriétaires n'ont rien à voir avec notre producteur.

TOQUES EN POINTE

Bistrots

LE MONIAGE GUILLAUME

Il fait bon dîner, à la fraîche, sur la terrasse de cette auberge villageoise en plein Paris, connue depuis deux décennies des amateurs de crustacés et de bouillabaisse. Les prix ? Michel Garanger observe que le prix du homard, s'il est vraiment breton, est égal partout et qu'il n'est jamais donné ; mais il a su s'adapter à l'air du temps. On se régale aujourd'hui d'une tartine de rouget en tapenade, d'une dorade au jus de bouillabaisse et, pour conclure, de quenelles moelleuses de chocolat et coulis d'abricot. Avec un service prompt et aisé, Le Moniage Guillaume offre le bouquet quelque peu suranné d'un savoir-faire artisanal, mais le vin y est bon. C'est un vin de Loire, jasnées « Reynald Lelais » (1995) ou vovray « Gauthier-Lhomme » (1992), à 135 F. Menus à 185 F et à 245 F. A la carte, compter entre 200 et 300 F.

★ Paris, 84, rue de la Fontaine-Issou (75014). Tél. : 43-22-96-15. Fermé le dimanche. Ouvert en août.

VILLA D'OR

Quoi de nouveau à Chinatown, du côté de la porte de Choisy, et comment s'y reconnaître ? L'on fera confiance au bouche-à-oreille pour se rendre, entre amis, dans un local exigu, exactement semblable aux autres, décoré au bazar du coin. La cuisine fait la différence, et, dès l'accueil, tout change. Le patron, sa femme et les jolies serveuses sont parisiens de la deuxième génération. L'on vous guidera soigneusement au travers du choix des bouillabaisse, fins et clairs, des raviolis à la vapeur délicieusement gluants, patates de crabes et boulettes de crevettes aux saveurs distinctes et fraîches. Voici le canard mijoté au miel, ou bien le pigeonneau, pour oublier les affres bovins du jour. Un étonnant pâté chaud d'oignons et de légumes ravira les nouveaux végétariens forcés que nous sommes. L'on pourrait faire mieux du côté du tavel. Préférons le bordelais générique, appellation d'origine contrôlée, et soyons satisfaits d'une nouvelle génération de « chinois » de Paris, accueillante et généreuse. A peu près 130 F à la carte.

★ Paris, 84, rue Baudricourt (75013). Tél. : 45-86-99-95. Tous les jours.

Café des Théâtres

Non loin des « boulevards », blotti contre le « Lyonnais » d'heureuse mémoire, à deux pas des Bouffes, de la Michodière et de l'Opéra-Comique, c'est le Café des Théâtres, ouvert à cet effet il y a quelques lustres, et qui sert à souper jusqu'à minuit. Une carte fine, subtile parfois, au goût du jour, privilégiant poissons et volailles : filets de rouget, sole, raie aux herbes ; sinon, voici poulets et canards. Cuisses de grenouille ou petits calamars et crevettes aux épices, poêlée de loup et mérou, gâteau de riz à l'orange, le tout est arrosé d'un chignon Les Tenaceaux (93 F). Voilà un bistrot calme, douillet, propice aux confidences. Formule (entrée et plat ou plat et dessert) à 108 F. Menu à 143 F (et 185 F avec un kir et une bouteille de merlot rouge ou de grenache rosé pour deux). A la carte, compter 200 F.

★ Paris, 17, rue de Choiseul (75002). Tél. : 42-65-77-40. Fermé samedi midi et dimanche.

Brasseries

LA GALANTINE

Du côté du Val-de-Grâce s'épanouit une belle jeunesse qui aime le cinéma, celui tout proche des Ursulines, et les soirées animées aux terrasses. Une brasserie « jeune », cela existe. C'est La Galantine (Chantal et Bernard, aux commandes depuis 1993), vous recevant selon le contrat classique des brasseries, dans un cadre novateur, moderne, avec terrasse, mais du lundi au vendredi seulement. Outre l'incontournable « œuf mayo », le oie rôti et les harengs de la Baltique - arrosés de bière blanche belge, comme le veut la mode -, vous aimerez le plat du jour, la raie au beurre, le colin poché ou l'entrecôte béarnaise à des prix « étudiants » (entrées 25 F, plats de 44 F à 98 F). Une salle au sous-sol permet les rencontres, car ici c'est le temps des copains. Un quartier calme et beau, et la jeunesse en supplément. A la carte, 120 F environ.

★ Paris, 245 bis, rue Saint-Jacques (75005). Tél. : 46-33-45-80. Fermé le samedi et le dimanche.

BRASSERIE LUTÉCIA

Le Lutétia a habillé ses hôtes en Adéoniennes, et le chef du restaurant Le Paris - Philippe Renard - a conçu une jolie carte ensoleillée. Ne boudons pas notre plaisir : la Provence est à la mode. Nous avons goûté le bouquet de salade à l'artichaut sauce anchoïade - c'est un fond d'artichaut (breton) garni de légumes crus et cuits, habilement assaisonnés - et la soupe de poissons de roche, rouille et croûtons. Du beau et bon travail. Les pieds et paquets à la provençale sont expédiés de Sisteron. Ils n'ont pas mijoté moins de six heures avant d'être servis en cocotte. Les filets de rouget sont accompagnés, en fibre cohorte, de penne rigate aux courgettes et aux tomates. C'est l'authentique cuisine de la Méditerranée. Menus à 135 F (un plat, un dessert) et à 180 F. A la carte, compter 200 F.

★ Paris, 45, boulevard Raspail (75006). Tél. : 48-54-46-46. Tous les jours.

Gastronomie

RESTAURANT CHRISTIAN ÉTIENNE

On ne dira jamais assez que la recherche d'une meilleure qualité de la production des légumes par des méthodes de culture moins traumatisantes pour les sols et pour les plantes est une des grandes leçons de l'écologie moderne. Saluons ceux qui, comme Christian Étienne, dans la Cité des Papes, proposent des légumes cultivés comme autrefois. Son grand menu « tomates » est un modèle du genre, avec le tartare de tomates au basilic et à l'huile de Maussanne, suivi d'un délicat marbré de tomates aux copeaux de parme et parmesan. Avec ces plats, le sommelier vous proposera un vin blanc jeune, rare encore, un vignoble élevé hors appellation à Vauvert, près de Nîmes, dont le modèle est le fameux châteauneuf. Encore sur la fleur, aux reflets verts, et appelé « Sud de la cabanne de Magnan », ce vin donne tout son éclat sur les petites tomates farcies de pulpe d'aubergine braisées au jus, sur les filets de rouget poêlés au romas (petites tomates oblongues) et olives violettes, et, surtout, sur le gâteau d'agneau aux aubergines et tomates confites, jus aux senteurs d'ail, qui complètent le menu. La tomate, traitée en « tapenade », accompagne encore le petit chèvre local. Le dessert est une tomate verte confite et farcie d'un sorbet à la tomate rouge. Le menu « tomates » : 300 F. Délicieux menu provençal à 160 F. A la carte, compter 300 F.

★ Avignon, 10, rue de Moins (84000). Tél. : 90-86-16-50. Fermé samedi midi et dimanche.

Jean-Claude Ribaut

Les marchés du Sud de la France : le mesclun de Vence

Au début du siècle, unique concession à la vie moderne, c'est en tramway que les poissonniers montaient depuis Cagnes pour vendre leurs produits sur le marché de Vence (Alpes-Maritimes).

Aujourd'hui, le tramway n'est plus, mais la vieille ville épiscopale semble avoir succombé, les jours de marché, à d'autres sirènes de la modernité. Ses ruelles fraîches et sinuantes sont envahies par la lie d'une confection pseudo-provençale, et l'on cherche enfin un peu d'authenticité dans ce grand débailage.

Seule la minuscule place Surian fait exception à la règle. Ici sont réunis une poignée de producteurs locaux. C'est devant l'ancienne mairie, aujourd'hui habitée par deux vieilles dames, que les Corniglion tiennent leur étal. Six tréteaux, trois planches, une balance. Il n'en faut pas plus à Annie pour vendre les légumes qu'elle et son mari cultivent à Villeneuve-Loubet, à quelques kilomètres de là.

C'est au marquis de Panisse Passis, aristocrate local, qu'ils louent la vaste clairière perdue au fond des bois où ils travaillent la terre. Si les parents de

Christian Corniglion, Antoine et Antoinette, ont longtemps fait pousser la rose tango, célébrée du pays vençois, lui a toujours travaillé en tant que maraîcher. Carottes, oignons, navets et surtout mesclun, une spécialité dont Christian peste que l'on puisse la confondre avec une simple salade mélangée et coupée en morceaux.

« pourtant il y en a qui ne se privent d'en vendre comme ça sur le marché ». Comment faire le distinguo entre vrai et faux mesclun ? Si tout le monde s'accorde généralement sur l'origine du nom, tiré du triple mesclun (mélange), l'unanimité n'est plus de mise quand on parle des proportions et des ingrédients. Le Larousse gastronomique parle à la fois de « scarole, trévis, chicorée sauvage, mâche et pissenlit ». Risible. Ou idéal, pour une salade qui aurait vu le jour dans la région de Roubaix et non pas à Nice.

Il manque en effet à ce mélange l'élément essentiel : la roquette, aussi appelée roquette, ou localement riquette ou riquette.

PARIS 2°

La Villa Créole
Un cadre agréable, un service attentif et une cuisine créole d'un vrai savoir-faire. Menu 120 F le midi, 150 F le soir (hors d'œuvre, entrée, plat, dessert, café).
Jusqu'à 15 h 30 - 17 h 30, samedi et dimanche.
11, rue d'Artois 14 - 75004 PARIS
MARQUE DÉPOSÉE DE LA CUISINE CRÉOLE

PARIS 5°

L'INDIEN SUCCULENTE
AU **MAHARAJAH**
72, bd St-Germain 5°
Mém. 127 F - 169 F
43.54.26.07 / Ferm. Lundi

LA GASTRONOMIE dans « LE MONDE », c'est chaque mardi daté mercredi, pour vos annonces publicitaires : ☎ 44.43.77.36 - ☎ fax : 44.42.77.30

LE MONDE DES LIVRES SUR MINITEL

300 000 livres : romans, biographies, essais...
Le Monde Éditions : dessins de Plantu, l'Histoire au jour le jour, l'album du Festival d'Avignon...
La sélection du Monde des livres...
Accédez au monde des livres sur Minitel. Retrouvez l'actualité de la culture.

36 15 LEMONDE

Commandez vos livres par Minitel

36 15 LEMONDE

SECTEURS DE POINTE

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES,
UNIVERSITÉS FRANÇAISES OU EUROPÉENNES

Appliquez les technologies nouvelles
à nos grands projets informatiques

Sollac
ACIERS PLATS D'USINOR SACLOR

Sollac, leader européen dans les aciers plats, introduit les technologies nouvelles dans toutes les applications de ses différents domaines d'activité : commercial, gestion de production, informatique décisionnelle.

Pour accompagner ce changement majeur dans tous les sites de l'entreprise, Sollac souhaite s'adjoindre les compétences de jeunes ingénieurs ayant des connaissances dans les techniques de modélisation, client/serveur, objet, multimédia, réseaux.

Ces postes s'adressent à de jeunes généralistes ayant opté pour l'informatique, débutants ou ayant une première expérience, dotés d'excellentes capacités relationnelles, ils sauront aussi bien travailler en équipes que les diriger.

L'anglais est indispensable et, compte tenu de l'internationalisation de Sollac et des autres sociétés du groupe Usinor Sacilor, la connaissance de la langue et de la culture d'un autre pays européen sera très appréciée.

Les postes sont à pourvoir dans différentes régions de France et mènent à des opportunités d'évolution au sein des services informatiques ou vers d'autres métiers du groupe Usinor Sacilor.

Merci d'adresser votre candidature à Sollac,
Jacques Defarge ou Janine Baurens,
Direction des Affaires Sociales, Immeuble La Pacific,
11-13 cours Valmy, TSA 20 002, 92070 La Défense Cedex.
Email <http://www.Usinor-Sacilor.fr>

Acier
USINOR SACLOR

TRAITER L'EAU, PROTÉGER L'ENVIRONNEMENT

Responsable Commercial
Industrie

groupe
industriel de
traitement de
l'eau
(4000
4/9 millions
de francs de CA
et 154,5 millions
de francs
de bénéfice net
en 1995),
nous répondons
à un besoin vital
de l'homme
en réservant
dans le monde,
les meilleurs
traitements.

Ingénieur Commercial
Ouest de la France

Au sein de notre équipe, vous avez la responsabilité commerciale sur plusieurs secteurs de la région grand-ouest. Les relations personnelles avec les collectivités locales et les administrations, vous développez les contacts commerciaux, proposez notre savoir-faire et détectez les projets en amont. Vous assurez le suivi auprès des élus et négociez les contrats. Par ailleurs, vous êtes l'interlocuteur auprès des différents services du siège.

Ingénieur de formation, vous avez acquis lors d'une première expérience la pratique des négociations avec les collectivités locales et êtes familiarisé aux relations avec les élus. Votre goût pour les contacts et vos capacités relationnelles vous permettront d'entretenir des contacts de haut niveau ; de plus, votre disponibilité et votre dynamisme seront déterminants pour réussir.

Pour ces deux postes, la connaissance et une expérience dans les métiers du traitement de l'eau seraient vivement souhaitées.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, C.V.) à DEGREMONT - Direction des Relations Humaines 183, avenue du 18 juin 1940 - 92508 Rueil-Malmaison cedex en précisant la réf. du poste choisi.

Degremont

ADIT
TECHNOLOGY

Paris

Start up française créée autour d'un concept innovant dans le domaine des réseaux temps réels industriels distribués, nous sommes en pleine croissance, avec des objectifs très ambitieux au plan mondial dans notre spécialité.

Pour structurer notre équipe, nous recherchons notre

**RESPONSABLE R&D
HARDWARE**

Rattaché au Directeur Technique, il anime une équipe de 4 ingénieurs appelée à se développer rapidement. Il a la responsabilité de la conception et de l'industrialisation des produits, du suivi des partenariats techniques internationaux, de la mise en place d'un système assurance qualité.

Ingénieur électronicien, vous avez une expérience significative du management d'équipes de développement de cartes électroniques utilisant microprocesseurs, FPGA, ASIC's, si possible dans le milieu des automatismes. De bonnes connaissances des réseaux numériques temps réel, de la programmation orientée objet et des bases de données distribuées seraient un plus.

La maîtrise de l'anglais est impérative. Ce poste présente de très belles perspectives pour un candidat de talent, motivé par une aventure technologique à fort potentiel.

Merci d'adresser votre candidature (en précisant votre rémunération actuelle) sous réf. 657 M à notre conseil ALGOE - Carole de CHILLY 28 avenue de Messine - 75008 PARIS.

ALGOE

Gestion Individuelle des Carrières

L'ILL est un institut de recherche fondamentale financé par trois pays européens. Il met en œuvre un réacteur de recherche à haut flux de neutrons, où sont effectuées des expériences dans les disciplines suivantes : structure et dynamique de la matière condensée avec des applications en physique, chimie, biologie et science des matériaux, et également en physique nucléaire et physique des particules élémentaires. Les instruments de l'ILL sont à la disposition des chercheurs invités, qui sont assistés par les scientifiques de l'institut.

La Division Projets et Techniques recherche un :

INGÉNIEUR

Poste :
Ingénieur du Service Mécanique des
Aires Expérimentales.

Fonctions :
Chef du Service Mécanique des
Aires Expérimentales, il/elle sera
responsable d'une équipe de quinze
(15) personnes chargées :

« du montage et de la maintenance
de la partie mécanique des
dispositifs expérimentaux et des
systèmes de distribution des
faisceaux des neutrons,
« de la maintenance des systèmes
de vide,
« du maintien des protections
biologiques.

Formation et expérience :
Ingénieur diplômé en mécanique et
en automatique industrielle.
Plusieurs années d'expérience en
Mécanique, Automatique Industrielle,
Sécurité Industrielle, A.Q. (bases).
Langue : Anglais lu et parlé.

Classement et rémunération :
Selon qualification et expérience.

Observations :
Contrat à durée indéterminée.

Modalités de recrutement :
Monsieur Locante : 76 20 70 08
Monsieur Heidebrecht : 76 20 71 08

Les candidatures pour ce
poste sont à adresser sous
la référence 26/107 Ext au
Chef du Personnel

ILL

INSTITUT LAUE - LANGVIN
B.P. 156 - 38042 GRENOBLE
CEDEX 9. Date limite de
candidature : 14 août 1996

METZ

**Directeur
des achats**

Nous sommes la filiale (370 personnes) d'un
grand équipementier automobile européen.

Membre du comité de direction, vous proposez et animez la mise en œuvre de notre politique d'achats, dans un contexte international. Vous supervisez une équipe de 17 personnes gérant les approvisionnements et achats de production (fonderie, sous-traitance d'usinage, roulements mécaniques...), d'investissements, de prestations et de consommables.

Pour cette fonction, stratégique dans notre secteur d'activité, une solide expérience industrielle et de management, de préférence dans l'industrie automobile, et des connaissances en fonderie sont indispensables. Vous parlez couramment l'anglais. Une formation d'ingénieur mécanicien et la pratique de l'italien ou de l'allemand seraient des atouts supplémentaires.

Pour nous rejoindre, merci d'adresser votre candidature, sous la référence 207/2, à notre conseil :

PRH
2 allée d'Enghien,
54603 Villers-lès-Nancy Cedex.

**GRUPE
pielade**

SET ELECTRONIQUE FRANCE
GROUPE SET INTERNATIONAL

RECHERCHE

INGÉNIEURS COMMERCIAUX

Motivés par la vente des périphériques informatiques
imprimantes de production grande vitesse, double laize.

Rémunération : fixe + forte commission

Envoyez CV, lettre manuscrite et prétentions à :

SET ELECTRONIQUE FRANCE - R. Kadula
2, Bld Arago - ZI Villemin - 91320 WISSOUS

Nous sommes un organisme scientifique à vocation internationale basé à Nancy.

**Chargé
de mission**
Département Recherche
Innovation - Transfert

Mission : au sein de ce département de 12 personnes (dont 8 docteurs et ingénieurs), vous prenez en charge le développement de l'activité CRIT (Centre régional d'innovation et de transfert technologique) : au cœur d'un réseau technologique en identifiant les PME-PMI, en établissant des audits et en les mettant en relation avec les centres de ressources techniques et financières.

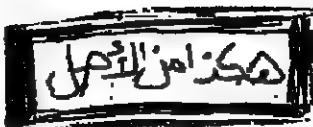
Profil : ingénieur en sciences et techniques de l'environnement, vous possédez de bonnes connaissances générales dans le domaine de l'eau et de l'environnement (génie des procédés, systèmes industriels) ; vous avez une expérience en expertise, diagnostic, conseil, suivi d'études, ainsi qu'une approche du milieu PME-PMI et, si possible, des organismes et dispositifs d'aide au transfert. La pratique de l'anglais et de l'allemand est souhaitée.

Le poste, basé à Nancy, est à pourvoir en septembre 1996.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV et photo), sous la référence 1189M, à notre conseil : FB Conseil, 57 rue des Cluses-Églises, 54000 Nancy.

FB Conseil
CONSEIL EN RECRUTEMENT
GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

مكتبة النهر



REPRODUCTION INTERDITE

SECTEURS DE POINTE

Partenaire de la haute technologie européenne.

Filiiale d'un grand groupe industriel international, nous intervenons dans les domaines : **ELECTRONIQUE, TELECOM, AERONAUTIQUE, TRANSPORT, ENERGIE, DEFENSE, INDUSTRIE.**

A vocation européenne et au service des Hautes Technologies, nous vous proposons de réelles opportunités d'évolution dans des secteurs en forte croissance. Nous franchissons une nouvelle étape dans notre développement et vous proposons d'accompagner notre croissance en France et en Europe. Nous recherchons actuellement des

INGÉNIEURS DIPLOMÉS

AYANT UNE PREMIÈRE EXPÉRIENCE RÉUSSIE DANS LES DOMAINES SUIVANTS :

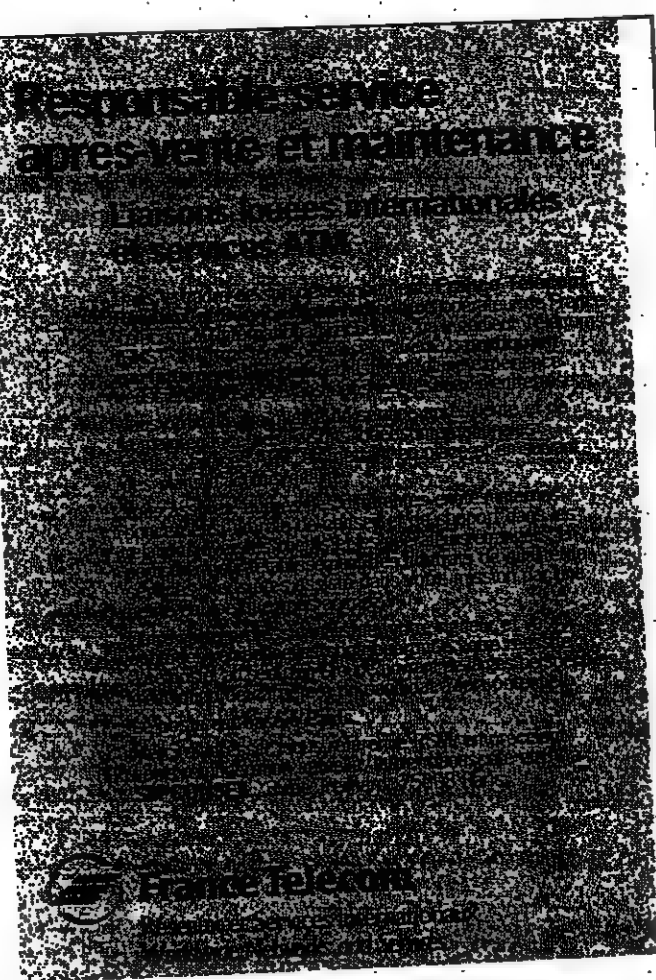
TELECOMMUNICATIONS (RADIOCOMMUNICATIONS AVEC LES MOBILES, RÉSEAUX ÉTENDUS ET LOCAUX, RÉSEAUX ALTERNATIFS), CHEFS DE PROJET, INGÉNIEURS SYSTÈMES, INGÉNIEUR RADIO, HYPERFRÉQUENCES, OPTIMISATION DE RÉSEAUX, INTÉGRATION DE SYSTÈMES

**SIMULATION MÉCANIQUE
CALCUL MÉCANIQUE, THERMIQUE**

**GESTION DE PROJET ET PLANIFICATION
INGÉNIEURS, CHEFS DE PROJETS**

Vous aspirez à élargir votre champ de compétences au sein d'une structure à taille humaine pour accéder rapidement à des postes autonomes et à responsabilité ?

Merci d'adresser votre candidature, en toute confidentialité, à EURO RSCG Futurs, référence 99836, 2 rue de Marango, 75001 Paris, qui transmettra. Vous pouvez préciser les entreprises auxquelles vous ne souhaitez pas que votre candidature soit adressée.



Leader dans notre domaine, "fabrication de cadres de vélos en aluminium soudés au bain de sel" et ouvert à d'autres applications de cette technologie, sachant qu'elle met en jeu de la mécanique et des traitements chimiques, nous recherchons, pour notre site de VIERZON en développement (effectif à 3 ans, une soixantaine de personnes) et visant à court terme la qualification ISO 9002:

Il devra :

- concevoir et développer, dans leur globalité, des produits nouveaux, astucieux, pratiques et innovants, tout en optimisant et améliorant l'existant,
- créer et gérer les données techniques dans le cadre d'un système GPAO.

Ces actions trouvant toutes leurs dimensions et applications concrètes, en collaboration avec le service METHODE/INDUSTRIALISATION, sachant qu'en amont avec le service MARKETING, il aura pu, de part ses connaissances, participer à l'élaboration et cadrage du cahier des charges.

Il dépendra du directeur du site et assurera sa mission en toute autonomie.

Pour cela, le candidat sera un **INGÉNIEUR DE CONCEPTION MÉCANIQUE**, ouvert, à l'écoute des nouveaux créneaux technologiques, avec de bonnes qualités relationnelles et sachant allier rigueur, méthode, souplesse et créativité.

Il devra obligatoirement maîtriser l'outil CAO - 3D PRO ENGINEER ainsi qu'UNIX HP et également LA LANGUE ANGLAISE.

Faire parvenir votre dossier de candidature (curriculum vitae, lettre de motivation et prétentions) à :
SICLOR, ZI des Forges, 53 route de Foëcy, 18108 VIERZON Cedex avec la **Réf. R.N.D.** portée sur l'enveloppe.

INSERM
INSTITUT NATIONAL DE LA SANTÉ
ET DE LA RECHERCHE MÉDICALE

Recrutement de
CHERCHEURS

Ces concours s'adressent aux titulaires d'un doctorat d'État, d'université ou de 3^{ème} cycle, ou d'un DERBH, ou d'un DERSO, ou d'un diplôme équivalent, sans condition de nationalité.

- Retrait des dossiers :** du 5 août au 11 septembre 1996
- Limite de dépôt des dossiers :** le 12 septembre 1996.

Conditions pour concourir, modalités de retrait des dossiers, dates d'épreuves : **3614 INSERM, rubrique "concours chercheurs"**

* Sous réserve de l'obtention des accords administratifs nécessaires.

Pour en savoir plus sur les 2 cahiers Initiatives
Contactez le Département Emploi
du Monde Publicité
Tél. : 44-43-76-13
Fax : 44-43-77-32

Ingénieur d'Affaires Courtage/Assurance

Remarquable opportunité pour un professionnel de l'assurance de contribuer au développement d'une société leader sur les métiers de services aux personnes

LA SOCIÉTÉ

- Fort visibilité sur des métiers en pleine évolution.
- Près de 400 MF de CA, forte rentabilité.
- Savoir-faire reconnu, excellente notoriété établie de longue date.
- Important courant d'affaires avec les compagnies d'assurance et les courtiers.

LE POSTE

- Sous la responsabilité du Directeur Commercial, vous :
 - contribuez à l'expansion de l'entreprise en privilégiant des objectifs de croissance,
 - développez un portefeuille de clients existants (compagnies d'assurance, courtiers, banques),
 - prospectivez de nouvelles affaires.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet et rémunération actuelle sous réf. **LM/60702** à **N.B.S. 44 rue du Collège, 75008 PARIS.**

PROFIL RECHERCHÉ

- 28/32 ans, excellente formation supérieure type ESC.
- Expérience réussie de la vente business to business.
- Incontestable connaissance des métiers de l'assurance, acquise soit au sein d'une compagnie, soit chez un courtier.
- Autonome, dynamique et orienté résultats, vous savez gérer une relation commerciale à très haut niveau.
- Capacité prouvée à concevoir, à coordonner et à mettre en œuvre des projets marketing complexes.



N.B. SELECTION LTD
a BNB Resources plc company

N.B.S.

Paris - London - Aberdeen - Birmingham
Bristol - City of Edinburgh - Glasgow - Leeds
Manchester - Slough - Madrid

JURISTES - RESSOURCES HUMAINES GESTION - FINANCE

C.C.C.
Union
Européenne
de C.I.C.

Traders
Sales juniors
Sales seniors
internationaux

L'Union Européenne de C.I.C. révèle les talents.

L'Union Européenne de C.I.C. vous offre un environnement de choix à la mesure de vos ambitions : elle aura pour vous la souplesse d'une structure jeune et la dimension d'une holding, la diversité de métiers d'une banque d'affaires et les opportunités d'un des principaux groupes bancaires français.

Nos succès sur les activités de marchés nous amènent à renforcer nos équipes d'opérateurs à Paris et à l'étranger.

Traders

Technique et pragmatique vous opérez sur les différents marchés (taux, change et action) pour le compte de la banque et de sa clientèle. Vous mettez toute votre

énergie et votre sens de l'initiative pour saisir les opportunités de marchés et transformer les risques en résultats.

De formation supérieure de type grande école, Dauphine, école d'ingénieurs complétée par un master d'éco-fi, vous maîtrisez parfaitement les mathématiques financières ainsi que les mécanismes fondamentaux de ces marchés. Si vous êtes débutant, vous avez nécessairement à votre actif une mission ou un stage de longue durée en salle de marchés.

Sales juniors

Vous commercialisez, auprès d'une clientèle de grandes entreprises et d'investisseurs institutionnels, nos produits de change. Une

première approche sur les produits de marché (mission, stage de 6 mois au minimum en salle de marché) est souhaitable.

Sales seniors

Vous commercialisez, auprès d'une clientèle d'investisseurs institutionnels étrangers, nos produits monétaires et dérivés et nos produits obligataires. Vous possédez pour ces postes à dominante commerciale une formation initiale de type grande école ou universitaire, parlez l'anglais couramment et maîtrisez les mathématiques financières. La connaissance d'une langue supplémentaire sera un atout.

Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant le poste choisi à Union Européenne de C.I.C., Frédéric Delattre, DRH, 4 rue Gaillon, 75107 Paris Cedex 02.

L'Office européen des brevets à Munich

recherche

juristes (Ref. EX1/688)

qui désirent travailler dans le domaine du droit et, en particulier, du contentieux de la fonction publique internationale (notamment étude de problèmes juridiques et de cas litigieux, rédaction de mémoires, etc.).

Les candidats doivent être titulaires d'une maîtrise en droit et de préférence avoir une expérience dans le domaine susvisé.

Les candidats doivent en outre avoir une excellente connaissance active du français ou de l'anglais et une bonne connaissance de l'allemand et de l'autre langue.

Le contrat offert sera d'une durée initiale de trois ou cinq ans. Le traitement correspond à celui des organisations internationales ; il est exempté de l'impôt national sur le revenu et assorti le cas échéant de diverses indemnités, telles que l'indemnité d'expatriation.

Les candidatures doivent être présentées sur le formulaire spécial délivré par l'OEB et parvenir au plus tard le 15 septembre 1996 à l'Office européen des brevets, Service du personnel, D-80335 Munich, Fax: (+49-89) 2393 2706.

Directeur des Ressources Humaines H/F

POLYREY

GRUPE AUSSÉDAT REY

Filiale du groupe français AUSSÉDAT REY (4000 personnes, 6 MdF de CA), membre d'INTERNATIONAL PAPER, leader mondial de l'industrie papetière, POLYREY, premier fabricant français de papiers décoratifs stratifiés haute pression et d'éléments post-formés, se positionne parmi les leaders dans le domaine des papiers décoratifs stratifiés métallisés (840 personnes, 2 usines en France, 1 en Espagne). Implantés en France (Siège et 2 usines) et à l'étranger (1 usine et 4 filiales), nous distribuons nos produits dans toute l'Europe.

INTERNATIONAL PAPER

SUD-OUEST DE LA FRANCE

Rattaché à notre Directeur Général, en liaison avec le Directeur des Ressources Humaines du groupe, vous concevez et proposez les politiques Ressources Humaines, Qualité et Sécurité de notre filiale. Vous accompagnez leur mise en œuvre auprès des différents responsables d'établissements en leur apportant conseil, méthodologie et appui technique.

Avec l'aide des responsables Ressources Humaines des unités, vous veillez à l'application des politiques préconisées.

Membre du Comité de Direction de notre filiale et du Comité Ressources Humaines du groupe, vous animez en direct une équipe de 20 collaborateurs.

Ce poste est basé dans le Sud-Ouest de la France, dans notre établissement le plus important, pour lequel vous assumez la responsabilité du personnel en direct.

A 30/35 ans, de formation supérieure (Droit, Ressources Humaines, Ecole de Commerce...), vous justifiez d'une expérience opérationnelle d'environ 5 ans dans le domaine des Ressources Humaines, acquise au sein d'un groupe industriel international. Vous possédez une véritable culture Qualité Totale et Sécurité. Homme ou femme de conseil, de dialogue et de terrain, vous savez initier des projets que vous menez à terme.

Vous maîtrisez de plus l'outil informatique et parlez anglais couramment.

Merci de bien vouloir adresser votre dossier de candidature (CV et prétentions) sous référence LM/0796 à notre Conseil

COGEPLAN - 2, rue Louis David - 75782 Paris Cedex 16, qui vous garantit une stricte confidentialité.

Transrol, filiale SKF à Chambéry. Cette PMI de 280 personnes conçoit, réalise et distribue dans le monde entier des vis à roulement pour diverses applications de haute technologie. Le Directeur Général vous propose le poste de

directeur des ressources humaines

pour remplacer le titulaire actuel promu au niveau du Groupe. Membre du Comité de Direction, vous serez un conseiller auprès des Services et des Ateliers, ainsi qu'un opérateur pour l'ensemble des composantes de votre métier. Le contexte dynamique et efficace de Transrol (management participatif, accords d'entreprise notamment sur l'intéressement et le temps de travail, respect de l'identité de chacun, développement des compétences, responsabilisation, réactivité, service client, Qualité) vous donne l'opportunité d'exprimer pleinement vos talents. De formation supérieure, maîtrisant l'anglais, vous avez impérativement une première expérience réussie dans un poste similaire en entreprise industrielle.



Adressez en toute confidentialité votre dossier de candidature (CV, lettre de motivation, rémunération actuelle) sous référence 321, à l'attention de Bernard CHARTIER - BCM 10 place Charles Béraudier, 69428 LYON cedex 3.

Dans la perspective de sa transformation en Groupement d'Intérêt Public, l'Association pour la Préfiguration d'une Ecole Supérieure de Recherche propose le Préfiguration d'une Ecole Supérieure de Recherche en Arts et en Sciences de l'Art et de la Culture. Le poste de directeur des ressources humaines est à pourvoir par la voie de détachement. La mise à disposition est prévue.

Missions

Sous l'autorité du directeur de l'établissement, vous préparez l'ouverture de l'équipement, prévue pour avril 1997, vous en assurez la gestion prévisionnelle, la direction du personnel d'une équipe permanente de 37 personnes, ainsi que la gestion juridique et financière d'actions pédagogiques impliquant des productions audiovisuelles de niveau professionnel.

Profil

Vous êtes de formation Bac + 5. Vous possédez une expérience affirmée dans la gestion d'établissement culturel ou d'enseignement artistique dans un cadre public. Une connaissance du droit de l'audiovisuel sera appréciée en sus. Vous êtes susceptible d'être placé(e) en détachement ou mise à disposition par votre employeur actuel.

un administrateur

(H/F) Cadre d'emploi territorial d'Attaché principal à Directeur

Le poste est à pourvoir à partir du 1er octobre 1996.

Candidatures à adresser (lettre manuscrite + photo + C.V.) à : M. le Président de l'Association pour la Préfiguration d'une Ecole Supérieure d'Art 224 Bd Descart - B.P. 2 - 59207 Tourcoing Cedex Date limite de réception des offres : vendredi 6 septembre à 17 heures. L'audition des candidats pré-sélectionnés est prévue le 20 septembre 1996.

studio
le Fresnoy
national
des arts
contemporains

Depuis sa création en 1974, le Groupe Courtaud (180 MF) dispose d'un cabinet français de conseil en Management s'adressant aux dirigeants et à leurs équipes. Il les aide à concevoir, accomplir et maîtriser le changement en se concentrant sur deux ressources : les hommes et les clients. Dans le cadre de son expansion, le siège cherche à renforcer son équipe par l'intégration d'un

Contrôleur de gestion

Adjoint du contrôleur de gestion « groupe », vous serez chargé de l'élaboration du reporting et des tableaux de bord détaillés du groupe par divisions et métiers. Vous participerez activement à la mise en œuvre et au suivi des processus budgétaires. Vous apporterez également tout votre savoir-faire afin d'améliorer le système de gestion existant.

A 28/30 ans, de formation supérieure (école de commerce ou université), vous possédez une expérience acquise en entreprise de services ou en cabinet d'audit. Pragmatique et rigoureux, vos qualités relationnelles vous permettront de réussir dans cette fonction évolutive.

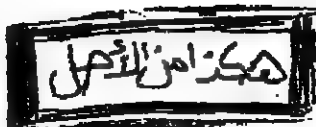
Ce poste est à pourvoir très rapidement.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite et CV), sous réf. 24.931/241 à Groupe Courtaud, 29 rue de Berri, 75008 Paris.

GRUPE COURTAUD



مكتبة الشامل



REPRODUCTION INTERDITE

LE MONDE DES CADRES

Cabinets de conseil en recrutement par approche directe
(5 personnes, 3 MF de C.A.) essentiellement présents
dans le secteur des Technologies Nouvelles
(informatique, électronique, télécommunications...),
nous réalisons des missions de recherche d'ingénieurs
et de cadres expérimentés.

Pour compléter notre équipe, nous recrutons un(e)

CHARGE(E) DE RECHERCHE SENIOR

A 30 ans ou plus, de formation supérieure (Bac + 2 minimum),
vous justifiez d'une expérience réussie d'au moins 5 ans dans un
poste similaire qui vous a permis de confirmer votre goût pour
cette fonction.

Vous utilisez et enrichissez les outils et méthodologies qui font
le succès de nos missions (revues de presse, bases de données,
etc...). Vous identifiez et présélectionnez les candidats
potentiels, approchez directement ou avec le concours de
moyens externes, tels que les associations d'anciens, salons,
cabinets d'implémentation.

Vous intervenez également en tant que support aux actions
commerciales, notamment pour la préparation des réunions
clients et l'analyse des besoins. Grâce à vos capacités de
formalisation, vous contribuez fortement à la rédaction des
offres de services, définitions de fonction, synthèses de
missions.

Qualités d'écoute, ingéniosité, sens du travail en équipe,
adaptabilité et pratique de l'outil informatique sur Macintosh,
sont des atouts pour réussir dans ce poste basé en proche
banlieue Sud-Ouest de Paris.

Merci d'adresser votre dossier,
sous réf. 96MO04, à NK Conseil,
Bureau de Sevres,
2, rue Troyon, 92316 SEVRES Cedex.

NK Conseil

LE CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DES ALPES MARITIMES

ORGANISE

1) CONCOURS INTERNE SUR EPREUVES :

CONSEILLER TERRITORIAL SOCIO-EDUCATIF (Catégorie A)

Nombre de postes * : 7

Date des épreuves : à compter du 4/11/96

2) CONCOURS SUR TITRES AVEC EPREUVE (ENTRETIEN) :

ASSISTANT TERRITORIAL SOCIO-EDUCATIF (Catégorie B)

Nombre de postes * : 12

Date des épreuves : à compter du 4/11/96

Les dossiers d'inscription devront être retirés auprès du :

CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DES ALPES MARITIMES

53 boulevard René Cassin, B.P. 254 - 06205 NICE CEDEX 3
Tél 92 29 31 29 - Rens. Minitel 3615 CDG 06 (0,99F TTC/min)

Toute demande de dossier par correspondance devra être
accompagnée d'une enveloppe format A4 affranchie à 11,50 F

Retrait des dossiers à compter du 16/08/96

Date limite des inscriptions : 24/09/96

(*) Le nombre de postes mis au concours
est susceptible de modification

LE CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DES ALPES MARITIMES

ORGANISE LES CONCOURS SUR TITRES
AVEC EPREUVE (ENTRETIEN) SUIVANTS :

Catégorie A

MEDECIN TERRITORIAL

Nombre de postes * : 11

Date des épreuves : à compter du 24/10/96

PSYCHOLOGUE TERRITORIAL

Nombre de postes * : 5

Date des épreuves : à compter du 13/11/96

Catégorie B

EDUCATEUR TERRITORIAL DE JEUNES ENFANTS

Nombre de postes * : 7

Date des épreuves : à compter du 20/11/96

Les dossiers d'inscription devront être retirés auprès du :

CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DES ALPES MARITIMES

53 boulevard René Cassin, B.P. 254 - 06205 NICE CEDEX 3
Tél 92 29 31 29 - Rens. Minitel 3615 CDG 06 (0,99F TTC/min)

Toute demande de dossier par correspondance devra être
accompagnée d'une enveloppe format A4 affranchie à 11,50 F

Retrait des dossiers à compter du 16/08/96

Date limite des inscriptions : 24/09/96

(*) Le nombre de postes mis au concours
est susceptible de modification.

Institut Pasteur PARIS

recherche pour son CENTRE DE BIOLOGIE MEDICALE SPECIALISEE

MÉDECIN BIOLOGISTE spécialisé en Cytogénétique

dans le cadre d'un CDI à plein temps ou à temps partiel.

Formation DES de biologie médicale et DESC de cytogénétique humaine ou équivalent.
DEA ou thèse en génétique humaine appréciée.

Expérience indispensable du diagnostic prénatal et si possible du diagnostic moléculaire.

Adresser CV, photo et prétentions à la DRH
28 rue du Docteur Roux - 75724 Paris Cedex 15

LE DEPARTEMENT DES HAUTS-DE-SEINE
recrute pour la Direction de la Vie Sociale
et par voie de concours sur titres du 28 novembre 1996

43 ASSISTANTS SOCIO-EDUCATIFS, spécialité assistance de service social

titulaires du diplôme d'Etat d'assistant de service social
relevant de la Fonction Publique Territoriale.

Pour tous renseignements s'adresser au :

Conseil Général des Hauts-de-Seine - Direction des Ressources Humaines
Bureau des Concours, 2 à 16 Boulevard Soufflot
92015 NANTERRE CEDEX - Tél. 47.29.30.31 (Poste 53.841)

Société, en fort développement dans le domaine de l'environnement, recherche : INGÉNIEUR CHIMISSE GRANDES ÉCOLES

Il aura la responsabilité :

- du développement d'un site de recherche et Développement,
d'un laboratoire d'analyse.

Il aura la capacité :

- assurer la coordination des équipes,
- animer et encadrer les équipes de travail.

Il maîtrisera :

- la technologie d'analyse chimique, Fluor X,
- la formulation du béton.

Homme ou Femme âgé(e) de 35 ans maximum - Poste basé : Grand Ouest

Adresser lettre manuscrite et CV (sous N° 9028) à :

LE MONDE Publiété - 133, avenue des Champs-Élysées - 75409 PARIS Cedex 08

ENSEIGNANT en mathématiques

Agrégé de préférence, chargé d'assurer l'enseignement des mathématiques et
mathématiques appliquées aux élèves ingénieurs de 1ère, 2ème et de formation
continue.

Possédant de bonnes qualités pédagogiques, vous êtes désireux de vous investir
dans le domaine des mathématiques appliquées de l'ingénieur. Vous possédez des
qualités d'adaptation à de nouvelles méthodes pédagogiques et une aptitude au
travail en équipe.

Vous êtes disponible dès le 15 septembre 1996.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre de motivation, C.V. détaillé
et photo) à : ECOLE DES MINES DE DOULAI, Service des Ressources Humaines,
941, rue Charles Boursaul, B.P. 838, 59508 DOULAI CEDEX.

Renseignements :
Daniel SOULNOIS, Directeur Adjoint : Tél. 27.93.20.00.
Roland DAUL, Directeur des Etudes : Tél. 27.93.20.25.

BIO RAD

PROFESSIONNEL S.A.V.

Notre groupe
implanté en France
(Ivry 94) est reconnu
mondialement dans
le milieu de la
biologie médicale
et la recherche.
Nous recrutons
pour notre site un

Votre expérience significative et réussie de 2 à 3 ans en
instrumentation scientifique (chromatographie/spectroscopie)
vous permettra d'assurer la maintenance, l'assistance et le
dépannage sur site de chromatographes en phase liquide, de spectromètres
infra-rouge. Vous intervenirez sur tout le territoire avec prédominance sur la
moitié Nord de la France.

Des connaissances en électronique, mécanique et informatique sont
indispensables ; quelques notions en chimie, physique et optique sont un plus.
Anglais courant.

Merci d'adresser votre manuscrite, CV et photo à BIO-RAD - Direction des
Ressources Humaines - 94196 rue Victor Hugo - BP 220 - 94203 IVRY SUR
SEINE CEDEX.

Hewitt Associates

Société internationale de conseil en Ressources Humaines, recherche pour son activité Enquêtes de
Rémunération :

Un(e) Chargé(e) d'Enquêtes

qui sera chargé(e) de collecter des informations auprès des entreprises, d'analyser les données et de gérer les
relations commerciales avec nos clients Enquêtes.

Vous êtes diplômé(e) d'une école de commerce ou titulaire d'un DESS en Ressources Humaines, débutant(e)
ou doté(e) d'une première expérience professionnelle.

Si vous avez de réelles capacités de vente, le goût des chiffres, aimez travailler en équipe et parlez anglais,
merci d'envoyer votre candidature (CV, lettre + photo) à :

Sara Nelson
Hewitt Associates, 20 avenue André Malraux, 92309 Levallois-Perret Cedex.

مركز العمل

MARKETING - COMMUNICATION

Concepteur rédacteur

A 25 ans environ, doté d'une forte curiosité naturelle, vous savez exprimer votre esprit de synthèse autant dans la justesse des accroches que dans la pertinence des textes. Les mots qui touchent, qui donnent du sens, qui dérangent parfois sont votre passion. Cette passion, venez la vivre au sein d'une agence de communication pleine de projets, filiale d'un grand groupe et dont l'exigence créative est forte.

Adressez lettre + CV sous réf. 4959 à Jonction, 26 rue Salomon-de-Rothschild, 92150 Suresnes, qui transmettra.

Video Conferencing Products

INTEL, the world's largest chip maker, is also a leading manufacturer of personal computer, networking and communications products. The company has a well-established reputation for technical innovation. One of these innovations is ProShare[®] conferencing which has rapidly become a leader in the videoconferencing arena. As we continue to promote this product line, we are looking for a PR professional to join our team as

intel

PR Programmes Manager - Europe based in Swindon/UK

You will assume responsibility to develop and drive our pan-European strategic and tactical PR programmes. This involves working as a part of a dynamic international team - which will include Senior Executives, PR and Marketing professionals throughout Europe and the US - and requires excellent communication and co-ordination skills. You have a degree in Business or Marketing and/or a background in PR/Journalism and will have managed media relations in a high-tech/telecommunications environment for a minimum of 5 years. You will have some understanding of PC and telecommunications technology, experience of working at a pan-European level and a strong background with European Media and their requirements. Fluency in English and at least one other European language is required.

We offer an exceptional opportunity for an individual who has the energy, initiative, creativity and drive to make things happen. You will be rewarded with an attractive compensation package which will include bonus and large company benefits. Relocation assistance is available.

For further information please call Marien Erber-Ludwig, telephone +49.89.13.06.82.0 or submit your full career details in English to our consultants.

You will find additional information on Intel and other job openings on the internet: <http://www.intel.com>

Erber-Ludwig & Partner GmbH
Recruitment Advertising & Selection
Nymphenburger Str. 148
D-80634 München
Fax: +49.89.16.17.11
E-Mail: erber-ludwig@t-online.de

LYON

Grande entreprise nationale intervenant dans le domaine de l'aménagement du territoire, nous recherchons notre

Responsable de la communication

Collaborateur direct de notre Direction Générale, responsable de votre équipe, vous élaborerez et mettez en oeuvre la politique de communication de la Société, vous êtes le garant de la cohérence de l'image au plan institutionnel et assurez la promotion de ses différentes activités auprès du monde politique, économique, des médias et du grand public.

A 35 ans environ, titulaire d'une formation supérieure, vous êtes un professionnel reconnu de la communication. Votre vision stratégique, votre force de proposition et vos qualités relationnelles sont vos atouts majeurs pour réussir dans cette fonction. La connaissance du secteur public ou parapublic est un plus. Anglais indispensable.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + curriculum vitae) sous réf. 12-70040 à notre conseil ONOMA, Tour du Crédit Lyonnais, 69431 Lyon Cedex 03.

Onoma

GRUPE COERTALD



Vous maîtrisez la langue allemande, vous êtes intéressé(e) par un poste basé à Paris, pour une importante entreprise autrichienne ? Saisissez cette opportunité d'un travail varié et bien rémunéré sur le marché français.

Nous recherchons UN(E) DIRECTEUR(TRICE) MARKETING

De formation professionnelle, le (la) candidat(e) sera diplômé(e) en gestion d'entreprises touristiques et disposera de quelques années de pratique dans le secteur du marketing, pendant lesquelles il/elle aura fait preuve d'esprit d'initiative, de dynamisme et de créativité.

Veuillez vous adresser en allemand à
HILL International, Franz-Josef-Strasse 12 A-5020 Salzburg. Tél. 1943/662/871656



Directeur de clientèle Europe de l'Est

Publicis est le premier groupe de publicité en Europe, présent sur tous les marchés.

Nous recherchons un directeur de clientèle expérimenté. Responsable des stratégies et des campagnes publicitaires pour des clients internationaux de premier plan, il assurera leur expansion et leur croissance en Russie.

A 30-35 ans, vous avez acquis une expérience significative de la communication et une maîtrise complète du service-client dans une agence à vocation internationale.

Vous êtes capable de vous adapter rapidement aux possibilités offertes par les marchés de l'Europe de l'Est et à leurs difficultés. Homme de communication et de marketing, vous faites preuve d'assurance et d'un excellent sens relationnel. Anglais courant indispensable (langue de travail). La connaissance du français ou du russe sera un atout.

Le poste est basé à Moscou. Veuillez adresser votre candidature (CV avec photo, lettre indiquant votre niveau actuel de rémunération) à Olivier Pourchet, DRH, Publicis, 133, avenue des Champs-Élysées, 75380 Paris Cedex 08 - France.

PUBLICIS

Pour insérer votre annonce dans Initiatives

Appelez Le Monde Publicité

au

44-43-76-03 - 44-43-77-34

Fax : 44-43-77-32

COMC de Vienne (38)

directeur
general

MUTUELLE NATIONALE
ET DES PAYS

DEPARTEMENT DU
recrute

DIRECTEUR

Un poste de directeur de clientèle...
Un poste de directeur de clientèle...
Un poste de directeur de clientèle...

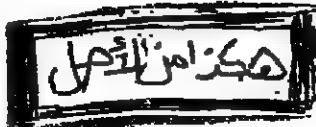
En raison de la
estivale, la p
des INITIAT
est suspendu

Elle reprendra le
et Mardi 3^e

Dans l'intervalle,
d'offres d'emploi pa
mardi+ dans le

Pour tout rense
vous pouvez té
au 44.43.7

du mardi 2 et mercredi 4



REPRODUCTION INTERDITE

LES DIRIGEANTS

L'OPAC de Vienne (38) recherche son

directeur général

Merci d'adresser CV + lettre manuscrite + niveau de rémunération sous la réf. 213 (sur l'enveloppe) à COMMUNIQUÉ - 51 avenue Jean Jaurès - 69361 Lyon cedex 07 - qui transmettra.

Vous prenez la direction de notre structure qui compte 100 collaborateurs et gère un patrimoine de 7000 logements. Votre mission : manager, gérer et développer dans une perspective d'efficacité économique, mais aussi de fidélité à notre vocation sociale.

Vous êtes un professionnel du logement social et avez une solide expérience de la fonction. Nous apprécierons votre tempérament d'organisateur qui a le sens du terrain, vos compétences de gestionnaire rigoureux et de financier averti, mais aussi vos qualités humaines.

MNH MUTUELLE NATIONALE DES HOSPITALIERS
ET DES PERSONNELS DE SANTÉ

Première Mutuelle du Monde de la Santé (500 000 membres participant - 1 100 000 bénéficiaires), dont le siège Social est à MONTARGIS - DEPARTEMENT DU LOIRET - (1 h 15 de Paris), recrute par voie de détachement son

DIRECTEUR GENERAL

Diplômé de l'enseignement supérieur, Diplômé de l'Ecole Nationale de la Santé Publique (ENSP), Cadre Hospitalier, Mutualiste, âgé de 40 à 50 ans, ayant une bonne connaissance du Milieu Hospitalier et de la Santé, du Monde-Mutualiste et de l'Economie Sociale, possédant une expérience de gestionnaire de 10 à 15 ans.

Vous êtes passionné par une nouvelle expérience humaine : sous l'autorité du Conseil d'Administration et de son Président, vous participerez au développement d'une grande Mutuelle. Vous animerez et dynamiserez une équipe de professionnels (700 salariés aux larges compétences mutualistes et de gestion). Vous apporterez votre participation à la définition de la politique arrêtée par les instances élues.

Organisateur, ayant une grande capacité d'animation et de négociation, vous devrez être à l'écoute du monde Hospitalier et de la Santé, ainsi que des Cadres et Personnels de l'institution. Votre maîtrise des techniques financières, de gestion et informatique, sera un atout.

poste à pourvoir rapidement.

Adresser candidature (lettre manuscrite - curriculum vitae - photo) à :
Monsieur le Président de la MNH - 45215 MONTARGIS CEDEX

DIRECTEUR COMMERCIAL, AU SERVICE DES AEROPORTS DU MONDE ENTIER.

Spécialisés dans l'équipement aéroportuaire et situés au sein d'un important groupe industriel à vocation internationale, nous souhaitons donner une forte impulsion à nos affaires et recherchons le responsable motivé par ce challenge.

Rattaché au directeur de la division mondiale, vous êtes directement responsable du développement de l'activité commerciale de votre département. A ce titre, vous en définissez la politique et initiez les contacts et les actions permettant l'obtention de marchés et de contrats de fourniture de matériel aéroportuaire. A la tête d'une équipe d'une dizaine de personnes, commerciaux et chefs de projet, vous intervenez depuis les premières études jusqu'à la réalisation des projets.

Ingénieur diplômé, vous avez acquis une expérience commerciale d'une dizaine d'années dans un domaine technique proche. Introduit auprès des aéroports, civils et militaires, vous avez une pratique confirmée de la négociation et de la gestion d'importants projets. Bien entendu, votre anglais est totalement opérationnel. Le poste, basé à Paris, inclut de fréquents déplacements à l'étranger. Pour un premier contact, qui sera traité en toute confidentialité, merci d'écrire sous référence 973 432 LM à notre conseil Sirca, 20 avenue de l'Opéra 75001 Paris.

SIRCA
ANTICIPER LA RÉUSSITE

CARRIÈRES INTERNATIONALES

En raison de la période
estivale, la parution
des **INITIATIVES**
est suspendue.

Elle reprendra les **Lundi 2***
et **Mardi 3*** septembre.

Dans l'intervalle, la rubrique
d'offres d'emploi paraîtra chaque
mardi** dans le quotidien.

Pour tout renseignement,
vous pouvez téléphoner
au **44.43.76.13**

* daté mardi 3 et mercredi 4
** daté mercredi



香港浸會大學
HONG KONG BAPTIST UNIVERSITY

Applications are invited for the following post tentative January 1997:

DEPARTMENT OF GOVERNMENT AND INTERNATIONAL STUDIES

Associate/Assistant Professor in French Language and Area Studies (PR85696)

Hong Kong Baptist University is a government-funded institution of higher education offering undergraduate & postgraduate degree courses. A four-year BA(Hons) course in European Studies was launched at the Hong Kong Baptist University in 1994. The appointee will be responsible for teaching French language, culture and politics within this degree course, and will be expected to contribute actively to the development of the course.

Applicants should have a relevant higher degree, preferably a PhD degree, and be capable of teaching French at all levels. They should be competent in English. Experience of teaching French to Chinese students will be advantageous. Preference will be given to candidates with research interests in the pedagogy of French as a foreign language and/or French area studies.

Salary Scales: (Appropriately FFR.1-HK\$1.5)

Associate Professor	HK\$703,600 - \$947,880 p.a. by 8 increments (Scale A)
Assistant Professor	HK\$606,840 - \$758,700 p.a. by 5 increments (Scale B)
	HK\$454,200 - \$515,220 p.a. BAR
	HK\$445,820 - \$758,700 p.a. by 10 increments

(Entry salary will be commensurate with qualifications & experience)

Terms of Appointment:

The initial appointment will normally be made on three-year gratuity-bearing terms with 15% gratuity of basic salary payable upon completion of contract. Subject to performance review and mutual agreement, the appointment could be renewed on another fixed-term gratuity-bearing contract or joining a revised or new superannuation scheme subject to future provision of the University. Benefits include annual leave, medical & dental benefits for appointees & eligible family members, children's education allowance, and housing assistance where applicable.

Application Procedure: Application letter, updated curriculum vitae together with copies of transcripts, testimonials and names & addresses of three referees should reach the Personnel Office, Hong Kong Baptist University, Level 6, Shaw Tower, 34 Raffles Road, Kowloon Tong, Hong Kong [Fax: (852) 2339 5001] latest by 16 August 1996. Please quote PR number on the envelope. The University reserves the right not to make an appointment for the post advertised, and the appointment will be made according to the terms & conditions then applicable at the time of offer.

AVIGNON 96 Emilie Valantin, auteur, marionnettiste et fondatrice du Théâtre du Fust de Montélimar, fut l'une des révélations du Festival en 1995. Elle revient, cette année,

pour présenter sa vision du *Cid* de Corneille, dont elle a confié les rôles à d'incroyables marionnettes taillées dans la glace, tandis qu'elle continue son escapade dans le ré-

pertoire contemporain avec ses séduisants castelets. **LE COMPOSITEUR** et metteur en scène Georges Aperghis, l'un des grands pionniers du théâtre musical, comme le fut

Mauricio Kagel, a investi la Salle Benoit-XII pour y créer ses *Commentaires*. Avignon lui réussit bien. **À LA MAISON** Jean-Vilar, plusieurs des figures marquantes de la pre-

mière Semaine d'art, en 1947, se sont réunies autour de Jeanne Moreau, dans une quasi-clandestinité ostensible. Drôle d'anniversaire. (De nos envoyés spéciaux.)

Ainsi fondent, fondent, fondent les marionnettes d'Emilie Valantin

Le Théâtre du Fust de Montélimar présente une version fantasque du « Cid ».
Un spectacle inouï où les figurines, sculptées dans la glace, ne vivent que le temps d'une représentation

UN CID, d'après Pierre Corneille. CASTELETS EN JARDIN. Mise en marionnettes : Emilie Valantin. Avec Emilie Valantin, Jean Scavis, Jacques Bourdat, Isabelle Rouabah, Jean-Pierre Skalka, et Christian Chiron et Yannick Herpin (musiciens). UN CID, Maison des côtes-du-rhône, à 22 heures, jusqu'au 30 juillet. CASTELETS EN JARDIN, Jardin des Doms, à 11 heures, jusqu'au 30 juillet. Tél : 90-14-14-14. Les 29 et 30 juillet, la compagnie donnera un florilège, à minuit, à la Maison des côtes-du-rhône.

Dimanche 21, quand la première représentation du *Cid* s'est terminée, une petite fille est allée toucher la marionnette de Chimène. « Son cœur est froid », a-t-elle dit. Oui, Chimène était une figurine de glace, comme tous les autres personnages du *Cid* joué par le Théâtre du Fust. Un spectacle inouï : il met en scène des pièces de glace articulées, qui vivent le temps d'un soir et meurent en fondant, lentement, sous la chaleur de la nuit et des projecteurs. Tout commence par la vision de plots

noirs posés sur la scène. Devant, une statue recouverte d'un voile noir. Habillés de costumes du XVII^e siècle, les marionnettistes enfilent des gants, en récitant, non sans ironie, un prologue inspiré de Claudel et Corneille. Puis Emilie Valantin, l'ordonnatrice du spectacle, enlève le voile et dégage une marionnette haute comme une poupée, brillante et translucide : Rodrigue, bientôt rejoint par son père Don Diègue, le roi de Castille, Chimène, son père, Elvire et son amoureux Don Sanche, Léonor l'infante et sa gouvernante.

Tous ont la même taille, et semblent sculptés dans du verre. Effacés dans l'obscurité, les marionnettistes les manipulent en les déplaçant sur les plots. Au début, on se croirait face à des figurines de musée prises par la fantaisie de s'animer pendant la nuit, comme dans un conte.

LE PLAISIR D'UNE SENSATION

Mais l'illusion s'efface vite. Le bras du roi s'affine, le jupon de Rodrigue pointe sous la cape, la robe de Chimène dessine d'amples plis : la glace fond au rythme des alexandrins. Tous ne seront pas dits. A la

fois parce que les contraintes techniques imposent une durée de spectacle limitée à une heure, et parce qu'Emilie Valantin ne tenait pas à présenter un *Cid* révérencieux. Ce qui l'intéresse dans la pièce de Corneille, ce sont les morceaux de bravoure, toutes ces répliques qui appartiennent à la mémoire collective. Emilie Valantin, qui a été professeur avant de devenir marionnettiste, regrette que l'étude du *Cid* ait été abandonnée par certains professeurs, depuis quelques années : « C'est dommage, parce que prononcer des formules magiques est un plaisir. »

Faire qu'il revendique le premier degré, le spectacle a quelque chose d'émouvant. Un ange passe en souriant quand on entend « l'âge dans mon corps a fait couler sa glace ». Mais, avec le temps, l'effet de surprise cède la place à l'émotion : les articulations des statues de glace apparaissent, Don Fernand perd d'un coup son avant-bras. Le théâtre atteint alors son point limite d'art de l'éphémère. Plus la glace fond, plus l'attention s'avive. Les personnages tiendront-ils le coup ? Rodrigue et Chimène auront-ils le temps de s'avouer leur

Du talent, peu d'argent

Installée à Montélimar, où elle a été créée en 1975, la compagnie de marionnettes d'Emilie Valantin a acquis une réputation qui lui vaut des invitations dans le monde entier. Cela ne met pas pour autant la troupe à l'abri des problèmes financiers. Elle reçoit 400 000 francs de l'État, 50 000 francs de la ville de Montélimar, et environ 180 000 francs de la région Rhône-Alpes. Pour la création et l'exploitation du *Cid*, le Festival d'Avignon lui a donné 400 000 francs.

manche 21, elles ont vaillamment résisté. Au moment des saluts, quand les manipulateurs les ont déposées sur le sol, elles ont eu un sursaut avant de mêler leurs pans

de glace à la dérive. Ce spectacle a été conçu pour Avignon, où *Le Cid* n'avait pas été joué depuis Gérard Philipe, en 1951.

Au départ, Emilie Valantin avait envisagé de présenter une parodie. Avec son assistant, Jean Scavis, elle a parcouru l'abondante littérature inspirée par la pièce de Pierre Corneille. « Mais les parodies sont souvent affreusement lourdes », dit-elle.

L'idée de la glace est née du plaisir d'une sensation : « C'est aussi fascinant qu'un feu. » Mais la mise en place n'a pas été aisée : détruire les figurines, les mouler et les déformer, sans jamais savoir dans quel état elles vont sortir, articuler leurs membres avec des liges sans casser la glace, trouver assez de réfrigérateurs pour entreposer toute la famille, sortir juste à temps les personnages d'un soir... « Vous voyez, dit Emilie Valantin avec humour, quels problèmes artistiques fondamentaux nous avons dû affronter ! »

Comme si l'exploit nocturne d'un *Cid* ne lui suffisait pas, le Théâtre du Fust s'installe le matin dans le Jardin des Doms, où il présente ses *Castelests en jardin*. Un

classique de la troupe. Là, les marionnettes n'ont rien de glacé, bien au contraire : elles ressemblent à des limandes humaines. Ce sont des figures ordinaires pour des histoires ordinaires, puisées dans un répertoire résolument éclectique : Pantélémon Romanov, Paul Fournel, Daniil Harms, Heiner Müller, André Fréderique, Javier Tomeo ou Emilie Valantin soi-même. Pas de gradins, mais des chaises installées sous les arbres : le Théâtre du Fust respecte la tradition des marionnettes, aujourd'hui trop rares, qui ont acheminé des histoires séculaires à travers les parcs d'Europe.

Mais elle la réactualise, en choisissant des textes débordants de toute complaisance. A travers deux couples à la plage, une dispute sur une place, l'empoignade de diables écarlates ou une balade en ville, le Théâtre du Fust dénonce, avec un humour ravageur, la violence, la lâcheté et l'hypocrisie qui tissent la vie de tous les jours. Le public en redemande : ce n'est pas tous les jours que des marionnettes ne jouent pas un Grand-Guignol.

Brigitte Salino

EN VILLE, EN SCÈNE Emilie Valantin

Emilie Valantin respire la malice d'une Sophie qui aurait grandi. Elle rit beaucoup. C'est une femme décidée, lucide et impétueuse. Fille d'un ébéniste lyonnais, elle voulait apprendre les beaux-arts. Elle fit une faculté d'espagnol et enseigna en Afrique, avant de revenir en France en 1973. Depuis, elle a fondé sa compagnie, le Théâtre du Fust, où elle est à la fois directrice, comédienne-manipulatrice, plasticienne, décoratrice, scénographe, metteur en scène. Elle fouille les textes d'hier et d'aujourd'hui pour satisfaire ses marionnettes - impossibles et magnifiques, parce qu'elles « n'aiment pas les états d'âme et tirent la couverture à elles ». Ces contraintes conviennent à Emilie Valantin : « La nécessité matérielle d'être efficace évite de trop s'appesantir sur soi. Parfois, cela manque au théâtre. »

XAVIER GAYKODAK POUR « LE MONDE »



Réunion clandestine des pionniers du Festival

ELLE EST VENUE dans la plus grande discrétion, à l'écart des foules, pour célébrer le cinquantième anniversaire du festival. N'étant pas conviés, les festiva-

liers devaient se tenir à distance des hautes portes de la Maison Jean-Vilar, en plein centre-ville, pour l'apercevoir, souriante, devant l'objectif d'un photographe « accrédité ». Elle était joliment vêtue d'un ensemble blanc, immaculé, ses longs cheveux encadrant son visage souriant.

On l'attendait dans la Cour d'honneur, le 28 juillet, pour *La Nuit des comédiens*, mais un tour-nage la tiendra ce jour-là éloignée d'Avignon.

A l'invitation de Paul Puaux, ancien administrateur du Festival auprès de Jean Vilar à qui il a succédé en 1971, Jeanne Moreau est restée quelques heures à Avignon, où elle a déjeuné en compagnie d'une douzaine de pionniers dont plusieurs acteurs invités de la première Semaine d'art en Avignon où trois créations dramatiques furent présentées dans la Cour d'honneur du Palais des papes.

Germaine Montero était là, aussi, et Maurice Coussonneau, le premier assistant du « patron ».

Deux personnalités très différentes qui ont, un moment, souhaité célébrer le cinquantième anniversaire du festival « in » : il fut question d'un récital de Germaine Montero et d'une nouvelle production de *Tamarian*, de Christopher Marlowe, dans une mise en scène de Maurice Coussonneau à la tête d'une distribution essentiellement composée de comédiens de la première heure du Festival qui auraient, pour l'occasion, retrouvé la Cour d'honneur.

LABORATOIRE DE RECHERCHE

On peut comprendre les réticences opposées par Bernard Faivre d'Arzier, actuel directeur artistique du festival, à ces projets trop nostalgiques.

Avignon fut dès l'origine le laboratoire de recherche du théâtre et des arts, et c'est par la création que BFA a voulu rendre hommage à la figure tutélaire de Vilar, qui traverse plusieurs des spectacles du Festival et la quasi-totalité des débats, rencontres, expositions et projections qui l'accompagnent.

Mais on ne peut s'empêcher de regretter la « clandestinité » de cette réunion du souvenir qui aurait, peut-être, donné ce supplément de chaleur qui, à l'évidence, manque à cette cinquantième édition du Festival.

Olivier Schmitt

Les illusions retrouvées de Georges Aperghis

Le compositeur et metteur en scène, familier du Festival, régénère avec « Commentaires » le théâtre musical... comme dans un rêve

COMMENTAIRES, de Georges Aperghis et Philippe Minyana. Musique et mise en scène : Georges Aperghis. Avec Elena Andreyev, violoncelle, Jozef Houben, acteur, Christophe Huysman, acteur, Vincent Letenne, piano, Françoise Rivaland, percussion, Pascal Sausy, voix, Geneviève Strosser, alto. SALLE BENOIT-XII, jusqu'au 26 juillet, à 19 heures.

Essayons un moment d'embarquer ce Festival d'Avignon comme s'il était un voyage. Par exemple un voyage, autrefois, de Lyon à Marseille, en diligence, ou par l'un de ces bateaux à vapeur qu'empruntait Flaubert lorsqu'il partait pour l'Afrique. A l'étape d'Avignon, c'est la pause. Les voyageurs de la diligence ont encore dans l'oreille le son des sabots des chevaux, les cris du cocher... Ceux qui avaient choisi le vapeur, c'est le ronron saccadé de la machine, le friselis de l'eau sur l'étrave. Les ouvriers du voyage, eux, cochers ou mécaniciens, vérifient les moyeux des roues, les sangles, ou, à bord, les articulations des bielles : il y a chez les voyageurs des essais ou des traces de ressouvenir, et, chez les exécutants, une « mise à plat » et une révision des composantes du voyage.

Revenons au Festival. Nous allons atteindre les deux tiers du par-

cours. L'étape, relais de la diligence comme qui de l'apportement, à lieu rue des Teinturiers, le maître des lieux est un musicien-metteur en scène, Georges Aperghis, il a appelé cette heure de transit : *Commentaires*. Repos. Interruption des tragédies, des comédies, des ballets, des concerts, des fanfares qui parcourent les rues. Une pincée de do au violon, un semblant de cheville qui se lève, une très brève tentative de fa dièse au piano, un mot - le mot « os », semble-t-il - qui ose à peine se risquer : voilà ce qui

Rue des Teinturiers

La rue des Teinturiers, où sont joués ces *Commentaires*, est la plus dépayssante d'Avignon. Elle n'est pas droite, elle tourne comme une rivière ou comme un chemin de forêt. Elle est étroite, bordée d'un cours d'eau qui fait tourner les roues de bois procrétant autrefois l'énergie des ateliers de teinturerie, qui bordaient la rue. Les parés de la rue des Teinturiers sont alius et inégaux, des vraies montagnes russes pour les petons, et les platanes recouvrent tout, pavés, rivières, d'une frondaison chantante, car les cigales en tapissent littéralement les branches. La pièce féérique d'Aperghis est on ne peut plus chez elle dans cette artère de rêve.

se manifeste, au long de ces *Commentaires*, et encore, c'est quand ça culmine. Or c'est irrésistible de charme, de gaieté, de surprises.

Cela tient d'abord à un accident de conscience que Georges Aperghis, et son coauteur Philippe Minyana, froient de très près lorsqu'ils évoquent, dans le mince filet

rapide des quelques paroles qui passent, Emma Bovary. C'est la nuit du bal au château de la Vau-beyssard. Le bal a pris fin. Charles Bovary s'endort. Emma Bovary ne dort pas, elle ouvre la fenêtre, elle s'accoude, regarde les astres : « Elle faisait des efforts pour se tenir éveillée afin de prolonger l'illusion », écrit Flaubert. Il a retiré du texte final dix pages sublimes qui, dans le manuscrit, viennent ensuite : Emma Bovary passe un châte, sort dans la campagne, les fermiers sont debout déjà, il y a une légè-

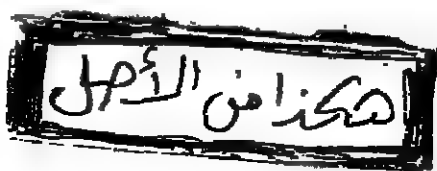
ne faisait pas autre chose que « prolonger l'illusion ». Et la fascination magique des apparences émises par Georges Aperghis est là.

Alto, violoncelle, piano, amphore trouée changée en un tambour, échantonnent des inquiétudes, des doutes, à mots couverts. Et les acteurs, même s'ils leur arrive par miracle d'aligner cinq ou six mots de suite, émettent, eux, non pas des paroles, mais des sons. Par l'extrême de mots qui n'existent pas, ils se fâchent, s'enhardissent, comme dans le vide.

Une femme élève son tambour, l'instrument de musique peut être aussi un animal, au point que le musicien et la musicienne qui se tiennent debout, les mains nues, paraissent des naufragés. Un homme allongé tient un livre ouvert, qu'il ne lit pas, mais ce livre, *Madame Bovary* peut-être, justement, n'est pas un objet muet, c'est toute une foule qui manifeste, et pendant que des filaments de paroles imaginaires blessent ou apportent du secours, les brises d'un violoncelle sont des cris d'insectes, la nuit noire, dans des arbres géants.

C'est très beau. Vous croyez rêver. Non, vous êtes sûrs de rêver. Demain, la vie du Festival recommencera. La vie normale. Emma Bovary se réveillera. Il le faut bien aussi.

Michel Cournot



John Rockwell, délégué général du Festival du Lincoln Center

« Malgré son potentiel, New York me paraissait courir le danger d'un certain provincialisme »

Critique musical au *New York Times*, John Rockwell a été ensuite correspondant culturel permanent pour l'Europe pendant deux ans. Peu

après son retour aux États-Unis d'Amérique, il a accepté, en octobre 1994, de prendre la direction d'un nouveau festival, émanation du Lincoln

Center, qui regroupe, entre autres, le Metropolitan Opera, le Avery Fisher Hall, le New York State Theater et le Vivian Beaumont Theatre.

NEW YORK
correspondance
Le Lincoln Center à New York donnait, lundi 22 juillet, le coup d'envoi de son premier festival. Pendant trois semaines, cette manifestation internationale et pluridisciplinaire ambitionne, selon son délégué général, John Rockwell, de « jeter un pont entre le classique et le contemporain, le traditionnel et le nouveau, le New-Yorkais et le touriste tant américain qu'étranger, entre arts nobles et arts populaires, Orient et Occident, instruments traditionnels et nouvelles technologies ».

John Rockwell, cinquante-cinq ans, est né à Washington, a grandi à Berlin, fait ses classes en Californie et ses études supérieures à Harvard. Critique musical à l'*Oakland Tribune*, il passe au *Los Angeles Times*, puis au *New York Times*. Il y sera critique de rock puis de musique classique. Pendant deux ans, Rockwell fut, depuis Paris, le correspondant culturel européen du grand quotidien nord-américain. En juillet 1994, il revient au *New York Times* quand le Lincoln Center lui propose de redessiner le panorama culturel new-yorkais. « Je ne pouvais pas refuser, je me sentais traité de courtois jusqu'à la fin de mes jours ».

« Lorsque vous avez accepté de

prendre la direction de ce nouveau festival, aviez-vous un modèle de festival à l'esprit ?

« Ceux d'Edimbourg et de Salzbourg. L'univers des festivals spécialisés, tels que Bayreuth, Angoulême, Avignon, et même Avignon, des villes à l'échelle humaine qui peuvent être investies. Ancien patron du Lincoln Center, Martin Segal voulait avec le Festival international des arts s'inspirer de New York, faubourgs compris. Malgré ses efforts - il a amené des choses remarquables -, c'est la ville qui l'a déçu. Notre manifestation se concentre donc autour du Lincoln Center, une petite île à l'intérieur d'une île. Nous voulons la transformer en village ».

« En feriez-vous une tête de pont pour les créateurs européens ?

« Je ne suis pas politiquement correct au point de nier que la tradition européenne est le fondement de la tradition américaine, mais je veux ouvrir le festival à l'Asie, à l'Amérique latine, à l'Afrique. Un des événements culturels les plus importants de ces vingt dernières années à Paris a été l'avènement de la francophonie, l'entrée en force de la pop music africaine. Le même phénomène se produit à New York. Pourquoi ne pas le noter, et le montrer ? D'où la présence, cette année, du

gospel et de soul music. Une partie de mes efforts en tant que critique a été de bousculer la notion d'arts « nobles » par rapport aux autres. Pourquoi se priver de cette énergie-là ?

« Malgré son potentiel et son succès sur le plan culturel, New York me paraissait courir le danger d'un cer-

Une manifestation pluridisciplinaire qui se veut « un pont entre classique et contemporain, arts nobles et populaires, Orient et Occident »

tain provincialisme. En dehors de leur penchant naturel pour la culture, les Français sont servis par une situation géographique qui les met en contact direct avec d'autres cultures. Hormis l'Australie ou l'Afrique du Sud, qui nous sont écartés, tout est plus proche de Paris. Plutôt que d'une décadence spirituelle, le « provincialisme » dont je parle me paraît relever d'une question de géographie - New York n'est tout bonnement pas exposée aux autres cultures -, allée à une absence de véritable politique de financement par les pouvoirs publics.

« Le Festival du Lincoln Center n'est-il pas perçu comme rival de la Brooklyn Academy of Music et de son New York Festival ?

« Même si de nombreuses institutions artistiques se sont écartées à l'annonce de la création de notre festival, la problématique est plus complexe. Un accord a été trouvé, aux termes duquel le Lincoln Center Festival n'aurait pas, au moins ses trois

premières années, au-delà de 3,5 millions de dollars de dépenses par an (environ 42,5 millions de francs) et de 5,5 millions en sponsoring corporatif ou privé (environ 27,5 millions de francs). Nous avons trois ans pour prouver que nous serons un élément de synergie et non pas une menace ».

« Si je suis la Brooklyn Academy of Music (BAM) en tractions, le Lincoln Center se tient à l'écart ; elle fait de même dans la situation inverse. Cela n'est pas un faux semblant. Elle nous suit en négociations pour présenter, en 1997, *Les Danseuses d'Eschyle* mises en scène par le Roumain Silviu Purcariu, elle nous laisse le champ libre ».

« J'aurais bien aimé *Les Sept Ri-vières du Fleuve Or*, de Robert LePage, ou la BAM négociait avec le dramaturge canadien. Certains créateurs sont, par ailleurs, tellement identifiés à la BAM - Fina Bausch, Giorgio Strehler, Ingmar Bergman, Peter Brook - qu'en les invitant je donnerais l'impression de vouloir copier. Un autre exemple : j'aurais adoré inviter Barabas et Zingaro. Or, ce spectacle, où des chevaux arrivent au grand galop sous une tente, exige des dégagements que nous n'avons pas. De plus, la chaleur de l'été new-yorkais pouvait incommodes les chevaux. Harvey Lichenstein (patron de la BAM) leur offre Battery Park en automne. Je serai le premier à les y applaudir ».

« En 1997, l'envisage d'un hommage à l'électronique dans la musique, de Karlheinz Stockhausen au rap en passant par l'IRCAM, les Studios de Cologne, l'expérience Columbia-Princeton et le hip-hop. Pour l'année suivante, je rêve d'un ensemble Peter Greenaway, comprenant Ross, son opéra, et l'une de ses « installations » comme *Steps* (« Marches »), qu'il avait présentée à Genève. Et je travaille déjà avec Bob Wilson à un projet pour 1999. Il y a question de milliards... »

Propos recueillis par Henri Béhar

Ray Barretto à Paris ou les mains de la science

Le Portoricain de Brooklyn inspiré par Gillespie et Chano Pozo se pose au New Morning pour un soir

C'EST EN ÉCOUTANT Dizzy Gillespie et Chano Pozo que Ray Barretto a décidé de devenir le musicien qu'il est. Portoricain de Brooklyn, né en avril 1929, il a la biographie d'un Portoricain de Brooklyn né à cette date. Il s'engage dans l'armée, commence au banjo à l'Orlando (de Munich), se met aux bongos dès son retour à Nueva York et « jamme » à Harlem. Sa vie est une chanson de La-villiers, avec qu'il a d'ailleurs enregistré. Lou Donaldson, Max Roach ou Gillespie, bien sûr, se le disputent. Il joue avec Parker à l'Apollo. Il débute chez José Curbelo en 1950. Enregistre son premier disque avec Dizzy, tourne en vedette avec le Jazz Latin Combo, entre chez Tito Puente où il remplace Mongo Santamaría.

Le jazz est une mine d'histoires. C'est même une histoire si pi-quant qu'elle a fini par alerter les musicologues qui veulent faire croire que c'est de la musique. La réalité est, comme toujours, plus tor-due.

RYTHMES ET JEUX DE RENCONTRE
Ainsi, la face du monde a changé, bien plus que par la pensée d'un Antoine Pinay, pour prendre un illustre exemple contemporain de Bosco, *La Cucaracha* et *Tico Tico*, scies universelles, petites villes insidieuses, révolutions anodines, que même Charlie Parker a reprises. Elles servent à Bosco de sas, de mise en bouche. Il navigue à vue de standard en chanson nouvelle, tout en passant par les repères de son répertoire. Sa précision de bijoutier, la fusion de sa voix dans les coulees de flûte, n'impressionnent pas que les musiciens. Comme les très grands, Bosco donne des airs compréhensibles à ce qui ne l'est pas immédiatement. Il a des gestes, une légèreté en scène, qui tiennent du bonheur.

mettent à jouer *Tin Tin Deo* (de Chano Pozo) sur les bidons avec leurs petits sabots.

Il y a quelques années, Gillespie a été reçu en grande pompe à La Havane, par le *líder máximo* en personne. Un film benêt en rend compte. On a voulu le vendre à l'époque, au prétexte époustoufflant que Dizzy avait été reçu par Castro en personne. La belle blague. La musique de Barretto le dit aussi avec plus d'intelligence critique. En revanche, les sympathiques auteurs du film ont retrouvé la scène de Chano Pozo. Le film commence là. Ils y vont. La cagna de la scène de Pozo est exactement meublée comme toutes les mal-

Joao Bosco e grupo, côté jardin

Ce groupe a un ton de jazz de chambre. Autour du chanteur brésilien (lui-même à la guitare), les cordes : Jamil Joanes (basse), Alexandre Carvalho (guitare), et un saxophoniste-réducteur (Vitor Santiago). Pour commencer, sur le mode allostif et érotique, bien dans le style de Bosco, *La Cucaracha* et *Tico Tico*, scies universelles, petites villes insidieuses, révolutions anodines, que même Charlie Parker a reprises. Elles servent à Bosco de sas, de mise en bouche. Il navigue à vue de standard en chanson nouvelle, tout en passant par les repères de son répertoire. Sa précision de bijoutier, la fusion de sa voix dans les coulees de flûte, n'impressionnent pas que les musiciens. Comme les très grands, Bosco donne des airs compréhensibles à ce qui ne l'est pas immédiatement. Il a des gestes, une légèreté en scène, qui tiennent du bonheur.

★ Le 23 juillet, 21 heures.

sons de France et de Navarre : araignées séchées artistement fichées au mur, serpents dans des bocaux verts, souris évidées, plumes collées, bougies, bondieuseries pour tromper l'esprit, bras formidés d'une sainte, le tout venant. La scène elle-même avait l'air très intéressante. En bien il arriva ce que vous savez qu'il devait arriver. Le film s'est comporté comme de la télévision : il a tout filmé, rien vu. La musique de Ray Barretto en sait plus sur le chapitre. Ses mains en savent plus long.

Francis Marmande

★ Au New Morning, le 24 juillet à 21 heures. Tél. : 45-23-56-39.

De Beckett à Internet

Le théâtre de Beckett par le Gate Theatre de Dublin, ses œuvres pour la radio et la télévision, une section Gospel et Soul Music, un ballet par la compagnie Alvin Ailey sur une musique spécialement composée par Wynton Marsalis, *Coppelia* par Maguy Marin, *Ocean* de Merce Cunningham et John Cage, l'opéra *Quatre saints* en trois actes de Virgil Thomson et Gertrude Stein mis en scène par Robert Wilson, la confrontation de *Leonor* et de *Fidelio* de Beethoven par John Eliot Gardiner et Kurt Masur, la *Comète* à Léonie de Prokofiev, *The Rite of Spring* de Stravinsky, le premier opéra cyberspace auquel sera consacré un festival, *Internet*, *Radio*, *Media*, *Art*, un hommage au violoniste Yehudi Menuhin, un festival vidéo : il semble que John Rockwell soit en passe de réussir son pari. Jusqu'au 22 août.

★ Calendrier et informations : (212) 875-5600 et (212) 875-5132. De 40F à 375 F

Les « nouvelles tendances » du jazz reflètent l'univers... à Nice

Archie Shepp, Eric Le Lann, du blues, du latino et autres voix rares

LA GRANDE PARADE du jazz (1974-1994) passe la main. Le Nice Jazz Festival vient de bonifier sa troisième édition. La Grande Parade tenait en trois points : prestige, abondance, revue de troisième âge pour musiciens qu'on allait oublier. Avec la nouvelle formule (« nouvelles tendances »), la carte est plus multicolore : le « jazz » plus élastique ; le public, plus jeune et venu d'ailleurs. Du coup, la restauration a capoté. Les classes moyennes, on dira ce qu'on voudra, sont de ce point de vue, imbattables.

Côté stars, ont défilé, du 12 au 21 juillet, Herbie Hancock, Al Jarreau, Isaac Hayes, Garbarek, Santana. Côté tour de France, Grappelli avec Petruccioli et Lockwood, Galliano, Barthélémy, Aldo Romano et son Palatino, Louran, Laurent de Wilde, plus un hommage à Don Cherry. Du blues, du latino, des voix rares : Aziza Mustafa Zadeh, des découvertes tarifées (Radio Tarifa).

Radio Tarifa est en scène. D'accord, ce n'est pas Ellington. Par

miniatures 616-617. Escoriza bouge comme un *canon*. Pour être juste, il est à un *canon* ce que Coluche était à un *rock*. Ses gestes, esquissés, hautes, sont justes. La voix est griffée comme les planches de la place de toros de Sanlúcar de Barrameda. En deux chansons, une petite foule se précipite et crie debout. La cote d'amour ne se discute pas.

L'UNIVERS D'ATLANTA

Des filles dansent pour s'éclater. Elles s'éclatent. Et d'un coup, comme toutes désintéressées, elles s'éclatent ailleurs. Les scènes ont toujours incité au zapping ambulatorio. De toute façon, on a tout intérêt à se planquer aux arènes. C'est le plus loin qu'on puisse trouver des mar-taux piqueurs. Une enfant aux tympans en charpie revient des (désastreux) Groove Collective vers d'assez placides géniteurs : « C'était très sympa ». Ce concept du sympha est risqué.

Aux Arènes, Archie Shepp (ténor) et Eric Le Lann (trompette) quintet. Le cas de Shepp est passionnant. Il est un des musiciens free à effleurer le bon public. Un des seuls à n'avoir pas lâché le morceau. Or ses bédouins se sont mis à douter. La leur en cul-de-poule, ils trouvent sa bouche cec, ses dents cela, sa justesse ceci-cela. Chez Shepp, c'est simplement accentué, comme un signe de ce passage à vide que traverse la planète. Ça s'entend, tout de même, qu'on ne croise pas que de l'intelligence. L'univers est tempéré comme un clavier d'acier.

Le rythme militaire règne en maître. Le « jazz » est un bon avion d'observation. Il suffit qu'un homme se lève avec un complet froissé, en chapeau mou et pompes de douanier sans fron-tières, gigantesques (une suffi-

raité), Archie le magnifique, pour faire peur. Doubé de ce philo-sophe déabusé qui est vraiment un superbe musicien. Eric Le Lann, ça souffle. C'est le couple qui raconte le mieux ce qui se passe. Archie joue avec ses limites. Les autres aussi, mais ils en font toute une histoire et trichent comme des blattes. Pas Archie Shepp. Il creuse la note. Il en fait peu. Il s'approfondit toutes. Il construit son concert comme un pont de campagne. Il a un sens d'amoureux du public. Il se moque du monde. Il le prend au sérieux. Il lève le poing. Il se lance, sur le mode des *shouters* dans un méchant discours. Il est l'envers de l'inauguration d'Atlanta à lui seul.

Trop intelligent et bien trop musicien pour ne pas saisir la leçon au vol, Le Lann se coule, y va de petites répliques considé-

rables. Un autre serait le musicien français. Pas lui. Il joue. Il joue exactement comme Archie ne joue pas. Shepp, terrible : « Nous allons fermer avec un blues que j'écris hier en correspondance à un autre blues ». Sur quoi, il attaque : *Things Ain't What They Used To Be* d'Ellington. Formidable intervention de Le Lann, à contrepied, notes tendues, éouffées. Le bon public s'embrase.

Shepp l'incite, la vache, à la révolution. Il crie le mot trois fois. Sa bouche, ses dents ceci-cela, al-lent, va, toujours est-il que le public a l'air d'accord. Trois élan-gantes se lancent illico, au premier rang, dans une sorte de twist piqué, comme la polka du même style. Comme on dirait à Atlanta, l'essentiel c'est de participer. Sacré Archie !

F. M.

DÉPÊCHES

THÉÂTRE : le Festival national des artistes de la rue de Chalon-sur-Saône a offert, pour son 10^e anniversaire, plus de 150 représentations gratuites et de nombreux spectacles off aux 150.000 visiteurs qui se sont pressés, du vendredi 19 au dimanche 21 juillet. Outre les animations de rue, le festival a invité 25 compagnies dont le Royal de Luxe et Trans-Express de Crest.

MÉCANAT : la fondation portugaise Calouste Gulbenkian a célébré, lundi 22 juin à Lisbonne, son quarantième anniversaire. Créée un an après la mort de Calouste Gulbenkian (1869-1955), le magnat du pétrole d'origine arménienne, cette fondation a été la plus puissante institution culturelle au Portugal (musées, orchestre, choros, ballet). Son budget, confidentiel, est bien supérieur à celui du ministère portugais de la culture qui s'élève à 34 milliards d'escudos (1 milliard de francs environ). Cette fondation traverse des difficultés au point d'être qualifiée, le 22 juillet, de « personne vieillissante qui a perdu la générosité et son sens de l'avenir-garde », par le quotidien *Público*.

CINÉMA : une école privée destinée à former aux carrières du septième art, sous la houlette des professionnels et la présidence du scénariste et romancier Jean-Claude Carrière, devrait s'ouvrir, en octobre, à Marseille. Les candidats devront avoir au minimum le niveau bac. La première année préparera au concours de la Femis (Institut de formation et d'enseignement pour les métiers de l'image et du son). Les intermédiaires du spectacle pourront accéder, directement en deuxième année, qui proposera une formation spécialisée (option écriture de scénario ou réalisation).

les grands entretiens du Monde

TOME 3

Numéro spécial de Dossiers et Documents du Monde

JUIN 96

EN VENTE DEPUIS LE 3 JUIN 1996 - 40 F

• penser la malaise social :

Martine Aubry, Jean-Marie Delarue, Patrick Weil, Jean-Baptiste de Foucault, Jean Gaudois, Dominique Strauss-Khan et Alain Touraine, Madeleine Rebérioux, Pierre Rosanvallon, Alain Dubamel et Pierre Rosanvallon, Jean Duvignaud, Paul Virilio.

• penser la ville :

Paul Chemetov, Jean Nouvel, Oriol Bohigas, Paul Andreu, Renzo Piano, Bernard Huet, Yves Lion.

• penser l'économie mondiale :

Michel Béand, François Rachline, Jean-Paul Fitoussi, Edmund S. Phelps, Edward Luttwak, Louis Dumont, Albert Hirschman.

مكتبة ابن السكيت

VO : Denfert, 14 (43-21-41-01) ; Grand
Pavois, ditto, 19 (45-54-46-05) ; réser-
vation : 40-30-20-10).

WHEN PIGS fly
de Sarah Davies
avec André Malra, Marianne Fath-
tull, Seymour Cassel, Maggie O'Neill,
Rachel Beila.
Américano-japonais-allemand-hollan-
dais (1 h 37).

VO : Reflet Médica II, 5 (43-54-42-30).

REPRISES

FAUX-SEMBLANTS (*)
de David Cronenberg,
avec Jeremy Irons, Genevieve Buckle,
Shirley Douglas, Stephen Lack.
Cinéma, 1988 (1 h 53).

VO : La nuit du Baubou, 3 (42-77-14-
55).

ORANGE MÉCANIQUE ()**
de Stanley Kubrick,
avec Malcolm McDowell, Patrick Mar-
quand, John Huston.
Britannique, 1971 (2 h 30).

VO : Studio Galand, 5 (43-26-94-08)
réservation : 40-30-20-10 ; Cinéchas,
46-33-10-82 ; Sép, Parisiennes, 14
(46-30-20-20) ; réservation : 40-30-20-
10 ; Cinémas de France, 15 (65-33-51-50).

LA PANTHÈRE ROSE
de Blake Edwards,
avec Peter Sellers, David Niven, Robert
Wagner, Capucine, Claudia Cardinale,
Brenda De Banzie.
Américain, 1964 (1 h 54).
VO : Grand Action, 5° (43-29-44-40).
Mac-Mahon, 7° (43-29-79-89).
QUAND L'INSPECTEUR S'EMMÊLE
de Blake Edwards

UGC Forum Orient Express, dolby, 1^{er}
Les Trois Luxembourg, 5^e (46-33-97-77)

LA VICTOIRE EN CHANTANT
de Jean-Jacques Annaud,
avec Jean Carmet, Jacques Dufril
Paris 14^e (14-15) 43-29-79-89.

LA VICTOIRE EN CHANTANT
de Jean-Jacques Annaud,
avec Jean Carmet, Jacques Dufril
Paris 14^e (14-15) 43-29-79-89.

FRANCE, 1976 (1 h 30).
14-Juillet Saubourg, 3 (42-77-14-55).
Sept. Passimias, 146 (43-20-32-20);
n. s. ération : 40-30-20-10.

(*) Films interdits aux moins de 12 ans
(**) Films interdits aux moins de 16 ans

Le jardin des amours enchantées
d'après Carlo Goldoni, mise en scène
d'Attilio Maggiali, avec Hélène Le
tracé, Jean-Marie Vortzel, Jean-Paul
Léon, Jean-Louis Baudouin, Georges
Bacot, Caroline Duthilleul, Gilles-Vincent
Kappes, David Milgost et Charles Miesse.
Cassette.

Rossini, Italie, 17, rue de la Gaieté.
Paris 14^e, 18 Août. Du mardi au samedi,
à 20 h 30 ; le dimanche, à 15 h 30.
Tarif : 43-21-22-22. Durée : deux heures
140 F - 170 F. Jusqu'au 6 août.

L'Épopée du toit du monde

De mardi au samedi, 18 heures à 20 heures. 80 F. 25-30 F. Jusqu'à 30 août.

La Locandiera

de Carlo Goldoni, mise en scène de Michel Delacour, avec Céline Clément, Alexandre Cloué, Pascal Cottereau, Claude Dazoustville, Michel Dury, Frédéric Guy, David Meccourt et Hélène Roubert.

Pré-Castan, Jardin Shakespeare, route de Suresnes-Pré Castan, Paris 16

100 F. Porte-Maillot, bus 244, arrêt Bagatelle. Le vendredi 26, à 18 h 30. Samedi 27, à 19 h 30. Dimanche 28, à 15 heures. Les mardi 29, 30 et 31 août, à 15 heures. 19-25-33 F. Durée : deux heures. 80 F. 100 F. Dernières.

Le Mal de tête

de Luigi Pirandello. Scenetto, mise en scène de Françoise Seigner, avec Tilla Chenon et Pierre-Olivier Scotto.

Théâtre de la Madeleine, 19, rue de la Madeleine, Paris 2. Le mardi 29, mercredi 30 et jeudi 31 août, à 21 heures. 19-25-33 F. 15 h 30. 18-25-65 F. 80 F. 240 F. Jusqu'au 30 août.

Les Mariages

sous saut de Vietnam

Théâtre de la Huchette, 23, rue de la Huchette, Paris 5^e. **MP Saint-Michel**. Du mardi au samedi, le lundi à 19 heures. TEL. : 43-26-38-99. Durée une heure. 80 F^e et 100 F. Jusqu'à 30 août.

Le Chevalier
d'après Aristophane, mise en scène
d'Alain Corneille, rue de la

Lucernière, 53, rue Notre-Dame-des-
Champs, Paris 6. **Mr Vavin ou Notre-
Dame-des-Champs, Du mardi au samedi**
de 14 h 30 à 20 h 30. Tel : 45-44-57.
34. 64 P. et 140 E. Jusqu'au 30 août.
Signe particulier : mère juive
de Muriel Khen, mise en scène de Sylvie
Lévy, mise en Muriel Khen.
Théâtre Trévis, 17, rue Trévis, Paris 6.
35. 36 P. Cadet, Du mercredi au samedi
à 20 h 30. Tél. : 45-23-35-45. Durée
**une heure trente. 80 P. et 100 P. Jus-
qu'au 30 août.**
Le Songe d'une nuit d'été
de William Shakespeare, mise en scène
de Serge Lipszyc, avec Bruno Cadillon,
Philippe Lathier, Juliette Caron, Stéphane
Gallet, Patrick Gleizes, Serge Lipszyc,
Gérard Mouton, Jean-Pierre Pélissier,
Gérard Mouton, Jean-Pierre Pélissier,
Jeanne Tuschet et Corinne Vasson.
Théâtre Dejazet, 41, boulevard de
Temple, Paris 3. **Mr Répétiteur.**
**Du mardi au vendredi, à 20 h 30 ; le sa-
medi, à 17 heures et le dimanche, à**
18-52-55. Durée : une heure dix
quante. De 80 P. à 160 F. Jusqu'au
31 juillet.
(*) Tarifs réduits.

44-47-36-36. Durée : une heure. 50 F et 70 F Dernières

11

[Handwritten signature]

Le jambon héroïque

par Pierre Georges

Et, dans un authentique exploit, ils franchirent le col de Balme. Héroïque ! L'expédition Balladur, dans la discrétion la plus absolue, venait de vaincre la montagne. Tout juste si l'ex-premier (de corde) ministre ne portait pas le fameux maillot à pois qui honore les purs grimpeurs.

A table, donc. Aubergiste, du jambon, et de montagne, le vous prie ! Il n'est plus manqué en effet qu'il fût de plain. C'est tellement bon, le jambon ! Et tellement meilleur, le jambon des hauteurs !

On décrocha donc le jambon pur cimes, sans doute accroché aux poutres de l'auberge comme jadis pendu au mât de cocagne. La poutre avait fait des frites. C'est dire si l'on était entre gens simples. On déjeuna sur les bancs, comme d'autres sur l'herbe. Ce fut frugal, amical, champêtre et admirable.

La chronique de cette belle journée aux alpages ne dit pas de quel froment était le pain ce quotidien-là. Ni même s'il y eut du fromage blanc pour la compagnie. Ou de la tarte aux myrtilles pour les gourmands. Elle précise sans plus que l'on y but un de ces petits vins, algériens et frais, qui sont la mémoire du pays et des estomacs. Elle raconte simplement qu'à la fin Léo fit le café ou le commanda, les versions divergent gravement sur ce point.

Tout de même, il faudra qu'on pense à enguirlander les confrères. Etre si nombreux, si loin de Paris, en Balladurie septentrionale, et ne pas même savoir et faire savoir ce que l'on but exactement ! Risquer sa vie sur la télé et l'insolation sur la cafetière pour ne recueillir que des propos dignes d'éloge et d'intérêt du type : « Ici, on est détendu ; on est bien. On a le sentiment d'avoir la nature à soi tout seul ! »

Comme l'on dit volontiers dans les chaumières à propos des aventuriers de presse, « Vous faites un joli métier ! » Tout cela pour ça. La fine fleur des services politiques rappelés d'urgence pour couvrir Chamonix. Comme naguère elle ascensionnait Solutré. Pour y constater quoi ? Que Simone fait, avec virtuosité, de la chaise longue ? Que Nicolas et Léo portent jean ? Que le Bernard d'Anney a mis ses Pataugas du lundi ? Que le fond de l'air, là-bas, était frais ? Et autres découvertes essentielles à l'édification des masses.

Faites un joli métier ! Plaquez aux tisons, Balladur au balcon ! Corvée de Chamonix, mes gaillards (e)s. Et en plus, rapporte la consœur de Libération, pour se faire engueuler. Gentiment, soit, mais engueuler : « Mais laissez-nous marcher ! », aurait grogné le maître des alpages à voir, ravi, sa colonne encadrée par la presse aliénée.

Laissez-les marcher, en effet ! Nous autres, rats des villes désertées ou presque, condamnés aux 3 x 8 pour cause olympique, médaille d'or de l'escorte télévisuelle, tenons à élever la plus vive protestation contre ces expéditions sans rime ni raison autres que celle de vérifier si la Balladurie passera l'été, et comment.

Du jambon de montagne, et alors ? Nous en mangeons aussi, et pas seulement de Paris. Du jambon d'Atlanta jusqu'à plus fain. Faisait-il jour, faisait-il nuit, était-ce ici, là-bas ? Toujours est-il qu'un handballeur Français vint expliquer à un micro ouvert comme bar ou station-service que les joueurs espagnols avaient trop longtemps méprisé les Bleus. « Ils nous prenaient pour des jambons ! » De montagne ?

Le gouvernement presse les médecins de limiter les dépenses de santé

Nicole Notat (CFDT) n'exclut pas une hausse des cotisations

LE MINISTRE des affaires sociales, Jacques Barrot, et le secrétaire d'Etat à la santé, Hervé Gaymard, ont reçu, lundi 22 juillet, les quatre syndicats médicaux (CSMF, FMF, SML, MG-France) pour leur rappeler qu'ils doivent s'engager résolument dans la politique d'amélioration du système de soins. Cette rencontre intervient au moment où les dépenses d'assurance-maladie continuent de progresser à un rythme incompatible avec le niveau actuel de la croissance économique. La Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés (CNAMTS) a annoncé, jeudi 18 juillet, que les dépenses d'honoraires et de prescriptions ont augmenté de 6,1 % entre janvier et mai 1996 par rapport à la même période de 1995.

A ce rythme, le déficit de l'assurance-maladie dépassera les 32,3 milliards de francs annoncés, le 12 juin, par la commission des comptes de la Sécurité sociale. « Nous avons clairement dit aux médecins qu'il fallait tout faire pour que cette fin d'année 1996 marque un ralentissement de la dépense », a déclaré M. Barrot à l'issue de la rencontre. Les ministres ont répété qu'aucune hausse des

tarifs médicaux ne serait possible si les médecins dépassent l'objectif de progression des dépenses de médecine de ville, fixé à 2,1 % par le gouvernement pour 1996.

M. Barrot a, par ailleurs, précisé ses récentes déclarations sur la révision de la nomenclature des actes médicaux. Cela ne changera rien pour les assurés, « mais seulement pour le revenu des médecins, qui se verront payés moins cher pour un acte », a-t-il affirmé. Le ministre des affaires sociales renouvellera de nouveau les médecins courant septembre, avant la présentation au Parlement, en octobre, du premier projet de loi de financement de la Sécurité sociale, qui doit notamment encadrer les dépenses d'assurance-maladie pour 1997.

La fermeté affichée par la CFDT est plus marquée que celle de M. Barrot. Il a fallu moins d'une semaine pour que le remplacement de Jean-Claude Mallet (FO) par Jean-Marie Spaeth (CFDT), à la présidence de la CNAMTS, se traduise par un durcissement de ton. La secrétaire générale de la CFDT, Nicole Notat, a clairement fait entendre que son organisation n'y jouera pas les utilités. Si les praticiens libéraux se montrent incapables de freiner leur activité, prévient-elle dans un entretien au bihebdomadaire *Le Généraliste*, publié le 22 juillet, « il y aura un jour un tour de vis très fort ». Il est urgent, selon elle, d'apporter la preuve qu'il n'y a pas de laxisme dans les dépenses de santé. C'est à ce prix que les assurés « seront prêts, le cas échéant, à subir une nouvelle hausse de cotisation », assure M. Notat. Cette hypothèse est officiellement écartée par le gouvernement.

pendre, par lettre recommandée aux assurés, le remboursement de soins qu'il aura jugé médicalement non justifié, et prononcer, après avis d'une instance médicale régionale, des sanctions à l'encontre du prescripteur. Enfin, le gouvernement a rédigé un projet de décret sur les sanctions encourues par les médecins libéraux qui auront dépassé l'objectif annuel fixé par le gouvernement : le versement d'un « sera égal à la totalité du dépassement concernant les honoraires et à 20 % du dépassement concernant les prescriptions » (dans la limite d'un plafond).

La fermeté affichée par la CFDT est plus marquée que celle de M. Barrot. Il a fallu moins d'une semaine pour que le remplacement de Jean-Claude Mallet (FO) par Jean-Marie Spaeth (CFDT), à la présidence de la CNAMTS, se traduise par un durcissement de ton. La secrétaire générale de la CFDT, Nicole Notat, a clairement fait entendre que son organisation n'y jouera pas les utilités. Si les praticiens libéraux se montrent incapables de freiner leur activité, prévient-elle dans un entretien au bihebdomadaire *Le Généraliste*, publié le 22 juillet, « il y aura un jour un tour de vis très fort ». Il est urgent, selon elle, d'apporter la preuve qu'il n'y a pas de laxisme dans les dépenses de santé. C'est à ce prix que les assurés « seront prêts, le cas échéant, à subir une nouvelle hausse de cotisation », assure M. Notat. Cette hypothèse est officiellement écartée par le gouvernement.

FO poursuit son harcèlement

Lundi 22 juillet, en réponse à Jean-Marie Spaeth (CFDT), Marc Blondel, secrétaire général de FO, a déclaré, dans un communiqué, que « le président de la CNAMTS s'en prend d'abord aux médecins », mais qu'« il s'en prendra demain aux assurés sociaux ».

Sur les 35 milliards de francs de déficit prévus, affirme-t-il, 5 milliards seulement sont liés à la dérive des dépenses, le reste étant imputable « à la situation économique, au chômage et à la faible évolution des salaires en 1996 ». M. Blondel juge que la CFDT veut adapter les dépenses aux recettes et qu'elle « restera l'otage du CNPF ».

Jean-Michel Bezat

SEMA GROUP

- Acquisition de Syntax Processing
- Augmentation de capital de 101,5 millions de livres

Acquisition d'entrevue en Italie

Sema Group acquiert Syntax Processing, filiale d'Olivetti et acteur majeur des services informatiques en Italie.

La transaction représente un montant total de 156 milliards de lire italiennes (320 millions de francs environ).

Syntax Processing, créée en 1989, pour exploiter les systèmes d'information d'Olivetti est leader sur le marché italien de l'outsourcing pour l'industrie et opère également en intégration de systèmes, développement de logiciels et gestion de services d'information. Syntax Processing exerce principalement ses activités en Italie, mais aussi au Royaume-Uni, en Belgique et en France.

En 1995, Syntax Processing a réalisé un chiffre d'affaires de 216 milliards de lire (720 millions de francs environ), dont 37 % avec des clients extérieurs au groupe Olivetti.

Renforcement dans l'outsourcing

Un accord cadre adaptant le contrat d'outsourcing existant entre Syntax Processing et Olivetti a été signé. Aux termes de cet accord représentant un montant de 2,8 milliards de francs, Syntax Processing continuera à fournir des services de développement, de gestion et de maintenance de ses systèmes d'information à Olivetti jusqu'en décembre 2002.

Syntax Processing bénéficiera de son intégration dans le pôle d'outsourcing international de Sema Group. Cette acquisition permettra à Sema Group d'accroître sa couverture géographique dans le secteur de l'outsourcing.

Augmentation de capital

Afin de financer cette nouvelle acquisition et de pouvoir saisir d'autres opportunités de croissance externe, Sema Group procède à une augmentation de capital destinée à lever environ 101,5 millions de livres au moyen d'une émission avec droits préférentiels de souscription de 2 nouvelles actions ordinaires pour 11 actions ordinaires anciennes au prix de 595 pence par action ; la clôture de la souscription est fixée au 12 août 1996 à 15 heures.

Sema Group est l'un des premiers groupes européens de technologie de l'information. Ses principaux métiers sont le conseil et l'intégration de systèmes, les progiciels et l'outsourcing. En 1995, Sema Group a réalisé un chiffre d'affaires de 678 millions de livres et un résultat net part du groupe de 23,1 millions de livres.

Le prospectus d'information visé par la COB est disponible auprès de Deutsche Morgan Grenfell
3, avenue de Friedland - 75008 Paris
Téléphone : 44 95 67 00.

SEMA GROUP

Pas de vol d'Ariane-5 avant le printemps

AVANT que le tout premier exemplaire du lanceur lourd européen Ariane-5 n'explose, le 4 juin dans le ciel de Guyane, ses moteurs avaient eu à subir bien des causes d'échec, mais certainement pas le surmenage. Or, après un mois et demi de recherches, il apparaît que le « cerveau » du lanceur, ou plutôt un de ses « lobes », a été submergé par le flot d'informations qu'il avait à traiter. C'est ce qui devait amener le président de la commission d'enquête, Jacques-Louis Lions, mardi 23 juillet, lors de la présentation des conclusions des experts internationaux nommés après l'accident.

Sur les cinq suspects de cette partie du lanceur que les enquêteurs avaient initialement identifiés, deux seulement ont été rapidement retenus : les centrales inertielles et l'informatique qui leur est associée. Les capteurs, l'équivalent de nos sens pour le lanceur, le calculateur de bord (OBC), « le seul organe intelligent de la fusée » et le « bus 1553 », l'autoroute informatique à double sens par laquelle transmettent les ordres et toutes les données relatives au fonctionnement et au comportement du lanceur, ont en revanche été blanchis.

Finalement, donc, le calculateur de bord a une excuse. Lui dont on s'était demandé un temps s'il avait inventé des données fantaisistes, serait au contraire intervenu à bon escient, donnant des ordres pour corriger la situation anormale, mais fictive, que lui décrivait le système de référence inertiel (SRD). A en croire certaines rumeurs, ce ne sont pas tant les centrales inertielles qui seraient défectueuses que l'informatique, qui traite les données fournies par les quatre accéléromètres et les trois gyrolasers composant le centre de l'équilibre du lanceur chargé, à chaque instant, de donner la position de l'enfin ainsi que la direction vers laquelle il va.

INFORMATIQUE SATURÉE

Pourtant les centrales inertielles sont pratiquement les mêmes, en plus « durcies », que celles qui ont fait la réussite des lanceurs Ariane-4. Mais, en aval, le logiciel qui brasse ces données et les transmet, à sa demande, quatorze fois par seconde au calculateur de bord, semble-t-il, en du mal à gérer le déroulement des événements, plus rapides – notamment en ce qui concerne la vitesse horizontale de la fusée – sur une Ariane-5 que sur une Ariane-4, moins puissante. Du fait de cette situation, le logiciel aurait été débordé par les événements. Il serait donc devenu incapable de prendre en compte des valeurs de paramètres qui sortaient des limites de l'épure. Impuissant, parce que saturé, il aurait alors rendu la main, et le calculateur de bord, à la lecture des chiffres erronés qui lui étaient fournis, aurait aussitôt réagi en ordonnant un braquage brutal – et fatal au lanceur – des tuyères pour qu'Ariane-5 change de direction.

On aurait bien pu tirer cent fois avec ce système-là, commente un spécialiste, cent fois on serait allés au tapis. Comment une telle anomalie a-t-elle pu échapper aux responsables de ce programme de plus de 38 milliards de francs ? C'est la question des enquêteurs, qui pourraient inviter le Centre national d'études spatiales et l'Agence spatiale européenne à revoir l'organisation du lanceur Ariane-5.

On estime qu'il faudra travailler jusqu'au mois de janvier pour remédier à ce « bug ». Dans ces conditions, le tir du deuxième exemplaire de la fusée Ariane-5 aurait lieu vers la fin du premier trimestre 1997, le temps de s'assurer que tout, cette fois, est au point. Reste que ces retards ont leur prix et qu'à partir du 1^{er} octobre il faudra continuer à financer les équipes, ce qui coûtera environ 100 millions de francs par mois.

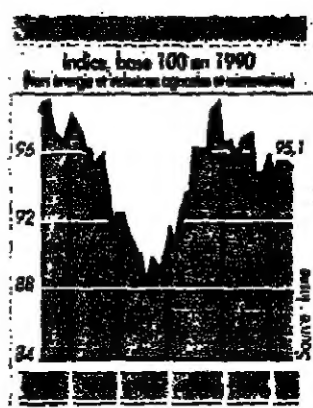
Jean-François Auger

L'abbé Pierre retire ses propos sur le livre de Roger Garaudy

LA CROIX du mardi 23 juillet a publié le communiqué suivant de l'abbé Pierre : « Soucieux de vivre la vérité, libre de toutes pressions, voyant mes propos relatifs à des travaux de Roger Garaudy, spécialement le livre *Les Mythes fondateurs de la politique israélienne*, exploités par des courants qui jouent dangereusement avec les périls antisémites et négationnistes ou néonazis que j'ai combattus et que je combattrai toujours, je décide de retirer mes propos, m'en remettant entièrement aux seules opinions des experts de l'Eglise, et demandant pardon à ceux que j'ai pu blesser, je veux laisser Dieu seul juge de la droiture des intentions de chacun. » Exclu de la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (Ligra), le fondateur d'Emmaüs a adressé parallèlement une lettre à son « frère » Roger Garaudy, dans laquelle il écrit : « Sois sûr que ma confiance en ta sincérité, dont ma lettre tenait à témoigner, reste totale, puisque tu maintiens ta détermination si, sur ton travail, des preuves te sont données d'erreurs, de les corriger. » Il demande au philosophe que son nom « ne soit plus d'aucune façon lié » au sien à propos de ce livre.

La production industrielle a reculé de 0,2 % en mai

L'INDICE de la production industrielle hors énergie et industries agricoles et alimentaires s'est inscrit à 95,1 au mois de mai, soit un recul de 0,2 %, après 95,3 en avril (rectifié en hausse de 0,1 point) et 95,3 en mars, selon l'indice INSEE publié mardi 23 juillet. C'est l'industrie automobile qui enregistre la baisse la plus forte (-1,9 %) en raison de la diminution de la production de véhicules particuliers. Les biens d'équipement sont en recul de 0,9 %. En revanche, les biens de consommation progressent de 0,8 %.



BOURSE

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3615 LEMONDE

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES		
Tokyo Nikkei	21005,20	-2,19
Hong Kong Hang Seng	10753,30	-0,23
TOKYO, NIKKEI SUR 3 MOIS		
22/07/96	22240	
21/07/96	22240	
20/07/96	22240	
19/07/96	22240	
18/07/96	22240	
17/07/96	22240	
16/07/96	22240	
15/07/96	22240	
14/07/96	22240	
13/07/96	22240	
12/07/96	22240	
11/07/96	22240	
10/07/96	22240	
09/07/96	22240	
08/07/96	22240	
07/07/96	22240	
06/07/96	22240	
05/07/96	22240	
04/07/96	22240	
03/07/96	22240	
02/07/96	22240	
01/07/96	22240	
30/06/96	22240	
29/06/96	22240	
28/06/96	22240	
27/06/96	22240	
26/06/96	22240	
25/06/96	22240	
24/06/96	22240	
23/06/96	22240	
22/06/96	22240	
21/06/96	22240	
20/06/96	22240	
19/06/96	22240	
18/06/96	22240	
17/06/96	22240	
16/06/96	22240	
15/06/96	22240	
14/06/96	22240	
13/06/96	22240	
12/06/96	22240	
11/06/96	22240	
10/06/96	22240	
09/06/96	22240	
08/06/96	22240	
07/06/96	22240	
06/06/96	22240	
05/06/96	22240	
04/06/96	22240	
03/06/96	22240	
02/06/96	22240	
01/06/96	22240	
31/05/96	22240	
30/05/96	22240	
29/05/96	22240	
28/05/96	22240	
27/05/96	22240	
26/05/96	22240	
25/05/96	22240	
24/05/96	22240	
23/05/96	22240	
22/05/96	22240	
21/05/96	22240	
20/05/96	22240	
19/05/96	22240	
18/05/96	22240	
17/05/96	22240	
16/05/96	22240	
15/05/96	22240	
14/05/96	22240	
13/05/96	22240	
12/05/96	22240	
11/05/96	22240	
10/05/96	22240	
09/05/96	22240	
08/05/96	22240	
07/05/96	22240	
06/05/96	22240	
05/05/96	22240	
04/05/96	22240	
03/05/96	22240	
02/05/96	22240	
01/05/96	22240	
30/04/96	22240	
29/04/96	22240	
28/04/96	22240	
27/04/96	22240	
26/04/96	22240	
25/04/96	22240	
24/04/96	22240	
23/04/96	22240	
22/04/96	22240	
21/04/96	22240	
20/04/96	22240	
19/04/96	22240	
18/04/96	22240	
17/04/96	22240	
16/04/96	22240	
15/04/96	22240	
14/04/96	22240	
13/04/96	22240	
12/04/96	22240	
11/04/96	22240	
10/04/96	22240	
09/04/96	22240	
08/04/96	22240	
07/04/96	22240	
06/04/96	22240	
05/04/96	22240	
04/04/96	22240	
03/04/96	22240	
02/04/96	22240	
01/04/96	22240	
31/03/96	22240	
30/03/96	22240	
29/03/96	22240	
28/03/96	22240	
27/03/96	22240	
26/03/96	22240	
25/03/96	22240	
24/03/96	22240	
23/03/96	22240	
22/03/96	22240	
21/03/96	22240	
20/03/96	22240	
19/03/96	22240	
18/03/96	22240	
17/03/96	22240	
16/03/96	22240	
15/03/96	22240	
14/03/96	22240	
13/03/96	22240	
12/03/96	22240	
11/03/96	22240	
10/03/96	22240	
09/03/96	22240	
08/03/96	22240	
07/03/96	22240	
06/03/96	22240	
05/03/96	22240	
04/03/96	22240	
03/03/96	22240	
02/03/96	22240	
01/03/96	22240	
30/02/96	22240	
29/02/96	22240	
28/02/96	22240	
27/02/96	22240	
26/02/96	22240	
25/02/96	22240	
24/02/96	22240	
23/02/96	22240	
22/02/96	22240	
21/02/96	22240	
20/02/96	22240	
19/02/96	22240	
18/02/96	22240	
17/02/96	22240	
16/02/96	22240	
15/02/96	22240	
14/02/96	22240	
13/02/96	22240	
12/02/96	22240	
11/02/96	22240	
10/02/96	22240	
09/02/96	22240	
08/02/96	22240	
07/02/96	22240	
06/02/96	22240	
05/02/96	22240	
04/02/96	22240	
03/02/96	22240	
02/02/96	22240	
01/02/96	22240	
31/01/96	22240	